



Conseil de Métropole

Montpellier Méditerranée Métropole

**Séance publique
du 27 septembre 2017**

PROCES-VERBAL

Monsieur le Président

Je déclare ouverte la séance du Conseil de Métropole du 27 septembre 2017. Avant de commencer nous avons souhaité conférer sur proposition de Monsieur Thierry Breyse, Maire de Cournonterral et Monsieur Bernard Travier, Vice-président à la culture, à Monsieur Claude Miecamp chef de musique et directeur du Réveil Cournonterralais, la médaille de citoyen d'honneur de la Métropole de Montpellier. Je vais donc demander aux deux élus cités de venir me rejoindre et d'accueillir avec moi Monsieur Miecamp.

Monsieur Claude Miecamp est né le 8 avril 1948 à Montpellier votre famille s'est installée à Cournonterral où vous résidez désormais. C'est à l'âge de 12 ans que vous débutez la musique en jouant du clairon pour la première fois dans la fanfare du Réveil Cournonterralais. Après trois années d'étude au Conservatoire de musique de Montpellier et 16 mois de service militaire comme trompette, trombone au 18^{ème} régiment de transmission d'Epinal, votre instrument de prédilection est finalement la trompette. De retour de l'armée en 70, vous créez l'orchestre Francis Claude qui se produit pendant près d'un an sur les différentes scènes du territoire languedocien. En 1971, vous devenez chef de musique de la batterie fanfare du Réveil Cournonterralais au sein de laquelle vous créez une harmonie pour animer des événements aussi divers que variés tels que les carnivals les défilés mais aussi les cérémonies commémoratives.

En 1984, votre passion pour la musique et votre envie de transmettre vous conduisent à créer une école de musique à Cournonterral, que vous dirigez encore aujourd'hui. Au fil des années, votre amour sans limite pour la musique, au-delà de votre métier de manipulateur en radiologie et de vos 33 années de sapeur-pompier volontaire vous amène à organiser à partir de 1991 le festival international de musique à Cournonterral qui célébrera en 2019 sa trentième année, avec le concours de la Mairie de Cournonterral, de son Maire, Thierry Breyse, ici présent, et de la Métropole de Montpellier. Un festival international de musique qui se déroule le week-end de la Pentecôte, avec des musiciens venant d'Italie, d'Espagne, de Suisse, de Belgique, et de toute la France. Soit 230 musiciens, et plus de 3 000 personnes présentes pour cet événement gratuit, chaque année. Entre 1986 et 2006, vous recevez de nombreuses distinctions pour les 15, 20, 25, 30, 35 ans en tant que chef de musique. La plus récente étant la médaille d'or, avec palme, de la confédération musicale de France. En 2008, pour toutes les actions menées, pour l'enseignement de la musique, vous recevez les honorifiques palmes académiques.

Votre épouse, Madame Jeanne Miecamp, présidente du Réveil Cournonterralais, que je salue, vos enfants, vos petits-enfants, ne tarissent pas d'éloges à votre égard et vous qualifient comme étant une personne perfectionniste, engagée, et généreuse. Vous avez tout le temps envie de faire plaisir aux autres. Vous êtes une personne qui, dans la vie quotidienne de Cournonterral est engagée, aussi, dans la vie de votre commune. Pour votre parcours, votre engagement, ainsi que votre passion pour la musique, au nom des membres du Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole, j'ai l'immense honneur et plaisir de vous remettre la médaille de citoyen d'honneur de Montpellier Méditerranée Métropole.

Monsieur Claude MIECAMP

Monsieur Philippe Saurel, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, Maire de Montpellier, Monsieur Bernard Travier, Vice-président en charge de la culture, Monsieur Thierry Breyse, Vice-président et Maire de Cournonterral, Mesdames et Messieurs les Conseillers métropolitains, Mesdames et Messieurs, je suis très honoré et très ému de recevoir cette distinction aujourd'hui. Je vous en remercie très chaleureusement. Je vous remercie également pour le soutien que vous nous apportez depuis de nombreuses années. Cela fait 46 ans que je consacre toute mon énergie et tout mon temps pour le Réveil Cournonterralais. Presque un demi-siècle de travail au quotidien mais aussi quasiment un demi-siècle de moments de partage, de joie, de rencontres inoubliables. Notre association est une belle aventure collective, animée par de nombreux bénévoles qui s'impliquent avec passion et générosité. Représenter ma ville, porter haut les couleurs de Cournonterral, que ce soit lors des cérémonies officielles ou à l'extérieur est pour moi un grand honneur. Je tiens à partager cette distinction que vous me remettez aujourd'hui avec tous les membres et amis du Réveil Cournonterralais. Cette distinction est aussi la leur. Du fond du cœur, en mon nom personnel et en leur nom à tous, je vous remercie.

Monsieur le Président

Je demande à Mademoiselle Bodkin de nous rejoindre à la tribune pour l'appel.

Avant que vous ne procédiez à l'appel, je voudrais accueillir officiellement dans le Conseil Mademoiselle Audrey Lledo en lieu et place de Madame France Jamet qui a choisi, puisqu'elle était députée européenne, son mandat à la Région. Elle avait trois mandats, un à la Région, un ici à Montpellier, et un en tant que Députée européenne. Elle ne pouvait en garder que deux et elle a évidemment conservé son titre de Députée européenne et sa place de conseillère régionale. Elle a donc démissionné de son poste à Montpellier ce qui a entraîné une démission dans la foulée concernant sa présence, ici, à la Métropole. C'est donc Mademoiselle

Audrey Lledo qui l'a remplacée selon l'ordre de la liste des élections de 2014 telle qu'elle avait été proposée par le Front National qui est le parti auquel elle appartient.

Audrey LLEDO

Mesdames et Messieurs les conseillers, Monsieur le Maire, Président de la Métropole, bonsoir. Merci de cet accueil, Monsieur le Président. Je tâcherai de remplir la mission que France a rempli ces dernières années, à vos côtés, pour construire cette opposition forte qui représentera les Montpelliérains et les habitants de la Métropole. Je ferai mon travail, comme à la Ville, et je vous remercie encore de cet accueil.

Monsieur le Président

Nous passons à l'appel.

Madame Bodkin procède à l'appel.

Maud BODKIN

L'appel est clos, Monsieur le Président.

Monsieur le Président

Merci. Le quorum est très largement atteint. Avant d'attaquer l'ordre du jour, je tiens à porter à votre connaissance un certain nombre d'informations importantes pour la vie de notre Métropole. Tout d'abord, un courrier du Premier Ministre, Monsieur Édouard Philippe, que j'ai sollicité pour la signalétique de l'autoroute A9 parce que ni l'aéroport, ni les plages ne sont mentionnés. Ce qui a valu au pauvre François Hollande, l'autre fois, le fait de rater la sortie. Et, donc, il a raté l'avion. Rater sa sortie, rater l'avion, cela fait beaucoup, dans la même séance. Donc, il faut faire quelque chose.

Deuxième courrier à Monsieur le Préfet, Pascal Mailhos, pour les zonages, en termes de logements. Le CRHH Occitanie.

Le troisième courrier nous a été adressé par Madame la Ministre de la culture. Elle nous accorde, au titre du patrimoine, des subventions.

Ensuite, il s'agit d'un courrier de la nouvelle Députée européenne France Jamet que je vais vous lire, puisqu'elle était membre de notre assemblée et que, par le truchement de sa démission de cette Assemblée, Mademoiselle Lledo, comme je l'ai déjà indiqué, est présente à nos côtés. : « Monsieur le Président de la Métropole, ayant été élue Députée française à l'assemblée européenne, je me trouve désormais en situation de cumul des mandats. Conformément à l'article 6-3 de la loi 77-729 du 7 juillet 1977 relative à l'élection des représentants au Parlement européen, qui prévoit que le mandant des représentants au Parlement européen est incompatible avec l'exercice de plus d'un mandat électoral énuméré ci-après, Conseiller régional, Conseiller à l'assemblée de Corse, Conseiller départemental, Conseiller de Paris, Conseiller de l'assemblée de Guyane, Conseiller à l'assemblée de Martinique, Conseiller municipal d'une commune soumise au mode de scrutin prévu au chapitre trois du titre quatre du livre premier du Code électoral, je me dois de démissionner de l'un de mes mandats locaux afin de pouvoir siéger au Parlement européen. Par la présente, je vous prie de prendre acte de ma démission. Je ne siégerai donc plus en tant que conseillère municipale et communautaire à vos côtés. Vous remerciant par avance de l'attention que vous voudrez..... ».

Je voudrais faire un point rapide sur la LGV, ligne nouvelle LMP Montpellier-Perpignan. Vous n'êtes pas sans ignorer que, dans la Région Occitanie, deux lignes TGV sont concernées par les mesures d'économies du gouvernement et de la SNCF qui ont souhaité réduire la voilure en termes d'infrastructures. Les deux lignes qui sont les projets de la Région sont Bordeaux-Toulouse et la nouvelle ligne Montpellier-Perpignan. J'ai donc rassemblé un certain nombre de Maires qui se trouvent sur le trajet de cette ligne. Le Maire de Sète, le Maire de Béziers, le Maire de Narbonne. Avec le Député européen Franck Proust, avec les Députés En Marche qui nous ont soutenus, Madame Mirallès et Monsieur Huppé, avec le sénateur Navarro et le sénateur Cabanel, qui ont souhaité appuyer notre demande. Notre demande est simple. Le premier tronçon est programmé, Montpellier-Béziers, et il convient maintenant de donner un agenda et d'avancer parce que cette ligne a trois missions particulières importantes. En premier lieu, elle libère des créneaux pour les trains du quotidien, régionaux. Deuxièmement, elle concerne un segment transfrontalier d'intérêt européen, entre la France et l'Espagne. Et, troisièmement, elle est mixte. C'est-à-dire qu'elle traite à la fois des voyageurs et des marchandises. Contrairement à Bordeaux-Toulouse, qui n'est pas une ligne mixte. Ainsi, le ferroutage est possible sur cette ligne, avec des camions sur les trains. Pour toutes ces raisons, nous avons souhaité, pendant les Assises de la mobilité, ouvertes par le gouvernement, manifester notre soutien au projet. Ce qui a été fait. Évidemment, la Région

a été conviée. Elle a été informée. L'État a également été informé. Tout le monde a été informé. Certains sont venus et d'autres pas. Mais chacun choisit sa destinée.

Entre le 4 et le 8 octobre, nous recevrons la délégation russe de notre ville jumelle, d'Obninsk, de la province de Kalouga, qui comprendra une vingtaine de membres. Nous aurons quatre jours de travail acharné. Vous en serez informés.

Le quatrième point concerne le maintien du futsal du Petit Bard en première division. Le gymnase, dans lequel ils évoluaient, n'est plus aux normes cette année, alors qu'il était l'an dernier, je leur ai proposé d'évoluer à l'Aréna, où le terrain est tout à fait praticable pour le futsal. Cela les a comblés de joie.

J'ai reçu un certain nombre de courriers, dont je vais vous faire part. D'abord, j'ai choisi le premier courrier qui est celui du Maire de Montaud. L'ordre n'est pas alphabétique. Il nous demande de faire une exposition Gaston Baissette, à Montaud. Avec la médiathèque Émile Zola, et avec Monsieur Gudin de Vallerin. Cette exposition a eu lieu d'abord à la médiathèque Émile Zola, puis a été réalisée à la médiathèque de Mauguio, avec l'accord du Maire de Mauguio, mon ami Yvan Bourrel. Bien sûr, Monsieur le Maire, que vous aurez cette exposition et avec plaisir. Un triple plaisir. D'abord, Gaston Baissette a vécu un peu à Montaud. Il la connaissait bien. D'autre part, Montaud va ainsi honorer un grand communiste, ce qui me fait plaisir. Enfin, nous trouverons une date ensemble, et je viendrai l'inaugurer avec joie.

Le deuxième courrier est un courrier de Madame Touzard, Maire de Murviel-lès-Montpellier, qui m'a demandé de modifier la vitesse sur les routes départementales qui ont été transférées dans le domaine de la Métropole en la passant de 90 à 70 km/h. Il s'agit d'un arrêté du Maire. Nous mettrons les panneaux. Il s'agit donc d'une réponse favorable.

Troisièmement, j'ai reçu un courrier des résidents de la Valsière qui se sont aussi exprimés dans la presse, suite à l'incendie qui s'est développé à la frontière de Grabels et de Montpellier. Ces résidents nous demandent des comptes, sur les bornes incendie, en sous-entendant que la Métropole n'a pas fait son travail. J'ai donc fait réaliser une enquête administrative. L'enquête indique que la commune de Grabels a remis 111 poteaux incendie en gestion à la direction de l'eau et de l'assainissement dont 15 ne sont pas conformes. Ces informations sont issues du dernier rapport de contrôle fourni par la commune elle-même. Parmi les 15 poteaux incendie non conformes de la commune, figure le poteau incendie numéro 33, impasse de la Valsière, hors-service depuis 2009. Les services du SDIS n'ont pas été informés que cette borne n'était pas en état de fonctionner. Pour réaliser ce remplacement, le planning d'intervention de l'entreprise SADE prestataire pour le compte de la DEA, le service de l'eau métropolitain, a été envoyé à la Régie des eaux de Montpellier le 4 juillet 2017. L'intervention de changement du poteau a eu lieu le 25 juillet 2017. Après cette intervention et, selon la procédure, l'entreprise SADE a prévenu la Régie publique de l'eau pour la réouverture depuis le réseau d'eau potable et la remise en eau du poteau incendie. Cette réouverture n'a pas été réalisée avant le 6 septembre. La DEA, le service métropolitain, a rappelé la Régie publique de l'eau, sur le défaut d'ouverture du poteau incendie le vendredi 8 septembre. L'intervention de la Régie pour remise en eau a été réalisée le 12 septembre ».

Il n'y avait donc pas d'eau à la borne parce que la régie ne lui avait pas mise. Je m'adresse là aux riverains de la Valsière, qui m'ont écrit.

Je continue les informations. Le 28 novembre, j'animerai la première réunion de concertation sur la modification de DUP concernant le parc Montcalm de la ligne cinq. Comme je m'y suis engagé. Enfin, je voudrais dire au Maire de Grabels que je vais signer l'ordre de mission pour la route RD 127, en séance. Cela veut dire que les travaux vont commencer fin octobre début novembre. Je dis cela car certains expliquent que je ne veux pas faire la route.

Enfin, je voudrais terminer en abordant la situation des groupes politiques. Puisque cela intéresse beaucoup les médias et les habitants de la Métropole. À ce jour, j'ai reçu plusieurs demandes. Sont mentionnés ici tous les élus qui ont rédigé leur lettre car on ne peut appartenir à un groupe que si l'on a signé une lettre officielle. Dans le groupe de Monsieur Moynier, Maire de Beaulieu, sont inscrits, pour l'instant, car j'ai reçu leur lettre, Monsieur Arnaud Moynier, Monsieur Jean-Noël Fourcade, Monsieur Jacques Domergue, Monsieur Gérard Lannelongue, et Monsieur Geniès Balazun.

Pour le groupe conduit par Madame Touzard, j'ai reçu 17 inscriptions contre cinq inscriptions pour le premier groupe. Voici les noms, même si cela peut évoluer : Madame Catherine Dardé, Monsieur Thierry Dewintre,

Monsieur Jean-Pierre Grand, Madame Claire Jabado, Monsieur René Revo, Madame Carole Donada, Monsieur Cyril Meunier, Monsieur Éric Pastor, Monsieur Roger Caizergues, Monsieur Bonnal, Madame Marie-Christine Panos, Monsieur Joël Raymond, Monsieur Alex Larue, Madame Isabelle Touzard, Madame Michelle Cassar, Monsieur Thierry Quilès, et Monsieur Joël Vera.

Pour le groupe « citoyen En marche et apparentés », je vais citer les noms, même si c'est un peu fastidieux. Madame Aline Destailhats, Monsieur Jean-Luc Meissonnier, Monsieur Gilbert Pastor, Madame Régine Illaire, Monsieur Thierry Breysse, M. Jean-Marc Alauzet, Madame Mylène Fourcade, Madame Béatrice Michel, Monsieur Jean-Luc Savy, Madame Rosy Buono, Monsieur Fabien Abert, Madame Lorraine Acquier, Monsieur Guy Barral, Madame Valérie Barthas-Orsal, Madame Maud Bodkin, Monsieur Gérard Castre, Monsieur Robert Cotte, Monsieur Christophe Cour, M. Jean-Luc Cousquer, Madame Perla Danan, Madame Titina Dasylla, Madame Véronique Demon, point Monsieur Henri De Verbizier, Monsieur Jean-Marc Di Ruggiero, Madame Michèle Dray-Fitoussi, Monsieur Abdi El Kandoussi, Madame Stéphanie Jannin, Madame Sonia kerangueven, Monsieur Pascal Krzyzanski, Monsieur Max Levita, Madame Chantal Lévy-Rameau, Monsieur Mustapha Majdoul, Monsieur Jérémie Malek, Madame Chantal Marion, Madame Isabelle Marsala, Madame Patricia Mirallès, Madame Caroline Navarre, Madame Véronique Perez, Madame Brigitte Roussel-Galiana, Madame Marie-Hélène Santarelli, Monsieur Philippe Saurel, Monsieur Sauveur Tortorici, Monsieur Bernard Travier, Madame Annie Yague, Monsieur Rabii Youssos, Monsieur Jean-Pierre Rico, Monsieur Jean-Marc Lussert, Madame Isabelle Guiraud, Madame Jackie Galabrun-Boulbes, Monsieur Laurent Jaoul, Madame Éliane Lloret, Monsieur Pierre Dudieuzère, Madame Chantal Clarac et Monsieur Noël Ségura.

Jusqu'à cette séance, le groupe « Libres et humanistes » était composé de Madame Anne Brissaud, Madame Sabria Bouallaga et Monsieur Éric Petit. J'ai l'honneur de vous indiquer que Madame Sabria Bouallaga a souhaité revenir dans le groupe majoritaire Ville et Métropole. Mais cela se fera au cours d'une séance ultérieure. Le groupe, qui était composé à l'origine par Madame Danan, Monsieur Domergue, Monsieur Lanne-longue, et Monsieur Larue, a été dissout. Et il n'y a plus de groupe Front National puisque Monsieur Boumaaz est sorti du groupe. Et que Madame Jamet a démissionné et est remplacée par Madame Lledo. Voilà l'état stricto sensu des courriers d'engagement dans les groupes que j'ai reçus.

Jean-François AUDRIN

Monsieur le Président, au mois de juin, vous avez décidé de créer un groupe, « En marche et apparentés », au sein de notre Métropole. Un groupe politisé. À l'époque, j'ai démissionné de mon poste de vice-président, considérant qu'il était pour moi inenvisageable de pouvoir travailler au sein de la Métropole dans un groupe politisé. Durant l'été, nous avons eu des rendez-vous, des entretiens et les choses ont avancé. Je voulais vous faire part de ma décision sachant que je suis un Vice-président démissionnaire. Je siège à la région, en tant que conseiller régional au sein d'un groupe et je trouve qu'il est difficile de s'exprimer librement en général lorsque l'on fait partie d'un groupe. J'ai besoin de conserver cette liberté. C'est pour cela que je ne ferai pas partie d'un groupe au sein de l'assemblée. Je resterai un conseiller métropolitain libre de s'exprimer quand il le désire, et de droite. J'insiste là-dessus car, bien sûr, je fais de la politique partisane, en dehors de cette enceinte, au niveau départemental, régional, et national. Je continuerai à le faire car, pour moi, il est indispensable que je continue à défendre les idées qui m'animent depuis tant d'années. Je voudrais quand même dire que je suis content aussi parce que je fais partie d'un groupe auquel je tiens, le groupe des Maires de l'arc-Ouest. Ce groupe existe encore. Il ne siège pas obligatoirement à l'assemblée mais il regroupe l'ensemble des Maires de l'arc-ouest qui l'animent. C'est un grand moment de partage et, dans ce groupe, qui n'est pas un groupe métropolitain, nous parlons de notre territoire. Il est fait des communes limitrophes de l'arc-Ouest et nous sommes bien conscients que l'ouest n'a pas les mêmes soucis que le Nord, le Sud, ou l'Est. Régulièrement, nous continuerons à nous rencontrer pour faire ce que je considère être primordial, notre rôle d'élus et de Maires, pour défendre l'intérêt général, l'intérêt de nos administrés, qui nous ont élus et qui savent qu'à aucun moment nous ne changerons de voie. Merci.

Thierry BREYSSE

J'éprouve aujourd'hui le besoin de m'adresser à Messieurs René Revol, Maire de Grabels et Jean-François Audrin. Ce sont deux Maires expérimentés et engagés politiquement. Cependant, je constate, Messieurs, que votre conception de la géographie est pour le moins particulière, et à boussole variable. Je m'explique. Dès le début du mandat, en effet, en 2014, vous avez créé l'arc-Ouest métropolitain. Mais, enfin, Grabels n'est pas à l'Ouest de la Métropole ! Grabels est au Nord. En plus de ces deux communes, les communes englobées dans cet arc-Ouest sont les suivantes : Murviel-lès-Montpellier, Saussan, Juvignac, dont les Maires Isabelle Touzard, Joël Vera et Jean-Luc Savy sont fraîchement élus depuis 2014. Vous y associez Laverune et Pignan. Mais, délibérément, de façon arbitraire, vous refusez d'intégrer Cournonterral, et Cournonsec. Or la carte du territoire vous le confirme, nous sommes à l'Ouest. Nous sommes des communes de l'Ouest. Et vous oubliez

aussi Fabrègues, Saint Jean de Védas. J'y vois une manœuvre politicienne, subtile et perverse. Cournonterral, et Cournonsec faisaient partie de l'exécutif de Georges Frêche et René Revol, tout le monde politique le sait, détestait Georges Frêche. Alors, en représailles, le choix a été fait d'exclure. C'est bien vous qui avez installé, dès 2014, le poison de la division au sein de la Métropole. Quand j'ai découvert la création de l'arc-ouest métropolitain, bien entendu, j'ai essayé de l'intégrer. J'ai susurré plusieurs fois à l'oreille des Maires bienveillants de l'arc-Ouest mais cela n'a rien changé. Je n'ai reçu aucune réponse. Il a tout simplement été décidé d'interdire à Cournonterral et aux autres communes d'en faire partie. Quel mépris, mes chers collègues ! Et quelle outrecuidance. Je pourrais dire quel gâchis car c'est un mot très à la mode au sein de la Métropole depuis quelques Conseils. Je peux vous dire que les citoyens de Cournonterral le vivent très mal. Ils se sentent discriminés, méprisés, humiliés. Alors, je vous en prie, Messieurs les Maires, ne jouez pas les vierges effarouchées parce qu'en vous, ne souffle pas cet esprit métropolitain. Cette envie que le territoire soit harmonieux. Équilibré, partagé. En vous, ne souffle pas cette envie d'être solidaire et rassemblé. Non, non, non. Ce n'est pas l'arc-Ouest métropolitain que vous avez bâti, il s'agit plutôt de l'arc du « Far-West métropolitain ».

Monsieur le Président

Quel bonheur ! Je nage dans le bonheur. Monsieur Breysse a raison, il faut mettre au clair cette histoire de l'arc-ouest. Est-ce le début de l'embryon d'une nouvelle intercommunalité intra-métropolitaine ? Qui ne serait pas encore prévue par les textes ? Nous avons des parlementaires, comme Monsieur Grand, Madame Mirallès, qui pourront défendre le dossier. Nous avons même un suppléant, et quel suppléant ! Il est promis à un grand avenir. Deux suppléants tous les deux promis à un grand avenir. Ils pourront défendre ces dossiers. Mais éclairez-moi. J'avais pris cela, pour ma part, comme une réunion de camarades qui font un picnic de temps en temps. Voilà ce que j'avais compris. Et j'apprends tout de suite, par la bouche du Maire de Cournonterral, qu'il s'agirait d'un début de commencement d'une république autonome dans la Métropole. Éclairez-nous donc, Monsieur Audrin.

Jean-François AUDRIN

Cher Thierry, il s'agit vraiment d'un quiproquo. Au départ, nous étions moins nombreux que cela. Le Maire de Saussan nous a demandé de venir nous rejoindre et il a bien sûr été accepté. À aucun moment nous n'avons mis qui que ce soit à l'extérieur. Je ne me souviens pas vous avoir eu au téléphone ni avoir reçu un courrier de votre part. Je vois les différents Maires présents. Tu es tout à fait invité à venir nous rejoindre, au même titre que le Maire de Fabrègues, sachant d'ailleurs que nous manquons de Vice-présidents.

Thierry BREYSSE

Mieux vaut tard que jamais.

Jean-François AUDRIN

Tu as bien fait de le demander. Tu as raison.

Djamel BOUMAAZ

Cette situation me rappelle le passé lorsque, à l'époque, j'étais avec France JAMET. Nous l'avions annoncé. En même temps, je pense que vous avez réussi votre coup. Vous avez divisé la Métropole.

Monsieur le Président

Ce n'est pas que j'ai réussi mon coup ! Ils étaient en train de m'anesthésier et je me suis réveillé au milieu de l'opération. Et j'ai vu, en face, les chirurgiens.

Pierre BONNAL

J'interviens plus sur un aspect technique concernant la transparence pour notre Assemblée. Allez-vous réorganiser cette Assemblée par rapport aux groupes ? Je vois en effet que tout le monde est un peu éparpillé, un peu partout, et je me demande si, lors des prochains conseils, vous serez amenés à réorganiser l'Assemblée. Ce serait selon moi plus logique.

Monsieur le Président

Je l'entends.

Claire JABADO

Je suis un peu confuse au regard de l'intervention du Maire de Cournonterral parce que, pas plus tard qu'hier, j'ai reçu un appel et une invitation pour participer à la réunion sur l'emploi qui est organisée avec les communes de l'arc-Ouest. Bien évidemment, Cournonterral est chaque fois invitée et participe. C'est un travail de terrain avec les agents territoriaux et les élus locaux. Je ne suis peut-être pas Maire mais, en tant qu'élue

métropolitaine, cela me paraît très important. Cournonterral fait partie de notre groupe.

Monsieur le Président

Madame Jabado, y a-t-il des invitations qui sont envoyées ?

Claire JABADO

Oui, des invitations sont envoyées par mail. C'est entre nous. Le groupe emploi arc-Ouest.

Jean-Luc SAVY

Je voudrais prendre sur moi l'entière responsabilité de cette histoire, de sa genèse. En 2013, durant la campagne électorale, je considérais que l'ancien Maire de Juvignac qui disait à Monsieur Audrin « ici je suis chez moi et chez toi c'est chez toi et tu fais ce que tu veux » ne me correspondait pas, dans les principes et les valeurs de la dimension Ouest-Nord-Sud-Est de la Métropole à l'époque de l'Agglomération. J'avais donc pris la liberté, une fois élu, d'appeler mes collègues. Je n'étais pas encore Maire et je souhaitais inviter les collègues qui jouxtaient la ville de Juvignac. Au départ, il n'y avait ni Cournonsec, ni Pignan, ni Saussan. Ainsi, lors du premier repas, nous étions 5 Maires. Ensuite, Jean-François m'a indiqué que Michelle Cassar pourrait venir, ainsi que Joël Vera. Ils sont venus et nous étions donc 7. Le même mouvement s'est produit commune par commune. Nous étions sept et, comme je l'ai indiqué alors, je n'étais pas président de la Métropole et ne souhaitais pas l'être. Je ne voulais donc pas doubler le Président qui a été légitimement élu pour aller faire un groupe de 10, 12 ou 15 personnes. Ce groupe est donc resté à 7 membres mais, si vous souhaitez le rejoindre, vous êtes le bienvenu.

Monsieur le Président

Monsieur Savy, vous, je vous fais confiance.

Jean-Luc SAVY

En tout cas, je n'avais pas une vision politique. Nous essayons de parler des transports, et de développement économique car nous considérons que l'Ouest a été délaissé par rapport au Sud et à l'Est. Cournonterral fait donc aussi partie de ces problématiques de transport et d'éducation, ou de culture. Nous travaillons aujourd'hui sur ces sujets. Vous êtes le bienvenu, comme Cournonsec, aussi. Mais je ne souhaite pas doubler Philippe. C'est lui le président et pas moi.

Jean-Pierre GRAND

Monsieur le Président, vous avez fait plusieurs remarques et plusieurs annonces. Dont je voudrais vous féliciter. Vous avez obtenu du Premier Ministre l'inscription...

Monsieur le Président

J'ai envoyé une lettre afin de lui demander.

Jean-Pierre GRAND

Vous avez donc obtenu la mise en place d'un panneau. Je trouve cela bien. Cela me rappelait les derniers échanges que j'ai eus avec le Premier Ministre Dominique de Villepin sur le dossier, pour obtenir la DUP, qu'il a signée à ma demande, malgré beaucoup de réticences. Vous le voyez, nous faisons à peu près le même travail, à un niveau un peu différent, mais nous le faisons.

Je voudrais aussi vous parler de la ligne ferroviaire Montpellier-Perpignan. Vous avez fait allusion à mon absence, hier. Ou avant-hier. Cela m'a d'abord permis de m'épargner une belle photo avec Monsieur Ménard. Surtout, je pense que c'est un dossier extraordinairement important et je pense que, sur un dossier comme celui-ci, nous avons, nous, responsables, le devoir d'informer le Conseil de Métropole sur la réalité, à la date où nous parlons, du dossier. Tout le monde sait que ce dossier Perpignan-Montpellier représente 5,5 milliards d'euros. Mais tout le monde ne sait pas que, jusqu'à Béziers, il représente 1,8 milliard d'euros. La participation de la SNCF dépendra de la règle de calcul appelée communément « la règle d'or », qui empêche SNCF réseaux d'investir au-delà d'un certain niveau d'endettement. On ne connaît donc pas aujourd'hui cette participation. La règle d'or s'applique aux investissements dans leur ensemble sur le réseau ferré. En ce qui concerne les délais, on peut difficilement aujourd'hui être précis. Les Assises de la mobilité, auxquelles vous avez fait référence, sont attendues. L'État les organise et saisira ensuite différentes instances en vue du lancement d'une enquête publique. Nous connaissons vous et moi le temps qu'il faut pour une enquête publique. Si on n'avait pas tapé sur la table pour l'autoroute A9, on serait encore en train de faire des enquêtes. À cette date, le Ministre des transports a acté, le 1^{er} février 2017, la réalisation phasique du projet Montpellier-Béziers. La reprise du dossier support de l'enquête publique a été transmise par SNCF réseaux au cours de l'été 2017.

Jusque-là, tout va donc à peu près bien. Il faut quand même savoir que l'État doit saisir l'autorité de l'environnement dans le cadre d'une procédure complexe. La saisine des différentes instances en vue de l'enquête publique est en effet conditionnée (car nos collègues de ce Conseil doivent savoir pourquoi le dossier n'avance pas) à la signature d'un protocole précisant les modalités de financement de la première phase. Une mission de financement est pilotée par des membres dont je vous passe le nom. Afin de poursuivre le processus des études, il faut des conventions de financement. Concernant les études, il y a, de mémoire, entre 10 et 11 millions d'euros consacrés à l'étude des données par l'Europe. Mais, concernant le dossier européen, vous avez parlé de Franck Proust alors qu'il n'était pas à la réunion. C'est son assistant parlementaire qui était là. J'ai eu Franck Proust au téléphone et nous sommes convenus, naturellement, avec notre collègue de Perpignan, de suivre au jour le jour ce dossier. Je tiens à vous dire aujourd'hui de la façon la plus ferme que, concernant les financements européens, il semblerait que ces financements ne soient plus, aujourd'hui, dans la chaîne. J'ai reçu un courrier hier m'indiquant : « la communauté européenne a accordé une enveloppe... mais l'Europe ne s'est pas prononcée sur un financement futur des travaux. La mission de financement prendra l'attache de l'Europe en temps voulu. » Cela veut dire que, lorsque l'on fait des réunions publiques, aujourd'hui, où l'on montre l'intérêt que l'on porte (ce qui est naturel pour le Président de la Métropole) je crois qu'il faut aussi que nous fassions le point avec nos collègues pour qu'ils sachent qu'aujourd'hui tout dépend, y compris la DUP, de l'entente financière des partenaires. Carole Delga, que j'ai sollicitée pour connaître sa position à ce sujet, a exprimé ses positions par le biais de la presse. J'aurais pensé qu'on aurait pu les exprimer autrement que par la presse. Mais, aujourd'hui, sur ce dossier comme sur d'autres, le degré de politisation est tel, au quotidien, que les responsables politiques qui devraient se mettre autour d'une table pour avancer, finalement, se livrent à un match de tennis en fond de court, uniquement pour montrer qu'ils s'intéressent au dossier. Alors que tout le monde s'intéresse au dossier.

Je vous suggère donc, Monsieur le Président, de faire ce que j'ai fait pour l'autoroute A9. Je vous conseille donc de ne pas parler de ce dossier, qui est un grand dossier, en public. Mais de travailler dessus. Comme en diplomatie. Sans affichage. Si vous travaillez de cette manière, je serai à vos côtés.

Enfin, j'ai reçu une lettre du Président du Conseil général concernant la voirie. J'étais membre de la commission et nous étions tout à fait d'accord pour que le Département conserve l'ADEME car il connaissait bien le sujet. Je vais vous lire cette lettre. Je l'avais saisi pour savoir où il en était sur ce dossier qui ne doit pas traîner. « Je fais suite à nos précédents échanges... Il s'agit en effet d'une opération cruciale pour la qualité des déplacements.... Cette opération nationale a été transférée, au 1^{er} janvier 2007 au Département qui en a rapidement réalisé le premier tronçon, livré en 2009. Son achèvement nécessite la création d'une voie de 3,5 km environ reliant la section initiale avec l'autoroute A9, pour un coût de l'ordre de 50 millions d'euros. La multiplication d'enjeux particulièrement aigus... votre conseil municipal, de Castelnau-le-Lez, s'était d'ailleurs exprimé le 3 mai 2012 à l'occasion de la première phase de concertation. Cependant, ni la commune de Montpellier, ni Montpellier Agglomération puis Montpellier Métropole, n'ont exprimé leur avis sur ce dossier qui est objectivement impossible à faire avancer sans connaître la position de ces deux acteurs majeurs. » Depuis 2014, on aurait pu imaginer que l'on avance un peu...

Monsieur le Président

Cela me fait plaisir de voir que Monsieur Mesquida est devenu votre livre de chevet.

Jean-Pierre GRAND

Non. Je vais vous dire ce que je veux. Je veux que l'on travaille pour les citoyens, pour l'aménagement, et que l'on laisse la politique.

Monsieur le Président

Arrêtez ! Vous donnez « un coup dans le zig, un coup dans le zag » lorsque cela vous arrange, Monsieur Grand, arrêtez.

Jean-Pierre GRAND

C'est ainsi que la première phase de concertation n'a toujours pas été finalisée, dans l'attente de cet avis. Monsieur le Président, depuis que nous avons ouvert cette séance, qu'observons-nous ? Nous observons que les choses ne se passent pas comme elles devraient se passer.

Monsieur le Président

Comme vous voudriez qu'elles se passent.

Jean-Pierre GRAND

C'est-à-dire, Monsieur le Président, qu'il y a des tensions, qu'il y a des mots malheureux, qu'il y a des interventions politiques, mille et une choses qui n'ont pas leur place ici. Monsieur le Président, reprenez de la hauteur et nous vous redonnerons notre confiance. Rappelez-vous quand même, Monsieur le Président, que, quasiment à l'unanimité, les Maires de la Métropole ont voté pour vous. Aujourd'hui, Monsieur le Président, combien de Maires vous suivent ? Je vous pose la question.

Monsieur le Président

En parlant des Maires, vous me fournissez ma phase de transition, Monsieur le Sénateur. Je vais vous indiquer ceux qui ont signé pour la LGV. Et vous me direz si c'est du « pipi de chat ». Monsieur Didier Mouly. Maire de Narbonne. Effectivement, Monsieur Robert Ménard, Maire de Béziers. Vous en seriez donc à condamner un Maire qui défend un projet sur sa commune. Monsieur François Commeinhes, Maire de Sète. Monsieur Jacques Bascou, Président du Grand Narbonne. Monsieur Robert Navarro, Sénateur de l'Hérault. Madame Emmanuelle Ménard, Députée. Monsieur Henri Cabanel, sénateur de l'Hérault. Madame Patricia Mirallès, Députée de la première circonscription de l'Hérault. Monsieur Philippe Huppé, Député de la cinquième circonscription de l'Hérault. Et Monsieur Franck Proust, Député européen.

Jean-Pierre GRAND

Cela signifie qu'ils ont fait une réunion, il y a quelques jours, et qu'ils ont signé. Mais, nous, cela fait des années que nous y travaillons. Cela fait des années que nous écrivons, que nous sommes engagés.

Monsieur le Président

Mais dites alors aux journalistes que se sont des menteurs ! Ils n'ont donc pas vu les élus qui étaient devant eux !

Jean-Pierre GRAND

Je vous dis que vous avez fait un numéro médiatique et qu'ils ont signé.

Monsieur le Président

Il n'est pas possible d'en arriver à des contrevérités de cette nature.

Jean-Pierre GRAND

Cette Assemblée mérite mieux que ces propos dignes d'une section socialiste. Vous nous parlez comme vous parliez à la section socialiste où vous n'êtes plus.

Monsieur le Président

Mais, ils m'ont exclu, les socialistes. Ne vous inquiétez pas, cela m'a plutôt bien réussi.

René REVOL

Je rappelle que nous sommes un établissement public de coopération intercommunale même si nous portons le nom de Métropole. Cela signifie que, d'après la constitution et la loi, nous ne sommes pas une collectivité territoriale. Nous n'existons que par la volonté de chacune des communes qui participent à cet ensemble. Et, ici, chacun d'entre nous, nous sommes porteurs du mandat que nous donne notre conseil municipal et notre commune, dans notre diversité d'appartenances politiques, ou sans appartenance politique. Donc, l'esprit de cette institution consiste, quelles que soient nos différences, à chercher l'intérêt général qui permet de coopérer entre les communes. C'est la raison pour laquelle j'ai répondu favorablement à l'appel de Jean-Luc Savy lorsqu'il a été élu pour faire une rencontre informelle des Maires puisque la ville de Grabels à une frontière importante avec la ville de Juvignac. D'ailleurs, dans la mandature précédente, j'ai eu des rencontres régulières avec le Maire de Saint Georges et la prédécesseure de Monsieur Savy, Danièle Santonja, lorsque nous avions des problématiques qui concernaient nos communes. De la même manière, sur l'autre bord de ma commune, je travaille avec Michel Fraysse, qui est Maire de Montferrier-sur-Lez et nous avons abordé des dossiers qui nous sont communs.

Je pense que cet esprit, sans polémique, calmement, nous permet de poser des problèmes, et d'avancer sur l'intérêt général qui nous concerne. Je regrette donc l'intervention du Maire de Cournonterral car, dans ce groupe emploi, car je participe à ces rencontres qui m'intéressent beaucoup, Cournonterral est représentée et participe car ils ont souhaité participer. Tous ceux qui souhaiteraient participer le peuvent. Ce sont des rencontres informelles qui ne prennent aucune décision mais qui obéissent à un esprit assez simple que nous avons manifesté, Monsieur le Président lorsqu'il était question de Sup de Co à Saint Georges d'Orques. À l'époque, c'est avec vous que nous avons réfléchi à l'initiative qui consistait à installer ce campus sur la partie

Nord-Ouest de notre Métropole. Vous aviez appuyé cette démarche. En disant que c'était intéressant. Vous saviez très bien que cet arc-Ouest se réunissait de manière informelle puisque vous étiez invités et aviez accepté de venir à l'une de nos réunions, éventuellement.

Monsieur le Président

Mais je ne suis jamais venu, Monsieur Revol. Quand je suis venu voir le domaine Bec à Saint Georges d'Orques, le Maire en est témoin, c'est en tant que Président de la Métropole et pas en tant que Maire de Montpellier pour faire partie de l'arc-ouest.

René REVOL

Il ne s'agit pas d'un club. Il s'agit de rencontres informelles.

Monsieur le Président

C'est un petit club.

René REVOL

Les Maires sont parfaitement libres de se rencontrer pour évoquer des problèmes. D'ailleurs, l'esprit dans lequel nous le faisons ne consiste pas à faire que chaque commune cherche à avoir un dossier et avoir victoire sur ce dossier au détriment des communes voisines. Notre esprit est un esprit de coopération. Nous réfléchissons sur les différents dossiers des communes. Nous devrions réfléchir globalement comme cela. Pour que, ensuite, tous ensemble, nous défendions le projet de la commune. C'est comme cela que l'on défend l'intérêt général. C'est dans cet esprit que, personnellement, ici, vu que vous avez établi l'institution de groupes, j'ai décidé d'adhérer au groupe de Madame Touzard puisque c'est un groupe qui se dit sans affiliation politique et qui veut développer l'esprit de la coopération intercommunale. Si on perd cet esprit, dans cette Assemblée, quelles que soient nos querelles politiques, nous perdons le cœur vital de cette Métropole.

Monsieur le Président

Je vois et j'entends, dans les travées, qu'il y a des jeunes qui arrivent, qui sont plein de vigueur, alors que, nous, nous sommes là depuis 30,40 ans. Je donne maintenant la parole à Madame Touzard qui me l'a demandée et qui est la dernière intervenante sur ce sujet.

Isabelle TOUZARD

J'ai 54 ans mais je suis également un peu jeune, cela fait trois ans que je suis élue. Je suis sans étiquette. Et je suis en effet depuis trois ans très attachée à cette Métropole, que j'ai découverte, à vos côtés, aux côtés des autres Maires et des autres élus. J'ai énormément apprécié ces trois années passées ensemble au service d'un projet commun. J'y ai vraiment cru. Dans la situation dans laquelle vous nous avez mis, Monsieur le Président, nous avons en effet créé un groupe de coopération intercommunale.

Monsieur le Président

Ne me faites pas de leçons de démocratie. J'ai vu le sort que vous avez réservé à votre Adjoint.

Isabelle TOUZARD

Monsieur le Président, Monsieur le Maire, je ne fais aucun commentaire sur ce qui se passe dans votre équipe municipale. Et je vous demande ici de ne pas en faire. Je ne fais jamais de commentaires.

Monsieur le Président

Vous avez mis une lettre dans la boîte aux lettres de chaque habitant de Murviel-lès-Montpellier me concernant. Ne croyez pas que je suis malade. Quand on donne des leçons il faut d'abord les appliquer à soi-même, en premier.

Isabelle TOUZARD

Je ne fais pas de commentaire. Je suis vraiment abasourdie. Nous créons donc un groupe de coopération intercommunale comme vient de le dire René, l'esprit qui règne dans ce groupe est apolitique, affilié à aucun parti. Certains appartiennent à différents partis ou ne sont pas, comme moi, affiliés. Nous avons pour seul objectif de revitaliser cet esprit de coopération.

Monsieur le Président

Ce n'est donc ni un groupe ni un parti, c'est le « cercle Touzard ».

Isabelle TOUZARD

Franchement, Monsieur le Président, j'aimerais que vous releviez un peu le niveau. Je suis atterrée. Ce groupe s'est constitué au cours de l'été et, petit à petit, grossit. Du fait de la démarche que nous mettons en place qui est une démarche de coopération, de dialogue entre les membres du groupe autour des projets du territoire et de l'institution. Notre objectif est de répondre aux attentes des habitants du territoire et de veiller au bon fonctionnement de notre institution. Nous ne sommes pas un groupe d'opposition, Monsieur le Président. Nous sommes dans une démarche constructive. Au service du territoire et de l'institution. Notre objectif est de restaurer la confiance entre les Maires, et entre les élus. En résumé, ce groupe n'est qu'un retour à ce qui préexistait. Que vous avez animé durant trois ans et qui nous était cher. Je répète que ce groupe n'est affilié ni apparenté à aucun parti politique. Chacun des membres du groupe reste libre de son vote et il n'y a pas de consigne de vote. Chacun reste libre de sa prise de parole et pourra prendre la parole soit dans le cadre du groupe soit à un autre titre. Bien entendu, nous sommes ouverts à l'ensemble des élus de la Métropole.

Monsieur le Président

Je vous fais part des dates des prochains Conseils. Le Conseil du 2 novembre se tiendra à 18 heures celui du 25 novembre à 9 heures. Il s'agit d'un Conseil exceptionnel, sur Montpellier Métropole Territoires, sur le projet global d'urbanisme et d'aménagement avec l'architecte et urbaniste François Leclercq. Il ne s'agit pas du SCoT, mais du projet de territoire. La réunion concernant le SCoT se tiendra le 27 novembre à 18 heures.

AFFAIRE N° 1 : APPROBATION DE L'ORDRE DU JOUR

M. R. YOUSSEF sort de séance.

Monsieur le Président

L'ordre du jour comporte 87 affaires. Qui est contre ? Un contre.

Joël RAYMOND

Monsieur le Président, chers collègues. Je voudrais intervenir sur l'ordre du jour concernant l'affaire 10 et l'affaire 11, qui concernent une nouvelle compétence qui tombe automatiquement au niveau de la Métropole et sur laquelle vous souhaitez nous proposer l'instauration d'une taxe.

Monsieur le Président

Il s'agit d'une compétence de l'État.

Joël RAYMOND

Comme je me suis exprimé en conférence des Maires, je vais peut-être être un peu redondant. Je m'en excuse par avance. Je crois qu'il est important aujourd'hui d'informer tous nos collègues élus du risque que vous prenez en délibérant sur cette taxe concernant la GEMAPI. Il faut savoir....

Monsieur le Président

Nous parlons de l'ordre du jour. Vous interviendrez sur ce point tout à l'heure. Quelle est votre proposition ?

Joël RAYMOND

Ma proposition, à l'égard de la loi actuelle, doit être expliquée...

Monsieur le Président

Vous l'expliquerez durant l'affaire. Que proposez-vous ?

Joël RAYMOND

Je vous propose, Monsieur le Président, de bien vouloir retirer cette affaire à l'ordre du jour, dans la mesure où un contentieux est possible par les habitants et les contribuables via des associations ainsi que des élus puisque cette délibération, si on la prend alors que l'on ne bénéficie pas de la compétence, actuellement, en tant que Métropole, peut être soumise à un contentieux. Je vous demande donc, Monsieur le Président, de retirer ces deux affaires de l'ordre du jour. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Il faudra donc le dire à toutes les intercommunalités qui l'ont votée.

Monsieur le Président

Monsieur Grand, je vous aime beaucoup mais vous en arrivez à défendre des choses indéfendables uniquement pour le plaisir de vous opposer. Vous avez un réflexe d'adolescent. Je suis désolé. Je vous le dis. Vous souhaitez donc, Monsieur Raymond retirer les deux affaires concernant la GEMAPI.

Qui est contre l'ordre du jour ? 17. Exactement le nombre de membres du groupe animé par Madame Touzard. Cela tombe bien. Donc vous êtes contre la GEMAPI. Qui a été mise en place par le gouvernement socialiste et pas rediscutée par le gouvernement « En marche ». Je dirais ce que j'en pense tout à l'heure. Il y a une abstention. L'ordre du jour est donc adopté.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (17 contre et 1 abstention).

Ont voté contre : M. P. BONNAL, Mme M. CASSAR, Mme C. DARDE, M. T. DEWINTRE, Mme C. DONADA, M. JP. GRAND, Mme C. JABADO, M. A LARUE, M. C. MEUNIER, Mme MC. PANOS, M. E PASTOR, Mme P. PERVENCHE, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA.

S'est abstenu : M. D BOUMAAZ.

AFFAIRE N° 2 : APPROBATION DES PROCES-VERBAUX DU 5 JUILLET 2017 ET DU 26 JUILLET 2017

Monsieur le Président

Avez-vous des remarques à formuler concernant les procès-verbaux ? Des interrogations ?

Contre ? Abstention ? Adoptée l'unanimité. Des exprimés, car il y a deux abstentions.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : Mme A. LLEDO, M. D. BOUMAAZ.

AFFAIRE N° 3 : APPLICATION DE L'ARTICLE L. 5211-10 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

Monsieur le Président

Il n'y a pas de vote de l'Assemblée. Le Conseil prend acte de ces décisions.

AFFAIRE N° 4 : HORS COMMISSION - VŒU RELATIF AUX CONTRATS AIDES - APPROBATION

Mme S. KERANGUEVEN et Mme A. BRISSAUD sortent de séance.

Monsieur le Président

Je propose un vœu concernant les contrats aidés. En effet, ce que nous proposons dans ce vœu c'est que l'étude de l'arrêt des contrats aidés soit faite au cas par cas, par le Préfet, pour plusieurs raisons. En premier lieu, il y a des institutions qui ont très peu de contrats aidés et qui ne sont pratiquement pas concernées mais un certain nombre d'associations, de petites communes, voire même de centres hospitaliers, s'appuient beaucoup sur les contrats aidés. Nous demandons que, au travers de ce vœu, au lieu de tout supprimer d'un coup, chaque cas soit étudié par le Préfet dans son contexte.

René REVOL

Je me félicite que l'on aborde cette question car les collectivités et les associations, depuis cet été, sont confrontées à ce problème. La suppression brutale de 130 000 contrats aidés est quelque chose de difficilement acceptable et contre lequel nous devons agir. L'argument avancé, notamment, me paraît en partie fallacieux puisqu'on nous dit que ce ne sont pas de vrais emplois et qu'ils ne débouchent pas sur de vrais emplois. Mais ce n'est pas en faisant 137 000 chômeurs de plus que l'on créera de vrais emplois. La vraie question, qui est posée sur le fond, concerne un plan de titularisation et de stabilisation dans l'emploi des personnels concernés. En tant que délégué syndical, autrefois, j'ai pu négocier des intégrations d'auxiliaires. Et cela se planifie et s'organise. Ce n'est pas par un trait de plume que l'on va régler ainsi les problèmes. Il faut donc intégrer ces contrats.

Par ailleurs, lorsque l'on dit que ces emplois aidés ne débouchent sur aucun emploi, c'est faux. Si l'on se

rapporte au rapport, sur les emplois aidés dans les collectivités, réalisé par l'AMF sur l'année 2016, 53 % des contrats aidés qui se terminaient en année 2016 se sont retrouvés stabilisés dans l'emploi. Il s'agit donc d'un dispositif, lorsqu'il est piloté sérieusement, qui permet l'insertion et l'intégration professionnelle, si l'on n'y prête attention. Ceci dit, il est vrai qu'au niveau des collectivités, nous devons agir. Au niveau de ma commune, nous avons peu à peu fait disparaître les contrats aidés lorsque cela correspondait à un véritable emploi, et j'avais utilisé ces contrats, dernièrement, pour aider les personnes en situation de handicap avec Cap emploi, pour les aider à les intégrer dans le travail. J'ai appris au cœur de l'été que les contrats des quatre personnes seraient arrêtés. Je voudrais inviter tous ceux qui sont dans cette situation à se mobiliser auprès de toutes les institutions. Je profite de ce micro pour remercier Monsieur le Préfet et le Député de ma circonscription, Monsieur Démoulin, qui, bien qu'il ne soit pas de ma sensibilité, s'est mobilisé sur ce dossier, dès le début. J'ai reçu aujourd'hui une réponse m'indiquant que, finalement, les quatre personnes seraient maintenues dans l'emploi. Il va donc falloir se battre au cas par cas pour faire en sorte que ces personnes ne se retrouvent pas à la rue et stabiliser ces emplois et que les institutions concernées, collectivités ou associations, puissent continuer à faire leur travail qui a souvent une utilité sociale. Nous avons besoin de ces personnes pour cela.

Monsieur le Président

Donc, vous êtes d'accord avec le vœu.

Michelle CASSAR

Nous sommes favorables à ce vœu même si l'on sait que les vœux n'ont pas beaucoup de portée, malheureusement. Je trouve que ce vœu n'est pas assez incisif. Vous parlez notamment des contrats aidés des petites communes du Département, alors que toutes les communes sont concernées. Quelle est pour vous la taille d'une petite commune ?

Monsieur le Président

Toutes ne sont pas concernées. C'est pour ça que nous parlons de petites communes. Ce problème est plus dramatique pour les petites communes que sur les plus importantes. Toutes les communes ne sont pas concernées puisque, certaines n'ont pas d'emplois aidés.

Michelle CASSAR

Concernant Pignan, qui a 6 600 habitants et n'est donc pas, selon moi une petite commune, ni non plus une grande commune, nous travaillons beaucoup avec ces contrats, dans le secteur de l'animation, dans les écoles. Alors que l'État nous impose un taux d'encadrement, avec un animateur pour 10 enfants en école maternelle et un pour 14 enfants en élémentaire, supprimer ces contrats serait pour nous très pénalisant. J'ai donc moi aussi écrit au Préfet pour demander le maintien des contrats aidés. Il y a eu une période de flou où, tantôt on affirmait que l'on maintiendrait nos contrats aidés et tantôt que, finalement les contrats, bien que signés, ne seraient plus aidés. Il est donc difficile de travailler dans ces conditions, avec ce que nous impose l'État. Mais, bien sûr, nous serons favorables, et voterons pour ce vœu.

Anne BRISSAUD

Monsieur le Président, chers collègues, les inquiétudes des uns et des autres semblent justifiées lorsque l'on observe comment fonctionne la politique de l'emploi. Le contrat CAE est et le petit frère de différents contrats similaires adoptées par le passé. Il semblerait que ces contrats, faute de dispositif plus ambitieux, aient représenté pour certains un véritable tremplin, sans être pour autant totalement satisfaisants. La première question que je voudrais vous poser est celle de l'évaluation de ce dispositif. Quelles données objectives ont amené le gouvernement à revenir sur ces contrats ? Avez-vous eu des informations là-dessus ? Combien de ces contrats ont été contractés dans nos collectivités, nos entreprises, nos associations ? Combien ont été transformés en CDI ou en CDD sur notre territoire ? C'est vraiment le plus important selon moi. Nous avons tenté d'avoir les chiffres auprès de l'INSEE et des services de la préfecture mais, à ce jour, nous n'avons obtenu aucune donnée concrète. Monsieur le Président, si nous ne pouvons avoir les chiffres, comment nous prononcer ? Comment travailler sérieusement sans outil concret d'évaluation ?

La deuxième question que je voudrais vous poser est celle de l'alternative. Sur ce sujet, en tant qu'humaniste, nous avons bien entendu un point de vue et je pense que vous pourriez le partager. Tout d'abord, il est essentiel de replacer l'homme au centre de ce dispositif et en particulier pour nous, les habitants de la Métropole. Dans les faits, nous constatons et regrettons que ces contrats, peu importe leur nom, amènent souvent aux résultats suivants. Tout d'abord, les personnes sont moins considérées que le type de contrat auquel elles ont accès. Je parle des êtres humains, de leurs expériences, de leurs individualités. Ces personnes sont placées dans des catégories. On trouve ainsi dans le même panier des personnes en situation de handicap, des seniors, des jeunes issus de quartiers politique de la ville, diplômés ou non. C'est donc une catégorie fourre-tout qui inclut

toutes les catégories de populations repérées comme étant en difficulté et qu'il faut en priorité placer.

Monsieur le Président, plutôt que de catégoriser les individus et de creuser des fossés entre les uns et les autres par un type de contrat, nous proposons de revenir sur toute forme de discrimination car, vous le savez bien, toute discrimination positive ou négative amène à des préjugés. Il n'est bien sûr pas question de dénoncer l'effort. Mais, force est de constater que ces dispositifs sont en quelque sorte des issues de secours du chômage, menant à des impasses. Elles sont au mieux porteuses d'avenir pour certains et au pire une parenthèse dans le CV d'un chômeur. Je cite Sabria Bouallaga qui est très attachée et très impliquée dans le domaine de l'insertion et qui, si elle a les moyens d'agir, fera de belles choses pour Montpellier, les Montpelliérains, j'en suis certaine. Nous espérons donc que les guillemets ne viendront pas remplacer des parenthèses et qu'il sera au plus vite possible d'envisager l'avenir avec sérénité.

Les Métropoles, bien entendu, ont un rôle à jouer vis-à-vis de ce type de mesure. Surtout lorsque les communes sont directement impactées. Mais, selon moi, le vœu gagnerait en épaisseur s'il était accompagné d'un éclairage concret de notre situation avec l'appui de chiffres issus de situations réelles de nos communes.

Monsieur le Président

Vous êtes pour ou vous êtes contre le vœu ?

Anne BRISSAUD

Je suis pour mais en l'accompagnant de chiffres, si possible. Je trouve qu'il n'est pas assez bien formulé.

Monsieur le Président

Mais, sur le fond, vous êtes plutôt pour ?

Anne BRISSAUD

On peut toujours faire un vœu, même si on sait que cela ne sert à rien. Si vous le voulez.

Monsieur le Président

Vous êtes pour ou contre ?

Anne BRISSAUD

Je pense qu'il faudrait le changer et que vous devriez ajouter des chiffres concrets indiquant combien de communes sont concernées, etc.

Monsieur le Président

Donc vous êtes contente ?

Anne BRISSAUD

Je peux m'abstenir si vous voulez. Dans mon intervention je vous indique clairement que je ne crois pas vraiment à ces contrats aidés et que je pense qu'il y a bien mieux à faire avec une vraie réforme du travail. Mais je ne vais pas m'opposer car le fond du vœu me semble....

Monsieur le Président

Frappé au coin du bon sens.

Anne BRISSAUD

Oui, voilà, à la limite.

Djamel BOUMAAZ

Monsieur le Président, je suis pour ce vœu. Je pense que l'ensemble des collègues ici présents ne pourront être que pour ce vœu. Mais cette synthèse me semble à l'image de cette politique autrement que vous nous proposez depuis que vous êtes Maire, Président à temps plein. Il ne s'agit que d'une énième communication tous azimuts de votre part et qui s'est amplifiée depuis ce fameux 5 juillet dernier. Il ne s'agit que d'un vœu relatif aux contrats aidés qui ont été mis en place par l'ancien gouvernement que vous n'avez cessé de critiquer. Derrière ces contrats, Monsieur le Président, il y a des jeunes qui, pour la première fois, auront accès en priorité au marché du travail, de par leur éloignement. Ces jeunes qui voient des grues et des chantiers tout autour d'eux et qui ne peuvent même pas y travailler. Pour certains, c'est une première expérience professionnelle et, pour d'autres, c'est aussi la possibilité d'aboutir, par la suite, à un premier CDI au sein d'une association ou d'un établissement public. Ce fameux CDI que votre ami Macron veut détruire. Monsieur le Président,

depuis le début de votre mandature, vous n'avez cessé de nous présenter des vœux qui, pour la plupart, n'ont pratiquement jamais abouti. Est-ce à cause de ce changement de cap politique, un coup sans étiquette, un coup insoumis, un coup En marche, un coup sarkozyste, un coup pas En marche, un coup communiste, un coup, même, Front national. Et, tout récemment, parti radical de gauche. Au final, à droite, à gauche, ni de droite ni de gauche mais jamais tout droit.

Alors, Monsieur le Président, pour conclure sur cette affaire qui n'est qu'un vœu, certes, pieux, je vous demande de bien vouloir, avant tout, balayer devant votre porte. Je vous demande un simple vœu, moi, Monsieur le Président. D'embaucher l'ensemble des anciens contrats aidés au sein de la Métropole et de la Ville. J'ajouterai un vœu supplémentaire, que cela concerne ces contractuels qui attendent pour certains 4, 5 ou 6 ans, pour une question d'équité. Cela permettra de donner l'exemple et surtout de donner un sens à ce vœu, certes, pieux.

Arnaud MOYNIER

Je fais le constat, à titre personnel et en tant que Maire de Beaulieu, du fait que ces contrats aidés suscitent des interrogations. J'ai donc plutôt envie de féliciter le gouvernement pour cette décision. Ce sont des contrats relativement peu efficaces dans la lutte contre le chômage et qui débouchent, contrairement à ce qui a été dit, très rarement sur des emplois stables, à moins qu'on le veuille réellement. Ils sont également relativement coûteux pour la nation. Je fais également remarquer que la réforme est portée par le Premier ministre, Monsieur Édouard Philippe, lui-même Maire du Havre. Je me demande quelle est réellement la démarche profonde de Monsieur Philippe si ce n'est, finalement, avoir le courage de dire la vérité aux Françaises et aux Français. Je dois vous avouer que je suis content de cette démarche qui me paraît très courageuse. Les emplois aidés peuvent en effet contribuer à une baisse du chômage mais seulement à court terme et de manière totalement artificielle. C'est donc plutôt un outil conjoncturel que structurel. Il est d'ailleurs tellement conjoncturel qu'il est parfois utilisé avant les périodes électorales. Aujourd'hui, le gouvernement fait le même constat que vous et moi, sur la raréfaction des ressources. On parle tous les jours de budget. Chaque fois que l'on se réunit ici, on dit qu'il n'y a plus d'argent. Mais le gouvernement a décidé de réallouer ces ressources, notamment sur la formation professionnelle en essayant d'avoir une vision d'avenir pour le pays et une vision totalement responsable. Basculer ces montants sur la formation, compte tenu des bouleversements que connaît notre économie, me semble plutôt une bonne chose, courageuse. On le sait, l'emploi de demain n'aura rien à voir avec l'emploi d'aujourd'hui, compte tenu de la révolution numérique mais également des nanotechnologies, etc. Tous les secteurs d'activité sont concernés par ces bouleversements. La santé, les services, l'emploi marchand, l'éducation, même les services publics. Si, demain, on peut créer des emplois à forte valeur ajoutée et ne pas les laisser à la Chine, à l'Inde, nous devons aujourd'hui réallouer ces ressources. Cette réallocation me paraît donc aujourd'hui totalement judicieuse. Finalement, refuser d'arrêter ces emplois aidés reviendrait, localement, à affirmer que l'on va faire du petit train de Palavas un TGV. On ne fait pas de neuf avec du vieux. Cette démarche schumpetérienne me semble profondément courageuse et tournée vers l'avenir.

Concernant ceux qui affirment qu'il faut protéger les petites communes et la cohésion territoriale notamment au sein de la délibération que nous allons avoir, je considère qu'ils ont raison. Mais je note que l'on aurait dû, si l'on voulait vraiment défendre les communes, se mobiliser bien avant et qu'il faut le faire encore maintenant sur la loi NOTRe et la loi MAPTAM pour redonner du pouvoir aux collectivités car nous avons perdu l'eau, le PLU, l'habitat, etc. Et, bientôt, l'autonomie financière. Je pense que cette autonomie est un préalable, contrairement aux emplois aidés. Donc, je voterai contre ce vœu.

Hervé MARTIN

À la lecture de ce vœu et au regard de la manière dont il est rédigé, on se rend très vite compte qu'il est bien difficile de soutenir une politique d'austérité et en même temps d'en assumer les conséquences. La phrase qui dit : « le Conseil de Métropole a bien noté une volonté de cibler en priorité certaines catégories de personnes. » Si on a bien noté la volonté de cibler c'est que, en creux, on voit bien que l'on pourrait aussi noter la volonté d'éliminer un certain nombre de personnes de ces dispositifs. Ce qui n'est pas indiqué. Après, on demande également au gouvernement un examen attentif des contrats aidés des petites communes. Et qu'une attention soit portée aux associations. C'est-à-dire que l'on demande au gouvernement d'établir des critères qui permettraient d'éliminer certaines personnes. J'aimerais bien savoir comment on va l'expliquer à des personnes qui remplissent des missions dont on sait qu'elles sont utiles qu'ils n'ont plus à faire partie de ces dispositifs puisque l'on demande finalement de porter attention aux petites communes, à certaines associations qui répondent à des besoins d'intérêt général essentiel. Et on ajoute l'adjectif « essentiel » à intérêt général. Le début des débats a déjà montré ce soir qu'il y a, pratiquement, une définition de l'intérêt général par élu. Si, en plus, on commence à ajouter des adjectifs comme « essentiel », il faudra que l'on m'explique quel est l'intérêt général qui n'est pas essentiel. Comme disait Coluche, c'est un vœu dans le style « je ne suis ni pour, ni contre, bien au contraire ». Je pense qu'un véritable vœu sur cette question aurait dû demander tout simplement de

revenir sur la suppression de ces emplois aidés. Il y a des façons de faire.

Dans la fonction publique, il y a un certain nombre d'emplois de ce type-là qui sont utilisés. Ils répondent à de véritables besoins et il faut donc avoir le courage de les pérenniser et de titulariser ces personnes. Or, on n'en parle pas. On ne nous parle que du coût. On ramène tout à une politique d'austérité, en feignant d'ignorer que cette politique d'austérité pouvait avoir des conséquences désastreuses à la fois pour un certain nombre de salariés mais aussi pour des populations auxquelles ces salariés répondent, par leur travail, à leurs besoins. Je rappelle qu'un emploi de ce type coûte 7500 euros. D'argent public. Alors qu'un emploi créé par le CICE, coûte 340 000 euros. Or, c'est ce type d'emploi que l'on va couper alors que l'on trouve le courage politique de pérenniser le CICE. Ce vœu essaie d'atténuer les conséquences et on ne peut donc qu'être pour mais il est très « mou du genou ».

Henri ROUILLEAULT

Je voterai bien sûr ce vœu mais permettez-moi, ayant travaillé 25 ans au Ministère du travail, d'ajouter quelques commentaires. En premier lieu, les emplois aidés dans les administrations et dans les associations existent depuis le milieu des années 80. Ils ont démontré qu'ils constituaient un tremplin utile pour un certain nombre de jeunes, notamment éloignés du marché du travail, pour leur mettre le pied à l'étrier. Des gouvernements avaient déjà essayé de les changer, notamment un gouvernement qu'aimait bien Monsieur Moynier, le gouvernement Raffarin, avec Monsieur Fillon Ministre du travail, qui avait baissé très fortement les emplois aidés. Trois ans après, Jean-Louis Borloo et Gérard Larcher ont très fortement augmenté les emplois aidés. Même si c'était en changeant les noms. Nous avons besoin de ce type de contrats et je pense que c'est une mauvaise décision que prend le gouvernement en réduisant leur nombre.

Deuxièmement, je pense qu'il faut cependant que ces contrats comportent un volet formation adapté aux personnes qui sont concernées. Dans certains cas pour aider à préparer un concours, dans d'autres, pour avoir une formation complémentaire pour préparer une reconversion vers une autre activité. Pas forcément pour intégrer la fonction publique. Et a fortiori pour les emplois dans les associations. Il y a donc besoin de formation et il me paraît de très mauvais aloi d'opposer travail et formation. L'expérience montre que ce type de retour à l'emploi passe par l'alternance, par un mélange du travail et de formation. Il n'y a pas d'un côté la formation qui serait bien et, de l'autre côté, le travail en emplois aidés qui serait mal.

Jean-Pierre GRAND

Ce sujet est d'importance. Pour ma part, il y a un mois, j'ai saisi le Premier Ministre. Je vous laisserai, pour le procès-verbal de notre Assemblée, le texte que je ne vais pas lire. Simplement, j'ai demandé un certain nombre de choses et j'ai en particulier voulu démontrer le fait que, quand on a une politique vertueuse avec les emplois aidés, cela débouche sur des emplois stables. Et notamment l'intégration dans nos collectivités. Pour notre part, nous avons employé plus de la moitié des emplois au fil des années. Je pense donc que c'est utile.

Concernant les collectivités, il s'agit d'un désengagement de l'État, financier. Je vous rappelle pourtant que ce n'est pas cela qui va mettre par-dessus tête la loi de finances 2018 puisque, ce matin, la presse annonçait que nous aurons un déficit qui avoisine les 7 à 8 milliards d'euros supplémentaires. Soyons sérieux. Concernant ce que je souhaite, je voterai bien sûr le vœu mais, comme je l'ai indiqué au Premier ministre et avec une campagne ciblée auprès des cabinets, auprès des techniciens, nous considérons qu'il ne s'agit pas d'un effet d'aubaine. Et cela doit rentrer dans la tête de la technocratie parisienne. Car cela permet de répondre à des besoins et de régler une situation sociale. J'ai également rappelé que la situation sociale de notre département est préoccupante. Naturellement, le transfert de ces personnes qui ne sont pas reconduites dans les contrats aidés, à Pôle emploi, ne constitue pas pour moi une situation satisfaisante. L'État va en effet payer, d'un bout ou de l'autre de la chaîne. Puisque les déficits de cet ordre entrent dans les calculs des déficits de l'État. J'ai donc demandé un réexamen de ces mesures et un regard particulier pour les départements en difficultés comme le département de l'Hérault. Naturellement, cela concerne également les petites communes parce que j'ai eu de nombreuses sollicitations de Maires de ces petites communes qui se retrouvent en grande difficulté. Voilà ce que je voulais dire. Je vais donc vous remettre la lettre que j'ai écrite au Premier Ministre et je souhaite qu'elle figure procès-verbal (cf annexe). Sur ce sujet comme sur d'autres, je pense, Monsieur le Président, qu'il conviendra que les principaux responsables politiques et institutionnels de notre Région, de notre Département et de notre Métropole, travaillent ensemble de manière coordonnée.

Monsieur le Président

Nous joindrons donc la lettre au Premier Ministre que vous avez la délicatesse de m'apporter.

Noël SEGURA

Je serai très bref. Je vous remercie d'avoir pris en compte ce que je vous avais demandé dans le cadre du bureau des Vice-présidents. D'autre part, je pense que les CAE ne sont pas totalement négatifs. Cela permet aux bénéficiaires de faire leurs preuves, de valider des acquis, ou d'être titularisés. Je pense donc que c'est une bonne chose. La coupure a été brutale. Je rappelle que les vœux ne sont pas pieux. Je pense que si tout le monde en fait, les gouvernements ne sont pas si bêtes et les prendront en compte. Je pense qu'ils sont à l'écoute. Après la coupure brutale, il commence en effet à revenir sur certaines décisions, comme sur les handicapés par exemple. Je souhaite que les bénéficiaires trouvent à la fin de leur contrat un travail pérenne.

Patricia MIRALLES

Je précise que j'ai une réunion de travail avec Monsieur le Préfet sur ma circonscription concernant les emplois aidés sur les autres communes de ma circonscription. Effectivement, il faut traiter les contrats au cas par cas. En tant que Députée, j'ai un regard très vigilant sur ce sujet. J'ai été interpellée à plusieurs reprises par des collectivités mais aussi des associations. Je vais évidemment voter ce vœu mais il faut se rappeler qu'il faut relancer une politique ambitieuse sur la formation professionnelle et continuer à mener d'autres démarches pour créer du travail avec une politique différente de celle menée jusqu'à présent.

Gilbert PASTOR

Monsieur le Président, je voterai ce vœu car vous avez su faire la synthèse, suite à la réunion des Maires et des Vice-présidents qui a eu lieu la semaine dernière dans ce domaine. On aurait cependant pu ajouter une nuance, comme l'a dit un intervenant. Cela concerne une utilisation plus vertueuse des contrats aidés. Il ne faut pas se voiler la face. Il y a en effet des personnes qui en sont à leur quatrième contrat aidé à la suite, et qui se fichent de ce que le premier est devenu. Il y en a d'autres pour lesquels cela constitue une transition avant un départ à la retraite par exemple et permet d'être titularisé. Je crois que c'est ce qu'a compris le Premier Ministre en revenant un peu sur ce qui avait été dit au départ. Il a compris et je pense que cela interviendra dans les choix du Préfet, qu'il y a des endroits où il faut repérer le détournement des contrats aidés et au contraire des endroits où ils constituent de réels tremplins vers l'emploi. Je soutiens donc pleinement ce vœu.

Monsieur le Président

Je vais mettre aux voix le vœu qui indique que les emplois aidés doivent être traités dans l'intérêt des associations, des communes, petites et moyennes, des centres hospitaliers qui en ont besoin, au cas par cas, par les représentants de l'État. Qui est contre ? Un contre. Qui s'abstient ? Deux abstentions. Le vœu est donc adopté à une large majorité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (un vote contre et deux abstentions).

Un contre : Mme A. BRISSAUD

Se sont abstenu(e)s : Mme A. LLEDO et M. E. PETIT

AFFAIRE N° 5 : HORS COMMISSION - ELECTION DU 9EME VICE-PRESIDENT

Mme S. KERANGUEVEN, Mme A. BRISSAUD et M. R. YOUSSEUS entrent en séance.

M. A. MOYNIER sort de séance et M. G. BALAZUN sort définitivement de séance et donne un pouvoir à M. A. MOYNIER.

Monsieur le Président

Cette élection intervient à la suite de la démission du Vice-président en titre, Rabii Yousseus. Cette élection doit, sur la forme, se faire à bulletin secret. Je vous propose, pour le groupe majoritaire, la candidature de Madame Rosy Bueno. Y a-t-il d'autres candidats ? Monsieur Boumaaz, Monsieur Meunier. Allez-y Monsieur Boumaaz. Ici, la parole a toujours été libre.

Djamel BOUMAAZ

C'est vrai, on peut vous le reconnaître.

Monsieur le Président

Je suis donc un démocrate.

Djamel BOUMAAZ

Je ne sais pas. Il y a des moments où on se demande...

Monsieur le Président

Dans la même séance, il y a des moments où je me fais traiter de démocrate, de non démocrate, de socialiste, d'En marche, de communiste, etc.

Djamel BOUMAAZ

C'est ce que je vous ai dit tout à l'heure.

Monsieur le Président

Mais, vous savez ce que je suis. Je suis socialiste philosophiquement libéré.

Djamel BOUMAAZ

Je suis candidat à ce poste, non pas pour cautionner votre politique mais pour essayer d'améliorer le quotidien de nos métropolitains et plus particulièrement des montpelliérains car la voirie est un portefeuille très important. Et aussi pour essayer de ramener le coût kilométrique de la voirie et les délais de livraison aux normes avant le passage à la Métropole. En effet, des Maires se sont plaints, très récemment, en disant que, depuis que la voirie est passée à la Métropole...

Monsieur le Président

Excusez-moi mais, là, on vote le poste, et non pas la délégation. La délégation est indépendante du poste. C'est un poste pour lequel on vote. La délégation se donne après. Elle peut concerner la voirie ou pas.

Cyril MEUNIER

Monsieur le Président, chers collègues, il est évident que la proposition d'une élue de Lattes pour un poste de Vice-présidente de la Métropole ne peut que faire réagir le Maire de la commune de Lattes. En dehors de la raison que vous avez expliquée dans la presse, de confiance et, a priori, au regard des velléités qui seraient les miennes de devenir Président de la Métropole et Maire de Montpellier comme vous me les avez prêtées dans la presse.

Monsieur le Président

Ce n'est pas moi qui le dis. C'est vous, en permanence.

Cyril MEUNIER

Alors, je dois le dire en dormant. Et, même moi, je ne l'entends pas.

Monsieur le Président

Cet été, je suis allé manger à Lattes, partout, dans des restaurants.

Cyril MEUNIER

Et partout on vous a dit que je souhaitais devenir Maire de Montpellier ? Et Président de la Métropole ?

Monsieur le Président

Bien sûr.

Cyril MEUNIER

Je me demandais qui avait pu vous le dire mais je ne pensais pas que c'étaient vos compagnons de table. Tant mieux. Passons là-dessus car nous avons déjà discuté de ce sujet. Nous voyons aujourd'hui l'ambiance qui règne dans cette Assemblée et je pense que, quel que soit le groupe où l'on siège, personne n'est satisfait du début de cette Assemblée. Si certains sont satisfaits, je suis ravi pour eux. Mais, pour toute personne raisonnable qui a vécu le passé ou qui est là seulement depuis trois ans, je préférerais, pour ma part, et je pense que c'est le cas de chacun, une ambiance beaucoup plus apaisée dans laquelle l'intérêt général prime sur les luttes de personnes.

Monsieur le Président

Une ambiance anesthésique.

Cyril MEUNIER

Peut-être mais beaucoup plus constructive que celle qui préside à la tenue de cette Assemblée. Je pense que je ne suis pas le seul à le penser. Il y a quelques mois, Président, pour des raisons diverses et variées, vous avez décidé de retirer les Vice-présidences à certains d'entre nous.

Monsieur le Président

C'est vous qui l'avez choisi. Je ne peux pas vous laisser dire cela. Je n'ai pas choisi de retirer les Vice-présidences. Ce sont certains d'entre vous qui n'ont pas souhaité faire partie du groupe que j'ai créé.

Cyril MEUNIER

Vous avez raison.

Monsieur le Président

Et oui, Monsieur Grand, soyez un peu honnête.

Jean-Pierre GRAND

Monsieur le Président, je ne vous connaissais pas bien. Je vous ai fait confiance. Jusqu'à il y a quelques jours, j'étais le Maire de la deuxième commune de la Métropole. Je vous ai fait confiance. Or, tout le monde s'est fait débarquer. Comme des malpropres. Et nous sommes encore en train d'essayer de comprendre pourquoi.

Monsieur le Président

Monsieur Grand, Madame Dardé n'a pas souhaité adhérer au groupe. Alors que vous avez fait des pieds et des mains pour qu'elle ait l'investiture d'En marche.

Jean-Pierre GRAND

Ce n'est pas vrai.

Monsieur le Président

Arrêtez, c'est vous qui l'avez dit.

Jean-Pierre GRAND

Alors là, Monsieur le Président, je vais remettre les pendules à l'heure de manière très claire.

Monsieur le Président

Vous avez appelé Monsieur Delevoye. Il me l'a dit. Je le sais.

Jean-Pierre GRAND

Nous allons remettre les pendules à l'heure car je souhaite que vos amis connaissent votre billard à quatre bandes. Vous aviez deux obsessions. Que Madame Dubost soit élue et que la Députée sortante ne soit pas réélue. C'étaient vos obsessions. Vous m'avez dit que nous allions mettre ma Vice-présidente que, finalement, vous avez présentée à la Paillade et que, pour Catherine ce n'était pas grave. Je vous ai dit que je ne voyais pas deux Vice-présidents de la Métropole s'affronter lors des élections législatives. À partir du moment où je vous ai dit cela, il ne s'est plus rien passé. Catherine Dardé a été avec moi de la plus grande clarté. Elle m'a dit que jamais elle ne partirait sous l'étiquette Macron. Elle me l'a dit et c'était très clair.

Monsieur le Président

Alors pourquoi êtes-vous allés voir Monsieur Delevoye ?

Jean-Pierre GRAND

Je connais Monsieur Delevoye depuis 30 ans. Je lui ai dit qu'il fallait qu'il mette de l'ordre car c'était un immense bazar.

Monsieur le Président

C'est vous qui avez installé ce bazar. J'ai vu le résultat.

Jean-Pierre GRAND

Il y a un moment, dans la vie, où il faut être raisonnable. Je vous invite à la raison. Je vous propose, devant l'ensemble du Conseil, que vous preniez un peu de recul. Et que vous reveniez dans un mois ou un mois et demi, avec d'autres idées nouvelles. Après avoir réfléchi à l'état dans lequel vous avez mis la Métropole aujourd'hui. Je ne peux pas imaginer que cela vous satisfasse. Je ne peux pas le croire. Cela ne nous convient pas. Je vous proposerai donc peut-être, Monsieur le Président, de revoir votre exécutif, la place des principales communes dans la Métropole car elles sont aujourd'hui écartées de la Métropole, ce qui n'est pas acceptable.

Monsieur le Président

Ce n'est pas vrai.

Jean-Pierre GRAND

Cela ne se voit nulle part ailleurs. Castelnau n'est pas dans l'exécutif. Ni Lattes. Le Crès a également été écarté.

Monsieur le Président

Mais c'est vous qui n'avez pas voulu entrer dans le groupe.

Jean-Pierre GRAND

Obliger des élus à adhérer à un groupe politique dans une intercommunalité, il n'y a qu'à Montpellier que cela existe.

Monsieur le Président

Non. À Toulouse également, chez votre ami Monsieur Moudenc.

Jean-Pierre GRAND

C'est archi faux.

Monsieur le Président

Mais vous n'arrêtez pas de mentir. Ce n'est pas possible.

Jean-Pierre GRAND

Je demande de noter ce que vient dire Monsieur le Président. J'ai demandé au Président Moudenc si c'était vrai. Il m'a dit qu'au moment de la loi sur le cumul...

Monsieur le Président

C'est moi qui ai inauguré la Métropole de Toulouse. Tous les patrons des groupes politiques ont parlé. Il y en avait neuf. Arrêtez, Monsieur Grand. Là, vous mentez éhontément.

Jean-Pierre GRAND

Il y a une différence entre ceux qui font des groupes et un Président qui impose des groupes. Cela n'a rien à voir.

Monsieur le Président

Mais vous n'étiez pas obligés de rentrer.

Jean-Pierre GRAND

Cela n'a rien à voir. Vous avez imposé que nous adhérions au groupe majoritaire. C'est un groupe politique puisque vous êtes un soutien inconditionnel du Président de la République et du gouvernement. Vous ne permettez donc pas aux élus d'avoir un libre arbitre. Ici, on représente sa commune, on ne représente pas autre chose que sa commune.

Monsieur le Président

Alors, pourquoi y a-t-il des groupes politiques à Toulouse, à Strasbourg, à Paris ailleurs ? Et à Marseille. Votre ami Gaudin, il n'a pas de groupe ?

Jean-Pierre GRAND

Il y a des groupes politiques mais ce dont je suis certain c'est que c'est présidé autrement.

Monsieur le Président

Il y a donc des groupes. Vous avez accepté cela. Au début vous me disiez qu'il n'y avait pas de groupes et à la fin vous me dites qu'il y en a.

Jean-Pierre GRAND

Vous écartez 50 000 habitants.

Monsieur le Président

Mais ne vous inquiétez pas, je vais m'occuper des habitants de Castelnau. Et je vais aussi m'occuper des habitants de Lattes.

Jean-Pierre GRAND

Ne vous inquiétez pas. Lorsque vous êtes venus la dernière fois au Conseil municipal de Castelnau, vous nous avez fait l'éloge du communisme, ce qui a un peu surpris mon Conseil municipal. Ensuite, vous nous avez fait des promesses que vous n'avez pas tenues. Vous pouvez donc revenir, mais nous vous les rappellerons.

Monsieur le Président

Lesquelles ?

Jean-Pierre GRAND

Vous le savez.

Monsieur le Président

Lesquelles ? Dites-les.

Jean-Pierre GRAND

Je ne suis pas venu ce soir pour avoir un face-à-face avec vous.

Monsieur le Président

Dites-les. Ce soir c'est une grande soirée de famille. Dites la vérité.

Jean-Pierre GRAND

Vous avez dit, par exemple, que la Métropole ne pouvait pas être absente du financement du Kiasma. Or, vous n'êtes même pas venu à l'inauguration.

Monsieur le Président

Mais, Monsieur Grand, vous nous avez proposé le Kiasma une fois que tout était bouclé. Nous avons participé à l'animation. De même que pour la salle de spectacle du Crès.

Jean-Pierre GRAND

Mais vous plaisantez ! Mais vous racontez n'importe quoi, Monsieur le Président !

Monsieur le Président

Mais non. Nous participons à la médiathèque.

Jean-Pierre GRAND

La médiathèque a été initiée par vos prédécesseurs. Nous allons avoir deux ans et demi de retard. C'est un dossier de 4 millions d'euros dans lequel la Métropole met 2,5 millions d'euros, et l'Etat et la Région mettent de l'argent. Je me permets de vous rappeler, Monsieur le Président, que la Ville de Castelnau contribue pour 10 millions d'euros par an au fonctionnement de la Métropole. J'enlève les 3 millions de la taxe d'ordures ménagères, et il en reste 7. Nous payons, en plus de tout cela, tous les travaux de voirie que nous faisons.

Monsieur le Président

Nous n'allons pas faire un débat uniquement sur Castelnau.

Jean-Pierre GRAND

Tout le monde peut venir à Castelnau. Nous serons présents et très nombreux.

Monsieur le Président

Nous n'allons pas faire un tête-à-tête entre Castelnau et Montpellier. J'aime beaucoup Castelnau. Ce n'est pas discutable.

Cyril MEUNIER

L'esprit montpelliérain m'est vissé au corps et je prends cela avec un sourire. J'ai l'esprit lattois aussi. Mais j'ai surtout l'esprit métropolitain. Je rappelle que si nous n'avons pas adhéré, ce n'est pas parce qu'il y avait la création d'un groupe mais parce que vous aviez adjoint à la création de ce groupe que l'exécutif de la Métropole allait être exclusivement choisi à l'intérieur de ce groupe. C'est sur ce principe de politisation de la gouvernance de la Métropole que nous avons réagi. Comme René l'a dit tout à l'heure, la Métropole est un établissement public de coopération intercommunale, où les collectivités transfèrent leurs compétences pour les gérer ensemble au mieux des intérêts de nos concitoyens, que nous devons siéger ici. Même si, dans le dernier scrutin, comme je l'avais dénoncé à l'époque considérant que c'était une erreur, il a été fléché des membres

des listes qui se présentaient dans chacune des communes pour être des représentants de la Métropole. Le Maire en tant que tel et le groupe majoritaire n'avaient pas le choix de retirer ou pas la délégation à l'institution intercommunale qu'est devenue la Métropole. Je pense que c'est une erreur car cela nous amène dans des situations telles que celles que nous sommes en train de vivre. Nous avons également eu un vote à la proportionnelle et donc certains d'entre nous, le Président à Montpellier, Jean-Pierre Grand à Castelnaud, et moi-même à Lattes, au regard de la taille de nos communes, siégeons avec des opposants. Qui ont tout à fait leur place. Comme Henri, ici, Jean-Noël, derrière moi, et tous ceux qui sont restés dans l'opposition, malgré le nombre de ralliements extraordinaires dont tu peux te glorifier.

Nous sommes aujourd'hui dans cette situation qui a modifié les choses. Mais cela n'a fait que modifier la représentation et pas l'esprit qui doit être celui d'un établissement public de coopération intercommunale. Aujourd'hui, le Président propose qu'une élue d'une commune puisse devenir Vice-présidente sans l'aval du Maire de sa commune. Or, dans cette Assemblée, nous sommes 32 communes. 20 d'entre nous, en fonction de la taille, ont un représentant qui, généralement, est le Maire. Je pense que c'est le cas de toutes les communes qui n'ont qu'un représentant, à part une ou deux exceptions. Excusez-moi si mon analyse n'est pas exacte. Pour 11 d'entre nous, Montpellier et 10 autres, nous avons deux, quatre, et, pour moi, cinq représentants, avec des représentations d'opposition. Rosy Bueno a accepté la proposition faite par le Président. Je l'ai su par le biais d'une indiscretion. Puisque ni elle ni le Président ne m'avaient tenu au courant de cet accord. Non, Rosy, tu n'es pas venue nous le dire. Ce n'est pas vrai. Surtout que, le 26 juin, quand nous avons voté au sein du groupe majoritaire la position que je devais prendre par rapport à la proposition (car, à Lattes, nous avons un groupe, depuis 2001, qui est un groupe sans étiquette dans lequel l'appartenance à un parti politique est interdite). Si l'on fait partie de Lattes autrement, on ne doit pas faire partie d'un parti politique. Rosy a choisi une autre voie. Cela la regarde. Je respecte son cheminement politique même s'il nous a peiné. Nous avons pris, en sa présence, une position, le 26 juin dernier, de ne pas accepter la proposition du Président que l'un d'entre nous représentant de la majorité à la Métropole rentre dans le groupe « En marche et apparentés » et prenne une responsabilité, de ce fait, dans l'exécutif. Ce qui, pour moi, justifiait que je me plie au retrait de ma Vice-présidence et de mes délégations. Rosy était présente et elle l'a voté. Nous avons fait une conférence de presse. À ce moment-là, Rosy a quitté « En marche ». Elle y est retournée. C'est la logique d'un groupe. Patricia, quand tu fais partie d'un groupe, tu dois respecter les règles du groupe. Lorsque nous avons appris que Rosy acceptait le poste proposé par le Président, et qu'elle avait rejoint « En marche », à l'unanimité, le groupe, a sorti Rosy du groupe, le 4 septembre dernier. Nous avons acté qu'elle ne suivait plus notre ligne de conduite.

Aujourd'hui, vous êtes appelés, membres de ce Conseil, à voter le fait qu'une opposante à un Maire en place devienne Vice-présidente par la volonté du Président de la Métropole et donc membre de l'exécutif de l'intercommunalité. Cela veut dire que si vous votez cette décision, et même si vous pouvez soit vous abstenir, soit voter pour Monsieur Boumaaz, soit voter pour moi. Philippe est tellement attaché à Lattes qu'il veut absolument que quelqu'un représente Lattes. C'est pourquoi je me présente. Pour qu'il y ait de la pluralité dans l'exécutif. Et je prendrai les délégations que tu voudras bien me confier. Cela fait 16 ans que je travaille pour le bien de toutes les communes, ici. Je pense que personne n'a eu à se plaindre de mon travail, durant cette période. Je me remobiliserai de la même manière pour l'ensemble de notre intercommunalité sur les dossiers techniques. Je le ferai avec plaisir car je suis profondément métropolitain et que je jouerais le jeu. Si vous votez aujourd'hui pour la candidate du Président, je n'en fais pas une question personnelle car Rosy m'a accompagné depuis 16 ans et a été mon amie. Je ne lui fais pas de procès mais je dis juste que le Président, en faisant ce deuxième acte, met un terme définitif au pacte des Maires. Puisqu'il agit à l'inverse de la jurisprudence Gianiel.

Maud BODKIN

Mais tu t'es abstenu pour Gianiel.

Cyril MEUNIER

Écoutez bien, lors du Conseil de Métropole où il y a eu ce vote, nombre des Vice-présidents aujourd'hui Maires dans la majorité du Président se sont abstenus avec moi. Ne me faites donc pas un procès. Et je n'ai demandé à personne de s'abstenir. Je ne donne pas de leçon. J'ai dit dans mon intervention que, là, le Président ne peut pas faire autrement en fonction du pacte des Maires. Je n'ai pas voté contre le retrait de la Vice-présidence à Isabelle Gianiel. Je me suis abstenu, simplement pour reconnaître le travail effectué par Isabelle Gianiel. Aussi, à cette époque, et même si cela s'est considérablement amélioré depuis, j'avais quelques difficultés relationnelles avec mon voisin. Avec Jean-Pierre, nous nous entendons beaucoup mieux. Je me suis donc abstenu. J'ai dit ce que j'avais à dire. Ceux qui voteront aujourd'hui pour Rosy mettront un terme définitif au pacte des Maires qui a été largement écorné voire broyé il y a de cela deux mois. Disons qu'il est mort et

qu'il n'est pas encore enterré. J'attire également l'attention des 10 autres Maires pour qu'ils sachent que, demain matin, qu'ils soient dans la majorité ou dans l'opposition telle que la voit maintenant le Président dans la gestion de cette intercommunalité, ils doivent faire attention car ils peuvent passer de la majorité à l'opposition simplement parce que quelqu'un lui aurait dit à une table que l'on souhaitait se présenter contre lui. C'est ce qui s'est passé pour moi, dans un restaurant lattois lors de ces différents repas qu'il passe dans notre commune. On se croise d'ailleurs régulièrement et j'apprécie qu'il vienne donner du chiffre d'affaires aux restaurants de grande qualité de Lattes. Vous êtes tous les bienvenus. Nous avons travaillé durant des années dans une bonne entente. Durant trois ans dans une excellente entente. Essayons de garder cette logique. J'attire l'attention de tous les Maires qui ne sont pas seuls à représenter leur commune ici sur le fait qu'ils donneraient ainsi un blanc-seing, demain matin, au Président pour qu'il retourne la personne assise à côté d'eux. Ce n'est pas comme cela que l'on travaille en confiance. Donc, je me présente pour représenter Lattes, la troisième commune de la Métropole puisque c'est l'un des arguments qui justifient la volonté de Philippe d'avoir Rosy dans l'exécutif. Encore une fois, je vous promets que si je suis élu, je me donnerai corps et âme, comme je l'ai fait durant 16 ans, à l'intérêt général de notre intercommunalité. Je vous remercie de m'avoir écouté. Je comprends qu'il y ait un certain nombre d'agacements. J'indique juste à Patricia Mirallès que je n'ai jamais appelé à voter contre elle. Jamais. Tu le sais très bien.

Patricia MIRALLES

Ce n'est pas le sujet. Tu as d'autres membres de ton Conseil municipal qui étaient « En marche ». Je ne vois pas pourquoi tu t'acharnes à attaquer Rosy.

Cyril MEUNIER

Ils n'avaient pas adhéré au parti « En marche » car ils savaient qu'ils n'avaient pas le droit.

Patricia MIRALLES

Si, ils avaient adhéré au mouvement « En marche ». D'autre part, puisque tu dis que tu n'as jamais appelé à voter contre moi, c'est peut-être le cas. Je ne sais pas.

Cyril MEUNIER

C'est ce qu'a déclaré le Président.

Patricia MIRALLES

Aujourd'hui, je suis élue Députée. Il faudrait que tu apprennes le protocole républicain car, depuis que je suis élue, je n'ai jamais été invitée par la commune de Lattes.

Cyril MEUNIER

Si c'est le cas, je te prie d'accepter mes excuses. Et tu le seras à partir de demain. C'est anormal que tu ne l'aies pas été. Si c'est le cas, je te prie de m'excuser mais ce n'était pas volontaire.

René REVOL

Je rappelle à tous que nous ne sommes pas dans une cour de récréation mais dans le Conseil métropolitain. On ne joue pas avec l'institution quand on a eu la chance d'avoir reçu la confiance de ses concitoyens. Les choses doivent être très claires. Nous avons la jurisprudence que nous pouvons appeler Gianiel dont je me souviens très bien. Moi aussi, je me suis abstenu. J'envisageais de voter contre car Isabelle avait fait un excellent travail concernant notre commune. Mais je voudrais rappeler à la majorité montpelliéraine de Monsieur le Président que je souhaiterais qu'ils prennent la parole et avancent des arguments. Généralement, je suis silencieux, dans ce cas-là, pour les écouter. Si la seule chose qu'ils savent faire c'est, pendant que des opposants parlent, d'huer, comme cela s'est vu le 4 ou le 5 juillet et comme cela se déroule actuellement, n'oubliez pas que cela est filmé et que vous allez avoir à nouveau du succès sur des pages Facebook. Les mines que vous avez produites ce jour-là ont fait honte à notre institution et ont desservi votre Président. Monsieur le Président n'est pas capable de tenir cette Assemblée pour que l'on puisse écouter.

À cette époque, Monsieur le Président, vous nous avez expliqué que vous n'aviez aucune divergence avec Madame Gianiel. Les débats en font foi. Je les ai réécoutés. Vous indiquiez qu'elle avait fait un bon travail mais que, à partir du moment où elle était en divergence avec son Maire, et qu'elle passait dans l'opposition, il fallait respecter le pacte de confiance et faire qu'elle ne soit plus Vice-présidente car on ne pouvait pas élire comme Vice-président quelqu'un qui était dans la minorité de la mairie. Voilà pourquoi, au lieu de voter contre, je me suis abstenu, pour manifester en même temps.

Monsieur le Président

Vous auriez dû voter pour.

René REVOL

Je me suis abstenu.

Monsieur le Président

C'est vous qui avez donné le premier coup de canif dans le pacte des Maires. Et Monsieur Meunier qui a défendu la position.

René REVOL

Vous feriez bien d'arrêter d'interrompre les gens quand ils parlent.

Monsieur le Président

Cela vous fait drôle quand je parle, comme vous.

René REVOL

Vous allez me laisser finir. J'ai été seul dans cette Assemblée, et Georges Frêche me laissait parler. Il faut aussi un peu apprendre la dignité quand on dirige la huitième ville de France.

Monsieur le Président

Vous n'avez pas respecté Monsieur Rico, Maire de Pérols.

René REVOL

Je vous demande de m'écouter. De la même manière que je vous écoute. Actuellement, l'image que donne Montpellier en Occitanie est lamentable.

Monsieur le Président

En Occitanie... La référence me plaît beaucoup.

René REVOL

Oui car, tous les matins, à Toulouse, chaque fois que vous faites une bêtise, on sabre le champagne. Et c'est assez fréquent. Commencez à apprendre un peu de tenue. Le pacte de confiance faisait que l'on s'entendait et que les Maires étaient respectés en tant que tels et que le vote des communes était respecté. Aujourd'hui, j'ai de très bons rapports avec Rosy, et ce n'est pas le problème. Le problème, ce n'est pas sa candidature. C'est le fait que vous proposiez quelqu'un qui n'est plus dans la majorité d'une commune comme Vice-présidente. C'est l'enterrement définitif du pacte de confiance et de la conférence des Maires et de son pouvoir, donné par la loi, mais également la mise à mort de la confiance entre nous. Je voudrais terminer en vous disant une citation de Mendès-France. Il disait : « la politique n'est pas jeu. C'est un art. Un art de servir les autres et de ne pas se servir. » Je vous demande de revenir à cet esprit.

Michelle CASSAR

Je vais parler très calmement. Et je suis très à l'aise pour parler sur ce rapport puisque vous savez très bien que, lorsqu'il s'est agi de respecter la demande du Maire de Pérols, j'ai voté contre le maintien d'Isabelle Ganiel. J'avais mis en avant ce fameux pacte de confiance que tous les Maires avaient voté. Aujourd'hui, il est vrai que je suis un peu déçue, j'ai eu l'occasion de le dire, parce que, encore une fois, aujourd'hui, vous montrez qu'il n'est plus respecté. On ne peut plus parler de pacte de confiance puisque, vous-même, vous dites que vous n'avez plus confiance en certains élus qui sont présents ici. Ce matin, je lisais dans *Midi-Libre* qu'ils parlaient du pacte des Maires. Il est vrai que l'on devrait plutôt appeler ce pacte de confiance pacte des Maires. Il paraît difficile maintenant de le respecter. Mais je suis à l'aise, pour ma part, car je l'ai toujours respecté. Et encore aujourd'hui, même si je n'y crois plus, je vais encore le respecter. Je voterai contre puisqu'il n'y a pas eu de demande du Maire de Lattes et que vous choisissiez quelqu'un de son opposition ce qui est contraire à ce que vous avez toujours dit.

Monsieur le Président

Le pacte de confiance des Maires repose sur deux choses. Premièrement, sur la Conférence des Maires. Des 31 Maires. À ce jour, je ne vois pas en quoi la Conférence des Maires doit être bousculée puisque vous faites tous partie de la Métropole, Mesdames et Messieurs les Maires. Vous n'êtes pas exclus. Je ne vois donc pas où est le problème. Vous n'avez pas voulu participer à un exécutif et certains formulent des cris d'orfraie mais, au Conseil général, me semble-t-il, les Vice-présidents appartiennent au groupe majoritaire. Aujourd'hui, les

Vice-présidents du Conseil départemental appartiennent à la majorité du Président. Dans d'autres Métropoles, les Vice-présidents appartiennent à la majorité du Président. Je ne vois pas où est le problème. Cela ne remet pas en jeu la conférence des 31 Maires. Vous êtes furieux de ne pas vouloir entrer dans le groupe qui induit le fait que vous ne soyez pas candidat et que vous ne soyez plus Vice-président. Je peux le comprendre. Mais cela n'obère en rien la capacité que l'on a à se rassembler avec les 31 communes. Nous l'avons déjà fait, d'ailleurs. Quand vous me dites, Monsieur Grand, que les grandes communes près de Montpellier doivent être représentées, il n'y a pas qu'elles. Il y a aussi les petites. Regardez Fabrègues. Depuis la création de l'intercommunalité, il y a 50 ans, me dit-on, elle n'a jamais eu de Vice-président. C'est la première fois.

Cyril MEUNIER

Nous t'écoutons, Philippe, mais je ne peux pas te laisser dire cela, car tu n'es pas un perdreau de l'année, comme moi non plus, d'ailleurs. Tu as été Conseiller général. Quand je me présente pour être au Conseil départemental, je me présente avec une ligne politique qui n'a rien à voir avec mon engagement dans Lattes autrement et à la Mairie de Lattes. C'est peut-être par la discussion que nous allons calmer les choses. Quand je me suis présenté, la dernière fois, au Conseil général, j'ai affiché que j'étais divers gauche et que j'allais faire partie de la majorité départementale. En plus, tu le sais, dans des cantons qui, généralement, ne sont pas très favorables à la majorité départementale en place. Depuis des années. Je me présente donc en mon nom propre, avec une suppléante. La dernière fois, avec un binôme. Et je siège à titre personnel. Dans mon groupe, « Lattes autrement », qui était majoritaire, avec des gens qui siégeaient, j'ai deux conseillers municipaux qui n'ont pas fait ma campagne et n'ont pas voté pour moi. C'était tout à fait leur droit. Comme lorsque l'on part à une législative. Tout à l'heure, Patricia l'a indiqué, et elle a raison. Il y avait des gens de notre groupe, dont Rosy, qui ont fait la campagne en distribuant des tracts pour Patricia. Mais je ne crois pas qu'il y en ait qui aient fait la campagne de quelqu'un d'autre. C'est la liberté dans notre groupe. C'est comme cela que nous fonctionnons à Lattes. Lorsque tu dis que le Président du Conseil général choisit les Vice-présidents dans son groupe majoritaire, tu as raison. Mais c'est une collectivité territoriale. Comme la Région. Comme ta mairie, ou la mienne. Or, ici, nous sommes un établissement public de coopération intercommunale. Et ce qui faisait baver d'envie les autres intercommunalités qui nous voyaient monter à une vitesse grand V depuis 30 ans, c'était cette unité qui avait été créée sous Delmas, renforcée sous Frêche, et avait continué jusqu'à il y a trois ans, avec toi, et avec Jean-Pierre. Une unité pour travailler tous ensemble, sans groupe politique. Tu disais toi-même que Bordeaux ou Marseille te demandaient comment tu avais fait. Marseille a eu beaucoup de difficultés pour faire sa Métropole. De même pour Bordeaux. Je me rappelle d'Alain Juppé me demandant comment nous faisions. Ils n'y arrivaient pas du fait des conflits politiques qui obéraient leur capacité à répondre à des appels à candidatures, etc.

Toi et moi nous avons défendu plusieurs appels à candidatures ensemble, à Paris. Et nous avons constaté que, lorsque nous les défendions ensemble, sur différents dossiers, comme Ode ou écocité, les autres n'arrivaient pas à offrir la garantie d'une unité générale sur leur territoire. Lorsque j'ai défendu les avenants pour les PAPI un et deux, chaque fois la Présidente de la Commission Mixte Inondation (CMI) me disait que nous étions vraiment exemplaires et qu'ils allaient nous soutenir. D'autres, ici présents, ont réussi parce que notre image, au niveau national, était celle d'une petite intercommunalité qui réussissait à jouer unie avec un Conseil de Métropole dans lequel l'esprit partisan et les conflits entre nous étaient dépassés. Même si j'ai entendu Thierry tout à leur dire qu'il était peiné de ne pas avoir été membre fondateur de l'arc-Ouest. Aussi, Jean-Pierre et moi-même, avons pu avoir des conflits mais, à la fin, la raison a triomphé. Nous nous sommes retrouvés sur le SCoT avec une vision commune par rapport à la loi littorale et sur d'autres dossiers. C'est logique. Or, depuis trois mois, ce qui est en jeu, c'est la fin de l'exception culturelle montpelliéraine. Ce n'est pas qu'en Occitanie que l'on en parle, mais partout. Nous avons réussi, depuis 30 ans, à passer de la vingt-troisième place à la huitième voire septième place française grâce à cela. Que nous soyons anciens ou nouveaux, nous étions tous porteurs de cet esprit. Or, depuis trois mois, tout se brise pour des raisons politiques que je n'ai toujours pas comprises. Je vous affirme que je n'ai jamais voulu être Maire de Montpellier et Président de la Métropole. J'avais même décidé, avant que la loi ne m'y oblige, d'arrêter au bout de mon troisième mandat. Tu le sais, je te l'ai dit. Nous sommes assez amis depuis des années pour que nous en ayons parlé. Je voulais arrêter. Il faut arrêter de dire que son chien a la rage quand on veut le noyer.

C'est dans cet esprit de retour à la raison que je présente ma candidature et que je propose à ceux qui votent contre la proposition de mettre en Vice-présidente une opposante à l'un d'entre nous, de voter pour ma candidature au lieu de s'abstenir.

Monsieur le Président

Avant de passer au vote, je voudrais développer un argument qui n'a pas été évoqué une seule fois. C'est l'engagement que j'ai pris avec vous, au début de l'intercommunalité que j'ai l'honneur de présider, sur la parité

de l'exécutif. En effet, depuis le départ, nous étions 10 hommes et 10 femmes et depuis que Monsieur Rico a remplacé Isabelle Gianiel, nous sommes passés de 11 à 9. Aujourd'hui, avec l'élection de Rosy Buono, on reviendrait à notre premier engagement c'est-à-dire la parité stricte dans l'exécutif métropolitain. Quand cela vous embête, vous dites que c'est faux. Donc, c'est vrai. Nous proposons, avec la candidature de Rosy Buono, un exécutif métropolitain paritaire avec 10 hommes et 10 femmes. À ce jour, il n'y a qu'une seule Métropole qui a réalisé cela. C'est la Métropole de Rouen. Nous serions donc la deuxième Métropole strictement paritaire dans son exécutif. Ce qui constitue une singularité au niveau national. Nous allons donc passer au vote. Il y a trois candidats. Monsieur Boumaaz, Monsieur Meunier, et Madame Rosy Buono.

Les deux scrutateurs sont Mesdemoiselles Lledo et Bodkin. Les plus jeunes de l'Assemblée.

Les élus procèdent au vote.

Monsieur le Président

Je déclare le scrutin clos. Vous pouvez dépouiller.

Il est procédé au dépouillement.

Monsieur le Président

Il y avait 90 présents. 90 votants. 3 bulletins nuls. 8 bulletins blancs. 79 suffrages exprimés. La majorité absolue était de 40. Madame Rosy Buono recueille 55 voix, Monsieur Meunier 23, et Monsieur Boumaaz une voix. Madame Buono est donc élue. Et je lui donne la parole.

Rosy BUONO

Mes chers amis, je suis très émue et je vous remercie. Je n'avais pas prévu de faire d'intervention. Mais, Monsieur Grand m'ayant interpellée, je vais lui répondre en lui lisant le texte que j'avais préparé lors du dernier Conseil municipal lorsque l'on m'a enlevé mes délégations. Je m'adressais à mon Maire, Cyril Meunier, à ce moment-là.

« Monsieur le Maire, c'est avec sérénité que je dois accepter le retrait de mes délégations à Lattes, ayant choisi de ne pas vous suivre dans un groupe dissident et de continuer à servir dans la Métropole, en adhérant au groupe créé par Philippe Saurel qui désire s'entourer de personnes de confiance, travailleuses, honnêtes et assidues. Je pense répondre à ces critères. »

Monsieur le Président

Monsieur Grand, je serai Président du Sénat, je vous mettrai au piquet. Laissez parler Madame Buono. Elle dit ce qu'elle veut. Nous sommes en démocratie. Laissez-la parler. Je suis un petit élu de banlieue, je ne suis pas un grand parlementaire. D'ailleurs, vous savez ce que j'en pense, des grands parlementaires.

Jean-Pierre GRAND

(Propos inaudibles)

Monsieur le Président

Ce sont des gens très bien et, grâce à eux, des lois sont votées, la nuit, le jour. Mais il y en a qui sont mieux élus que d'autres. Je dirais la vérité. Il ne faut pas avoir honte. Mes grands électeurs ont voté pour vous. Vous le savez bien. Continuez Madame Buono.

Rosy BUONO

« Je pense répondre à ces critères. Il me connaît depuis 16 ans et a pu me juger, depuis. La réciproque est également avérée. Georges Frêche, qui est souvent dans mes pensées, croyez-moi, m'avait fait part de sa forte considération pour ses qualités et son avenir. J'ai beaucoup réfléchi et accepté le poste qu'il me propose, à ma grande surprise, dans l'exécutif. Je vais me permettre de dire quelques mots, espérant de tout mon cœur que l'élu qui me succédera saura s'impliquer autant que moi auprès des anciens combattants qui méritent tout notre respect. J'ai avec eux une grande histoire d'amour, qui demande travail, recherche, pour préserver cette réputation, que nous avons, bien au-delà de notre commune, de cérémonies émouvantes et originales. Ce sont des soldats et ils sauront respecter celui ou celle qui œuvrera dans ce sens pour la commune et le devoir de mémoire auprès des jeunes. Je suis même heureuse de voir le groupe réuni dans l'unanimité, même si c'est pour voter le retrait de mes délégations. Cette harmonie semblait avoir disparu à ce mi-mandat, sans doute du fait de la lassitude du troisième mandat. Je vous ai donné la fin de ma jeunesse et servi avec enthousiasme. Je garde ce même enthousiasme, même s'il est tempéré par quelques rides. Signe d'une petite expérience qui peut

être utile dans l'exercice de mes nouvelles responsabilités auprès de Philippe Saurel.

Monsieur le Maire, vous demeurez Conseiller métropolitain, poste que vous considérez peut-être dévalorisant pour vous, mais, en s'impliquant, il permet de participer vraiment à la bonne marche de la Métropole. Un peu de temps supplémentaire dégagé vous permettra de diriger la commune plus facilement et de soulager ainsi votre premier adjoint qui est obligé, par votre absence, de gérer cette grande maison. Même si c'est avec une grande compétence. Vous pourrez aussi siéger plus régulièrement au Conseil départemental dont vous êtes également Conseiller. Vous avez décidé de me placer dans l'opposition. C'est votre choix et votre vision de la démocratie. Je respecte les membres élus de cette opposition qui ont une vraie implication, sérieuse et bénévole. C'est le jeu. Même s'il ne leur est pas permis de participer aux commissions. Je ne vous ai pas spolié, Monsieur le Maire. Votre poste a été confié à Valérie Barthas-Orsal.

Je pensais que vous sauriez considérer l'intérêt général et non le profit personnel. La commune, grâce à ma nomination, est présente dans l'exécutif. En politique, le siège vide est un mauvais calcul. À titre personnel, j'osais espérer que vous seriez, au fond, heureux pour moi qu'une reconnaissance de mon travail, à la Métropole, notamment, soit justifiée par cette promotion. Mais je ne veux pas rentrer dans une sphère privée. Je ne déserte pas Lattes, bien au contraire. Je demeure Conseillère municipale et serai toujours à l'écoute de mes concitoyens dans mes nouvelles fonctions au sein de la Métropole. Avec l'attention bienveillante de Philippe Saurel qui aime vraiment Lattes, dont il aime beaucoup son musée, notamment. Il a ici un fort ancrage amical. Je ne peux conclure sans remercier tous ceux et celles qui m'envahissent de témoignages de soutien. Les Lattois, employés, élus, pour lesquels je garderai toute discrétion, bien sûr. Je suis très touchée, et n'avais pas conscience d'avoir une telle bulle d'amour autour de moi. »

Cyril MEUNIER

Rosy Buono n'avait pas prévu de prendre la parole. Elle a donc lu un texte qui était destiné au Conseil municipal de Lattes. Je ne reviendrai pas sur ce qu'elle a dit. Une bonne partie de ces choses m'ont fait hérisser le poil lors de sa lecture au Conseil municipal et ont surpris le groupe majoritaire. Je voulais juste, par là-même, indiquer que lorsque l'on écoute un texte de cette nature qui est purement critique au niveau de la politique communale, vous voyez à quoi on aboutit quand quelqu'un de l'opposition prend une Vice-présidence dans une intercommunalité.

Patricia MIRALLES

Excuse-moi, Cyril, mais ce n'est pas bien ce que tu dis. C'est toi qui l'as mise dans l'opposition. Quand Philippe lui a fait la proposition, elle était dans ta majorité. Tu l'as mise dans l'opposition parce qu'elle avait un poste proposé de Vice-présidente. C'est toi qui l'as mise dans l'opposition. Et pas elle. Attention.

Cyril MEUNIER

Je ne l'ai pas mise dans l'opposition. C'est le groupe majoritaire, à l'unanimité, qui l'y a mise. Et, crois-moi, à Lattes, dans le groupe majoritaire, il y a une réelle démocratie et pas un diktat.

Deuxièmement, elle a été placée dans l'opposition car elle allait à l'encontre du groupe majoritaire. Qui s'est exprimé le 26 juin pour ne pas accepter la politisation, voulue par Philippe, de la conduite de la Métropole. À partir du moment où elle acceptait, car elle est membre « d'En marche », et qu'elle est derrière vous, ce qui est son droit, elle sortait du groupe majoritaire. C'est tout à fait logique. Il ne s'agit pas d'une mise au piquet parce qu'elle prend une Vice-présidence.

AFFAIRE N° 6 : HORS COMMISSION - COMMISSIONS DU CONSEIL DE METROPOLE - MODIFICATION

Monsieur le Président

Est-ce que quelqu'un demande la parole ? Je mets aux voix. Deux abstentions. Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. D. BOUMAAZ et Mme A. LLEDO

AFFAIRE N° 7 : HORS COMMISSION - ACTUALISATION DES REPRESENTANTS DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE AU SEIN DES DIVERS ORGANISMES EXTERNES ET INTERNES – DESIGNATION

M. A. MOYNIER entre en séance avec la procuration de M. G. BALAZUN.

Monsieur le Président

Il s'agit là de l'actualisation de représentants de Montpellier Méditerranée Métropole au sein des divers organismes externes et internes et des désignations. Il y a une cinquantaine d'organismes. C'est un peu fastidieux. Mais il faut absolument que nous nous prononcions de manière transparente sur chacun d'entre. Donc, je vous proposerai, si vous en êtes d'accord, de voter à main levée, ou par vote secret. Comme vous le souhaitez. Certains votes peuvent ne pas présenter d'intérêt à se dérouler à bulletin secret ce qui permettra que la séance se déroule plus vite.

Isabelle TOUZARD

Nous comprenons tout à fait que, du fait du changement d'exécutif, des Vice-présidents qui étaient présents du fait de leur délégation dans certains organismes doivent être remplacés par les nouveaux Vice-présidents. Cela va pour nous de soi et ne pose pas de questions. La préoccupation, que nous avons, concerne les représentants désignés, qui ne sont pas Vice-présidents car nous souhaitons veiller à ce que l'équilibre des territoires qui existait pour les anciennes représentations soit maintenu. Nous avons à faire à des organismes extérieurs qui vont s'adresser à des territoires concernant plus certaines communes que d'autres comme le syndicat de bassin par exemple. Nous avons des propositions à faire. Nous souhaitons que, pour certains de ces organismes qui nécessitent vraiment le respect de cet équilibre, l'ancien système de représentation soit reconduit. Il était pour nous tout à fait satisfaisant jusqu'à présent. Nous attendons donc vos propositions. Si elles nous conviennent, il n'y aura pas de souci.

Monsieur le Président

Si elles ne vous conviennent pas vous présenterez vos propres candidats. Cette règle vaut pour tout le monde. Si vous voulez un vote à bulletin secret nous pouvons le faire. Mais si les 50 votes sont faits à bulletin secret, la séance finira très tard.

Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies (FNCCR) :

Monsieur le Président

Nous proposons comme représentant titulaire Madame Isabelle Guiraud et comme suppléante Madame Galabrun-Boulbes.

Je mets aux voix. Deux abstentions. Adoptée.

Aucune autre liste n'est proposée par l'Assemblée.

A l'issue d'un vote à main levée, la liste proposée par le Président est élue à l'unanimité des voix exprimées (2 abstentions).

C.L.E.-SAGE Lez Mosson Etangs Palavasiens

Monsieur le Président

Nous vous proposons Jean-Pierre Rico, Pascal Krzyzanski, Jackie Galabrun-Boulbes, Thierry Dewintre et Carole Donada. Je mets aux voix. Adoptée à l'unanimité des exprimés avec trois abstentions.

Aucune autre liste n'est proposée par l'Assemblée.

A l'issue d'un vote à main levée, la liste proposée par le Président est élue à l'unanimité des voix exprimées (3 abstentions).

Syndicat Mixte du Bassin de l'Or (SYMBO)

Monsieur le Président

Comme représentants titulaires, nous proposons Jackie Galabrun-Boulbes, Laurent Jaoul, Jean-Luc Meissonnier, Stéphanie Jannin, Jean-Marc Lussert, et Jean-Pierre Rico. Et comme représentants suppléants, Gilbert Pastor, Pierre Dudieuzère, Abdi El Kandoussi, Pascal Krzyzanski, Régine Illaire, et Arnaud Moynier. Je mets aux voix. Adoptée à l'unanimité moins 3 abstentions.

Aucune autre liste n'est proposée par l'Assemblée.

A l'issue d'un vote à main levée, la liste proposée par le Président est élue à l'unanimité des voix exprimées (2 abstentions).

Comité de suivi du contrat de bassin versant de l'étang de l'or - Syndicat Mixte du Bassin de l'Or (SYMBO)

Monsieur le Président

Nous proposons Jacky Galabrun-Boulbes et Jean-Pierre Rico. Adoptée à l'unanimité avec 2 abstentions. Aucune autre liste n'est proposée par l'Assemblée.

A l'issue d'un vote à main levée, la liste proposée par le Président est élue à l'unanimité des voix exprimées (2 abstentions).

Syndicat mixte du Bassin du Lez (SYBLE)

Monsieur le Président

Nous proposons comme titulaires, Valérie Barthas-Orsal, Jean-Marc Lussert, Jacky Galabrun-Boulbes, Thierry Dewintre. Thierry Breysse, Sauveur Tortorici, Stéphanie Jannin, et Jean-Pierre Rico. Comme suppléants, Titina Dasylva, Laurent Jaoul, Roger Caizergues, Mylène Fourcade, Jean-Luc Savi, Noël Ségura, Michel Fraysse, et Joël Vera.

Isabelle TOUZARD

Par rapport à cette représentation, il nous semble que des communes fondamentales ne sont pas présentes. Nous vous demandons donc de revenir à la représentation telle qu'elle existait au préalable. Avec la seule modification de Monsieur Jean-Marc Lussert. Sinon, nous proposons Cyril Meunier pour la Ville de Lattes, Jean-Marc Lussert, Jacky Galabrun-Boulbes, René Revol pour la Ville de Grabels qui est concernée au premier chef, Thierry Dewintre et Jean-Pierre Rico comme vous l'avez proposé, Monsieur Tortorici et Madame Jannin, car ils étaient présents précédemment.

Cyril MEUNIER

Monsieur le Président, comme une bonne partie des personnes qui sont ici, vous savez très bien que je préside le SYBLE depuis sa création et que j'ai œuvré pour l'intérêt général sur ce syndicat qui regroupe le Conseil général qui assure 45 % du financement, la Métropole 40 % et les autres intercommunalités qui sont autour de nous sur le bassin du Lez et de la Mosson. J'avoue ne pas comprendre pourquoi vous m'avez sorti de la représentation titulaire de cette institution qui donne satisfaction à tout le monde d'après ce que je sais et qui gère les gros dossiers hydrauliques de notre territoire, au-delà de la Métropole. Y-a-t-il une raison qui justifie ce retrait de mon nom dans les titulaires de la Métropole. Jean-Marc y est mais je ne sais plus à quel titre. Je ne vois pas pourquoi je ne devrais plus représenter la Métropole. De surcroît, je suis le Maire de la commune de Lattes et vous savez que nous avons une grande partie des sujets à traiter. Cela fait 16 ans que je représente le territoire avec les différents élus qui travaillent à ce dossier, qui gèrent les inondations et notre territoire. Je ne comprends pas pourquoi vous m'avez sorti de cette présidence. Nous ne sommes plus dans les discussions de tout à l'heure mais il s'agit là, réellement, d'un syndicat dans lequel nous travaillons sereinement et de manière satisfaisante depuis des années. Je vous demande donc de bien vouloir me conserver. J'aurai plaisir à continuer à présider le syndicat puisque j'ai été élu par les représentants chaque fois, depuis 10 ans.

René REVOL

Je ne comprends pas le fait que la ville de Grabels ne soit pas représentée au sein du SYBLE. Comme elle l'était depuis le début, quels que soient les élus. Nous sommes engagés actuellement dans un travail commun, à la suite des inondations de 2014. Nous travaillons beaucoup avec le syndicat. Je comprends tout à fait que, pour ce qui est de la représentation de la Vice-présidence. Dans les votes précédents, j'ai voté pour. À partir du moment où je n'étais plus Vice-président, il fallait que, dans les institutions, où est représentée la Métropole, à travers son Vice-président, ce soit la Vice-présidente qui a la délégation concernée qui soit présente, en l'occurrence, c'est la ville de Grabels. Il me paraît donc absolument inconcevable qu'elle ne soit pas représentée dans le syndicat. Sinon cela signifie que vous contredisez ce que vous avez dit vous-même hier lors de la conférence de presse sur la ligne à grande vitesse lorsque vous avez dit qu'il fallait que, indépendamment des affiliations partisans, nous puissions défendre l'intérêt général en commun. Je pense que, sur une affaire comme celle-ci, nous aurions pu trouver un consensus pour permettre à tout le monde d'être représenté et faire qu'au sein de cette institution, la Ville dont j'ai la charge puisse être représentée.

Monsieur le Président

Qui présentez-vous donc ?

Isabelle TOUZARD

Nous reprenons la liste précédente avec les ajustements nécessaires. Il y a donc, titulaires, Cyril Meunier, Jean-Marc Lussert, Jacky Galabrun-Boulbes, René Revol, Thierry Dewintre, Jean-Pierre Rico, Monsieur Tor-

torici, et Madame Jannin. Comme suppléants, Monsieur Breysse, Madame Cassar, Monsieur Caizergues, Madame Touzard, Monsieur Ségura, Monsieur Savi, Monsieur Fraysse, et Monsieur Vera. C'est exactement la composition du syndicat tel qu'il existait jusqu'à maintenant.

Monsieur le Président

Nous allons donc appeler cette liste la liste numéro deux. La liste que nous présentons est la liste un. Souhaitez-vous un vote à bulletin secret ?

Cyril MEUNIER

Monsieur le Président, nous allons peut-être demander effectivement un vote à bulletin secret. Ou à main levée. Mais je vous ai posé une question. Vous ne m'avez pas répondu. Pourquoi me retirez-vous de la représentation de la Métropole au syndicat que j'ai porté depuis 10 ans et qui fonctionne bien jusqu'à présent et qui a porté le PAPI 1 avenant et le PAPI 2 avenant.

Monsieur le Président

Monsieur Meunier, je ne discute pas votre capacité à mener les projets. Mais le syndicat ne vous appartient pas. Il n'appartient à personne. Il peut y avoir un autre président qui fera aussi bien le travail que vous le faites. Cela ne met pas en cause du tout ce que vous avez fait.

Cyril MEUNIER

Monsieur le Président, vous sortez la commune de Lattes qui est la commune qui reçoit l'ensemble du bassin sur son territoire. Pensez-vous sérieusement que vous êtes crédible quand vous affirmez cela et indiquez que vous n'y mettez aucun intérêt politique et aucune volonté de m'écarter. Pourtant, en consensus, le syndicat travaille avec toutes les intercommunalités et le Département depuis de nombreuses années et je pense avoir apporté sur ce bassin des choses qui n'y avaient jamais été apportées. Pensez-vous réellement être crédible quand vous ne donnez aucune explication au fait que la commune qui reçoit l'ensemble du bassin versant ne sera plus représentée par son Maire à l'intérieur du syndicat ?

Monsieur le Président

Je ne mets pas en cause votre capacité à diriger le syndicat.

Cyril MEUNIER

Pour ma part, je ne nie pas non plus la capacité d'un autre à pouvoir le faire. Mais, qu'est-ce qui motive le fait de bouleverser le fonctionnement de cet organisme qui a donné et donne toute satisfaction et qui porte les dossiers importants aujourd'hui ? Dites-le !

Dis-le-moi en face. Dis que c'est parce que tu as entendu dans un restaurant que je voulais me présenter contre toi. Il faut s'arrêter. Cela ne concerne plus les délégations et la confiance dans la gestion d'une intercommunalité. Il s'agit du fonctionnement d'outils. Et tout se passe bien. À quel titre retires-tu la ville de Lattes et me retires-tu de la représentation de la Métropole dans le syndicat ?

Monsieur le Président

Monsieur Meunier, vous avez certainement été un très grand président. Je ne conteste pas votre capacité à présider le syndicat. Mais nous avons décidé d'une liste dont je pense qu'elle est également capable de le présider. Il y a donc deux listes. Celle proposée par Madame Touzard, la liste numéro deux, et la liste numéro un proposée par nous. Souhaitez-vous un vote secret ?

Joël RAYMOND

Monsieur le Président, mes chers collègues, on voit bien quel rapport de force s'est installé dans cette instance. Vous l'avez voulu. Il est donc instauré. Pour autant, sur les organismes extérieurs, comme les syndicats de l'eau, il me semble important d'agir en fonction de la gestion hydraulique. C'est trop important. Il ne faut pas écarter des communes de cette gestion qu'elle soit quantitativement en déficit ou en excès. Je crois qu'au départ ces syndicats étaient intercommunaux et rassemblaient l'ensemble des communes pour pouvoir s'exprimer au mieux de leur territoire avec leur connaissance des territoires et des habitants. Pour mieux répondre, notamment chez nous, aux problèmes d'inondations. Je crois qu'avec Madame Touzard le groupe auquel je participe a fait une proposition cohérente. Je crois, Monsieur le Président, que si nous souhaitons avancer tous ensemble, même si nous avons des points de divergence, il faut que chacun fasse un pas dans le bon sens. Je vous demande donc d'accepter la liste numéro deux dans la mesure où nous sommes dans la continuité pour la gestion d'un territoire pour l'ensemble des contribuables du territoire, qu'ils habitent Grabels, Lattes, Montpellier ou ailleurs.

Cyril MEUNIER

La liste que vous proposez exclut la commune de Lattes. Au-delà de ma personne et de la reconnaissance du travail fourni et de ma capacité à apporter encore à la résolution des problèmes hydrauliques et à la réalisation des dossiers que j'ai défendus et monté depuis 10 ans, avec l'aide de mes collègues et des services de la Métropole, et du Département et de l'État, vous êtes président d'une intercommunalité et vous sortez de la représentation des communes au syndicat la commune qui reçoit en aval l'ensemble du bassin du Lez et de la Mosson. C'est très particulier.

Pour répondre à Maud qui me dit que je n'ai qu'à y siéger en qualité de Conseiller général cela signifierait que, d'un côté, la Métropole sort le Maire de Lattes et que le Conseil général va remplacer quelqu'un qui le représente aujourd'hui. Nous devons alors voter pour la présidence avec la présidence proposée par les élus de la Métropole, et celle proposée avec la continuité de ma présidence, éventuellement, par le Conseil départemental. Mais que cherchons-nous ? À servir les intérêts de nos concitoyens ? Être rationnel ? Comme l'expliquait Jean-Pierre concernant la LGV, il faut que tout le monde se mette autour de la table pour trouver les solutions, les moyens de monter les dossiers rapidement, et de monter les financements. L'ensemble des dossiers que nous avons portés nécessitent que l'État, la Région, le Département, et les intercommunalités dans le bassin Lez/Mosson, travaillent ensemble. S'il y a demain un Conseil d'administration du syndicat où je suis représentant du Conseil départemental et où il y a des Maires qui sont représentants depuis des années avec lesquels j'ai travaillé pour défendre des dossiers, que ferons-nous ? Philippe, tu ne peux pas, en tant que Président de la Métropole, proposer une représentation de la Métropole où tu exclus le Maire de la commune qui reçoit l'ensemble du bassin versant de ces cours d'eau en aval de notre bassin. Ce n'est pas possible. Si c'est pour une simple vision politicienne ou un jeu qui devient malsain, c'est au-delà de la forme de destruction de notre travail collectif que je pouvais imaginer.

À l'issue d'un vote à main levée, la liste proposée par le Président est élue avec 56 voix, la liste proposée par Mme Touzard ayant obtenu 27 voix.

Syndicat Intercommunal d'adduction d'eau des communes du Bas-Languedoc (SBL)

Monsieur le Président

Le représentant titulaire est Jacques Martinier. Nous proposons Jean-Marc Alauzet, Régine Illaire, Monsieur G. Nurit, Monsieur R. Marty, Monsieur Breysse, Monsieur Petit, Monsieur Caizergues, Madame Fourcade, Madame Galabrun, Monsieur Jaoul, Monsieur Vera, et Messieurs et Mesdames Célié, Fontvieille, Guiraud, Dudieuzère, Hardeman. Comme représentants suppléants, Messieurs et Mesdames Vidal, Job, Ibsour, Bouzereau, August, Albert, Joly, Lenoir, Vallette-Viallard, Batiti, Biegel, Delauze, Roux, Solbes, Boigelin, Scialom, Coeurveille, Chomel.

Isabelle TOUZARD

Je fais remarquer que Madame Batiti n'est plus Conseillère municipale. Elle ne peut donc pas être éligible. Elle a déménagé il y a déjà un an. Je rappelle également que Murviel-lès-Montpellier est quand même une commune du syndicat du Bas Languedoc. Nous sommes approvisionnés en eau potable par le syndicat et pourtant vous nous retirez de la liste des titulaires. C'est le cas pour d'autres communes. C'est incompréhensible. Je vais vous lire l'ancienne composition. Il ne faut pas oublier qu'au départ ce sont les communes qui l'ont créé et sont entrées dans ce syndicat. Ensuite, le pilotage a été transféré à la Métropole. Nous vous demandons de voter l'ancienne représentation : avec Jacques Martinier pour Fabregues et Jean-Marc Alauzet, Régine Illaire et Gilles Nurit pour Cournonsec, Robert Marty et Thierry Breysse pour Cournonterral, Roger Caizergues, et François Petit pour Lavérune, Isabelle Touzard et Alain Vallette-Viallard pour Murviel-lès-Montpellier, Michelle Cassar et Sylvie Cinçon pour Pignan, Joël Vera et Raymond Celie pour Saussan, Henri Fontvieille et Isabelle Guiraud pour Saint Jean de Védas, Jean-François Audrin et Jean Hardeman pour Saint-Georges d'Orques. Ce serait normal car ce sont les communes concernées.

Monsieur le Président

Madame, je vous ai entendue et je propose de reporter cette affaire pour en discuter. Au prochain Conseil de Métropole.

Sabria BOUALLAGA

En Conseil, il y a des choses que l'on voit, et des choses que l'on ne voit pas. Je me suis faite insulter par un conseiller qui se prend pour un Maire alors qu'il n'en n'a pas l'allure. Je souhaite ne pas me faire insulter. Mes choix sont mes choix. Celui qui m'a donné ma chance, en 2014, c'est Philippe Saurel. Si je suis assise ici, c'est grâce à lui. Je ne suis pas allée manger dans un autre parti. Je reste dans mon parti, le parti de la liste citoyenne. J'aimerais que vous respectiez mon choix, Monsieur Larue, et que vous ne m'insultiez pas de la sorte.

Monsieur le Président

Ce n'est pas gentil, Monsieur Larue. Si je me mettais à décrire votre parcours, on verrait les bords que vous avez tirés depuis le début.

Sabria BOUALLAGA

Vous ne respectez pas vos propres valeurs. Balayez d'abord devant votre porte.

Et vous viendrez ensuite balayer devant la mienne. « Quand on monte au cocotier, on regarde si sa culotte est propre ».

Monsieur le Président

Monsieur Grand, il ne faut pas avoir peur du langage de vérité.

Pour le syndicat intercommunal d'adduction d'eau évoqué, je m'en remets à la discussion que nous aurons avec la présidente du groupe, Madame Touzard.

Affaire reportée

Syndicat Mixte Garrigues Campagne

Monsieur le Président

Comme représentants titulaires, nous proposons Madame Galabrun-Boulbes, Monsieur El Kandoussi, Monsieur Meissonnier, Monsieur ou Madame Soulié, Arnaud Moynier, Madame Thibault, Laurent Jaoul, Frédéric Lafforgue, Gilbert Pastor, Messieurs et Mesdames Escuret, Penso, Meynier, Balazun, Soussen, Lussert, Dacheux, Pellet, Arquillière.

Jean-Pierre GRAND

Depuis 1931, la ville de Castelnau siège car c'est la ville où l'eau est pompée, à côté de la mairie. Frédéric et moi, nous étions titulaires. C'est une évidence. Cela fait 34 ans que j'y siège pour ma part.

Monsieur le Président

Que préférez-vous, vous-même, ou Monsieur Lafforgue ?

Jean-Pierre GRAND

Les deux.

Monsieur le Président

Mais, si ce n'est qu'une place ?

Jean-Pierre GRAND

Je vous la rappelle qu'il y a des règles au sein du syndicat. Chaque commune a deux représentants.

Monsieur le Président

Alors cette affaire est reportée au prochain Conseil. Je vous écoute Monsieur Grand. Je suis souple.

Joël RAYMOND

J'ai l'impression que l'on se trouve à une chasse à l'homme. Si j'ai bien noté les noms que vous avez cités, je n'apparais plus. Je prends bonne note que, toutes les communes voisines qui font partie de votre exécutif... Je note donc que vous souhaitez m'écarter de la représentation au syndicat.

Monsieur le Président

Ce n'est pas vrai. J'aime Montaud et ses habitants.

Joël RAYMOND

Non vous ne les aimez pas. Le règlement intérieur a toujours fait en sorte que chaque commune qui est dans le syndicat présente deux personnes de son Conseil pour qu'elle soit élue membre du Conseil syndical. Il y a 24 communes et donc 48 élus. On a toujours procédé ainsi. Aujourd'hui, vous voulez exclure une commune et ses habitants. C'est pour cela que je vous dis que vous n'aimez pas Montaud. Car vous excluez de fait les habitants de la ville et les empêchez de prendre part aux décisions concernant l'eau potable de leur territoire. C'est grave. Je comprends que vous souhaitiez faire des chasses à l'homme pour des raisons plus ou moins éloignées dans le temps mais qui vont arriver rapidement mais, pour autant, vous devriez respecter tous les

contribuables et tous les habitants, quelle que soit leur commune. Aujourd'hui, en agissant comme vous le faites, vous ne respectez pas, Monsieur le Président, les habitants des communes qui sont aujourd'hui représentées dans l'instance.

Monsieur le Président

Puisque vous m'avez énervé, je vais faire voter dès maintenant et ne reporte pas à la séance d'après. Il y a des limites. J'étais prêt à le reporter. Deuxièmement, Monsieur Lafforgue et vous-même, Monsieur Raymond, vous êtes Vice-présidents, non ? Ne touchez-vous pas certains émoluments pour cela ? Répondez. C'est de l'argent public.

Joël RAYMOND

Puisqu'il faut de la transparence, je touche, en tant que Vice-président, 400 euros.

Monsieur le Président

Ce n'est pas mal, quand même.

Joël RAYMOND

Et j'ai en charge un dossier qui s'appelle l'eau brute. Et je peux vous en parler concernant l'engagement de la Métropole dans le dossier. Si vous voulez, avec mon ami Monsieur Dudieuzère, de Vendargues, nous pouvons vous expliquer où nous en sommes et ce qui n'a pas été fait depuis trois ans alors que cela aurait dû être fait. Nous pouvons aborder ces sujets sur l'aspect technique. Mais je sais que l'aspect technique n'est pas votre fort.

Monsieur le Président

Ce sont 400 euros par mois ou par an ?

Joël RAYMOND

Vous jouez avec des fadaises.

Monsieur le Président

Je comprends maintenant pourquoi vous défendez un dossier.

Joël RAYMOND

Ce qui m'intéresse, c'est de répondre aux habitants des 31 communes de la Métropole. En agissant comme vous le faites, vous éliminez des communes dans leur totalité et leurs habitants.

Gilbert PASTOR

Je souhaiterais calmer les débats et rappeler que, effectivement, les statuts du syndicat prévoient deux élus par commune. La dernière fois, pour faire la place au responsable de la compétence eau, René Révol, une commune avait cédé un poste pour qu'il puisse siéger. Si cela doit arranger les choses, je vous propose de me retirer puisque mon adjoint siège systématiquement. Si cela peut calmer les esprits, j'y suis prêt.

Monsieur le Président

Monsieur Pastor, vous êtes très gentil. Mais je vais faire voter la liste un. Qui est contre ? Trois abstentions. Y a-t-il une autre liste ? Vous ne pouvez pas me taper sur la tête sans arrêt et me demander de changer le jeu. J'ai remarqué l'intervention de Monsieur Raymond. J'étais prêt à reporter ce vote. Et puis j'ai appris qu'il s'agit d'un problème de Vice-présidence rémunérée. Excusez-moi. C'est la vérité.

Cyril MEUNIER

Vous ne pouvez pas dire cela à un élu qui reçoit une indemnité. Il y a de nombreux syndicats avec des élus qui reçoivent des indemnités. Pour ma part, je n'ai rien touché durant les 10 années dans mon syndicat. Certains syndicats peuvent donner des indemnités et d'autres non. Je ne connais pas celui où siège Joël. Il y a une indemnité mais il ne faut pas dire n'importe quoi. Cela frôle la diffamation. Vous affirmez qu'il défendrait son poste parce qu'il touche 400 euros. C'est intolérable.

Monsieur le Président

Il n'y a aucune diffamation lorsqu'il s'agit d'argent public. Je suis désolé. Vous ne m'aviez pas dit que vous étiez Vice-président rémunéré.

Cyril MEUNIER

Tout à l'heure, Jean-Pierre a bien précisé que ce syndicat fonctionne depuis des années avec deux représentants

par commune.

Monsieur le Président

Sauf que Monsieur Pastor a évoqué une jurisprudence.

Cyril MEUNIER

Tout le monde se rend compte ici que ce soir on vit un vrai cauchemar. Il faut arrêter. Vous balayez la proposition de Gilbert. Retirez cette délibération et renégociez. Et tout le monde restera calme.

Monsieur le Président

Nous allons couper la poire en deux. Qui nomme les Vice-présidents du syndicat ? Qui préside ? Monsieur Pastor vient de dire qu'il y a une commune qui a accepté de céder un poste de représentant. Il y avait une jurisprudence. Si on a pu le faire une fois, on peut le faire une deuxième fois.

Monsieur Pastor, puisque vous me le demandez, nous le ferons la prochaine fois. Mais c'est parce que c'est vous. Que parce que c'est vous. Mais éclaircissez-moi quand même et indiquez-moi qui est Vice-président et qui ne l'est pas.

Affaire reportée

C.A.S.S.C. Comité d'Action Sociale Sportive et Culturelle

Monsieur le Président

Nous proposons comme représentants titulaires Madame Illaire, Madame Bueno, Madame Santarelli, Madame Fourcade, Madame Lloret, Madame Pérez, Monsieur Cousquer, Madame Mirallès et Madame Dasylya. Et comme représentant suppléant, Monsieur Pellet, Monsieur Balazun, Monsieur Meissonnier, Monsieur Breyse, Madame Galabrun, Monsieur Moynier, Monsieur Savy, Monsieur Castre et Monsieur El Kandoussi.

Pierre BONNAL

De par les nouveaux statuts du comité, le responsable des ressources humaines ne sera plus président...

Monsieur le Président

Vous avez raison. Nous voterons donc la prochaine fois.

Affaire reportée

Commission Intercommunale pour l'accessibilité des personnes à mobilité réduite

Monsieur le Président

Nous proposons comme représentant Madame Bueno, Monsieur Jaoul, Monsieur Fraysse, Madame Yague, Madame Mirallès, Mme Jannin, Mme Illaire, Monsieur Malek, et Madame Galabrun.

Je mets aux voix. 3 abstentions. Adoptée. Je remarque que, pour le social, il n'y a pas de deuxième liste.

Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.

A l'issue d'un vote à main levée, la liste proposée par le Président est élue à l'unanimité des voix exprimées (3 abstentions).

Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole - Conseil d'administration

Monsieur le Président

Nous proposons comme représentants titulaires, Madame Illaire, Monsieur Calvat, Madame Clarac, Madame Donada, Monsieur Dudieuzère, Madame Galabrun, Monsieur Rico, Monsieur Krzyzanski, Madame Lloret, Monsieur Lussert, Madame Roussel, Monsieur El Kandoussi, Monsieur Savy et Madame Fourcade.

Isabelle TOUZARD

De même que pour les affaires précédentes, étant donné que pour la Régie des eaux tout fonctionnait bien et que les représentants de la Métropole à ce Conseil d'administration estiment il n'y a aucun souci, notre groupe propose de reprendre exactement la composition des 14 titulaires précédents. Monsieur Pierre Bonnal, Monsieur Calvat, Madame Clarac, Madame Donada, Monsieur Dudieuzère, Madame Galabrun, Monsieur Krzyzanski, Madame Lloret, Monsieur Lussert, Madame Gianiel, René Révol, Monsieur Savi, Madame Touzard et Madame Roussel.

Monsieur le Président

Il y a donc deux listes. Une liste un et une liste deux.

René REVOL

Il s'agit donc d'une institution qui est une entreprise publique, un établissement public industriel et commercial à personnalité morale et, dans ses statuts il est précisé que ceux qui ont été élus en tant que tels, à la fois représentants de la Métropole et les six élus de la société civile, dans les représentants du personnel, sont élus sur toute la mandature. Ce Conseil d'administration a travaillé avec cet esprit, dans le cadre de la convention cadre avec la Métropole et, naturellement, ils souhaitent tous poursuivre ce type de travail. Je considère donc que votre proposition de modification n'a pas lieu d'être et voilà pourquoi je défends la proposition de Madame Touzard.

Monsieur le Président

Et bien vous n'aurez qu'à faire un procès. Il y a deux listes. La liste proposée par Madame Touzard, la liste deux, et la liste un, que je propose. Qui vote pour la liste deux ? Monsieur Rico ne prend pas part au vote. 20 pour. Qui vote pour la liste un ? 55. Qui ne prend pas part au vote ? Qui s'abstient ?

A l'issue d'un vote à main levée, la liste proposée par le Président, qui a obtenu 55 voix pour, est élue. La liste de Mme Touzard a recueilli 20 voix pour.

Agence Locale de l'Energie et du Climat (ALEC)

Monsieur le Président

Nous proposons comme représentants Jean-Luc Savy, Chantal Levy-Rameau, Laurent Jaoul et moi-même. Je mets aux voix. Il y a deux abstentions.

C'est adopté.

Aucune autre liste n'est proposée par l'Assemblée.

A l'issue d'un vote à main levée, la liste proposée par le Président est élue à l'unanimité des voix exprimées (2 abstentions).

Association Maison de Montpellier à Chengdu

Monsieur le Président

Je propose un représentant titulaire, Gilbert Pastor. Et comme suppléant Éric Penso. Adoptée à l'unanimité des exprimées.

Aucune autre liste n'est proposée par l'Assemblée.

A l'issue d'un vote à main levée, la liste proposée par le Président est élue à l'unanimité des voix exprimées (2 abstentions).

Office de Tourisme et des Congrès de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Président

Nous proposons comme représentants titulaires Gilbert Pastor, Jean-Luc Cousquer, Mylène Fourcade Isabelle Guiraud, Éric Penso, Laurent Jaoul, Jean-luc Savy, Noël Ségura, Fabien Abert, Valérie Barthas-Orsal, Jean-Luc Meissonnier, Chantal Levy, Sonia Kerangueven. Trois abstentions. C'est adopté.

Aucune autre liste n'est proposée par l'Assemblée.

A l'issue d'un vote à main levée, la liste proposée par le Président est élue à l'unanimité des voix exprimées (3 abstentions).

Syndicat Hérault Energies (SHE)

Monsieur le Président

Nous proposons comme représentants titulaires Laurent Jaoul, Jean-Marc Lussert, Eliane Lloret, Stéphanie Jannin, Isabelle Guiraud, Patricia Mirallès, Titina Dasylyva. Et comme représentant suppléant, Laurent Jaoul, Régine Illaire, Chantal Levy, Jean-Luc Meissonnier, Jean-Marc Alauzet. Il y a deux abstentions. C'est adopté à l'unanimité des exprimés.

Aucune autre liste n'est proposée par l'Assemblée.

A l'issue d'un vote à main levée, la liste proposée par le Président est élue à l'unanimité des voix exprimées (2 abstentions).

Conservatoire à Rayonnement Régional (C.R.R.) - Commission Consultative

Monsieur le Président

Nous proposons comme représentants titulaires, Jackie Boulbes-Galabrun, Arnaud Moynier, Eric Pastor, Guy Barral, Valérie Barthas-Orsal, et comme représentants suppléants Jean-Marc Lussert, Laurent Jaoul, Michel Dray-Fitoussi, Maud Bodkin, Thierry Breyse. Il y a trois abstentions. C'est adopté.

A l'issue d'un vote à main levée, la liste proposée par le Président est élue à l'unanimité des voix exprimées (3 abstentions).

Transports de Montpellier Méditerranée Métropole (TaM)

Monsieur le Président

Nous proposons comme administrateurs Abdi El Kandoussi, Jean-Luc Cousquer, Jean-Luc Savy, Patricia Mirallès, Titina Dasylda, Pascal Krzyzanski.

Isabelle TOUZARD

Par rapport à cette proposition, nous proposons, sur la base du fonctionnement préalable, également, et puisque, si j'ai bien compris, Monsieur Rico doit sortir puisque, en tant que Vice-président aux transports, il ne peut plus être administrateur, que Monsieur Roger Caizergues, Maire de Laverune et concerné au premier chef par ces questions intègre le conseil d'administration. Nous proposons donc la liste suivante. Abdi El Kandoussi, Jean-Luc Cousquer, Jean-Luc Savy, Roger Caizergues, Titina Dasylda et Madame Mirallès.

Monsieur le Président

Donc, il y a deux listes. Une liste proposée par Madame Touzard et une liste proposée par moi-même. Je mets aux voix la liste de Madame Touzard.

Djamel Boumaaz

Je suis surpris par ces listes qui se constituent au fur et à mesure. On vient de citer deux membres de votre majorité municipale. Sont-ils au courant qu'ils ont été mis sur les listes ? Ont-ils été prévenus ?

Monsieur le Président

Ils y étaient déjà.

Djamel Boumaaz

On reste donc avec la listée qui existait auparavant ?

Monsieur le Président

Non. Il y a deux listes modifiées.

Djamel Boumaaz

Madame Touzard présente-t-elle une liste modifiée ?

Monsieur le Président

Elle est modifiée car il y a Monsieur Caizergues. Les deux listes sont modifiées.

Djamel Boumaaz

Est-ce que les élus de votre majorité sont informés de cette modification ?

Monsieur le Président

Monsieur Boumaaz qui travaille pour la TAM, ne prend pas part au vote. Je mets aux voix la liste de Madame Touzard. Qui vote pour ? 18. Qui vote pour la liste un ? 53. Il y a six abstentions.

La liste proposée par Mme Touzard obtient 18 voix pour.

A l'issue d'un vote à main levée, la liste proposée par le Président est élue avec 53 voix.

Société Anonyme d'Economie Mixte Locale BRL

Monsieur le Président

Nous proposons comme représentant titulaire Jean-Pierre Rico, Maire de Pérols. Adoptée à l'unanimité.

Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.

A l'issue d'un vote à main levée, M. JP RICO est élu à l'unanimité.

Collège Frédéric Mistral

Monsieur le Président

Nous proposons comme titulaire Jean-Pierre Rico et Patricia Mirallès comme suppléante. Qui est contre ? Abstentions. C'est adopté.

Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.

A l'issue d'un vote à main levée, la liste proposée par le Président est élue à l'unanimité des voix exprimées (2 abstentions).

Assemblée des Territoires de la Région

Monsieur le Président

Nous proposons comme représentants titulaires Madame Yague et moi-même. Et comme suppléants, Laurent Jaoul et Michelle Dray. Deux abstentions. Adoptée.

Aucune autre proposition n'est faite par l'Assemblée.

A l'issue d'un vote à main levée, la liste proposée par le Président est élue à l'unanimité des voix exprimées (2 abstentions).

Mission Locale des Jeunes de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Président

Nous proposons comme représentants titulaires Madame Dray-Fitoussi, Madame Yague, Madame Fourcade, Monsieur Pastor, Madame Barthas-Orsal et Monsieur Breysse.

Isabelle TOUZARD

Mon groupe s'intéresse aussi au social, comme vous le diriez. Nous prenons bien note du fait que, Madame Dardé n'est plus Vice-présidente et que Madame Yague, nouvelle Vice-présidente entre dans le conseil d'administration, et nous vous proposons exactement les mêmes représentants précédents : Madame Mirallès, Monsieur Pastor, Monsieur Meunier, Monsieur Rico, Mme Yague et moi-même.

Monsieur le Président

Il y a donc deux listes. Qui vote pour la liste de Madame Touzard ? 19. Et pour la liste numéro un ? 60. Et 8 abstentions.

A l'issue d'un vote à main levée, la liste proposée par le Président est élue à l'unanimité avec 60 voix contre 19 voix pour la liste proposée par Mme Touzard.

Réseau des collectivités Territoriales pour une Economie Solidaire (RTES)

Monsieur le Président

Nous proposons Madame Yague. Adoptée.

Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.

A l'issue d'un vote à main levée, la candidate proposée par le Président est élue à l'unanimité des voix exprimées (3 abstentions).

Association Villes et Territoires Languedoc-Roussillon

Monsieur le Président

Nous proposons Madame Yague comme titulaire et Stéphanie Jannin comme suppléante. Adoptée.

Aucune autre liste n'est proposée par l'Assemblée.

A l'issue d'un vote à main levée, la liste proposée par le Président est élue à l'unanimité des voix exprimées (3 abstentions).

Commission pour la promotion de l'égalité des chances et de la citoyenneté (COPEC)

Monsieur le Président

Nous proposons comme titulaire Madame Yague et comme suppléant, Gérard Castre. Adoptée.

Aucune autre liste n'est proposée par l'Assemblée.

A l'issue d'un vote à main levée, la liste proposée par le Président est élue à l'unanimité des voix exprimées (3 abstentions).

Comité Régional de l'Habitat et de l'Hébergement (CRHH) - Commission Hébergement et accès au logement

Monsieur le Président

Nous proposons comme titulaire Annie Yague et Monsieur Ségura comme suppléant. Adoptée.

Aucune autre liste n'est proposée par l'Assemblée.

A l'issue d'un vote à main levée, la liste proposée par le Président est élue à l'unanimité des voix exprimées (3 abstentions).

Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL)- Démocratie de Proximité

Monsieur le Président

Nous proposons comme titulaires Laurent Jaoul, Gilbert Pastor, Titina Dasyuva, Maud Bodkin, Annie Yague, et comme suppléants Gérard Lannelongue, Valérie Barthas-Orsal, Michelle Dray, Arnaud Moynier, Patricia Mirallès. Adoptée.

Aucune autre liste n'est proposée par l'Assemblée.

A l'issue d'un vote à main levée, la liste proposée par le Président est élue à l'unanimité des voix exprimées (3 abstentions).

Commission de contrôle des comptes (CCC)

Monsieur le Président

Comme représentants titulaires nous proposons moi-même, Max Levita, Jean-Pierre Rico, Éric Penso, Gérard Lannelongue. Et comme suppléants, Jean-Luc Savi, Renaud Calvat, Annie Yague, Pierre Bonnal et Jacques Domergue.

Aucune autre liste n'est proposée par l'Assemblée.

A l'issue d'un vote à main levée, la liste proposée par le Président est élue à l'unanimité des voix exprimées (3 abstentions).

Université Paul Valéry UM3 - Université Tiers Temps - Conseil d'Administration

Monsieur le Président

Au conseil d'administration, nous proposons, comme représentante titulaire, Patricia Mirallès, et comme suppléante Annie Yague. Adoptée.

Aucune autre liste n'est proposée par l'Assemblée.

A l'issue d'un vote à main levée, la liste proposée par le Président est élue à l'unanimité des voix exprimées (3 abstentions).

Réseau national des acteurs des démarches temporelles – Tempo Territorial

Monsieur le Président

Nous proposons comme titulaire Annie Yague.

Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.

A l'issue d'un vote à main levée, Mme A. Yague est élue à l'unanimité des voix exprimées (3 abstentions).

SIERNEM - Syndicat Intercommunal d'Electrification de la Région Nord Est Montpellier

Monsieur le Président

Nous proposons comme représentants titulaires Monsieur Roudil, de Saint-Brès, Madame Schawartz de Saint-Brès, Monsieur Jaoul, de Saint-Brès, M. Lussert, de Prades, Monsieur Salvador de Saint-Drézéry, et Monsieur Dacheux de Saint-Drézéry. Nous reportons ce vote.

Affaire reportée

Syndicat Mixte du Bassin de Thau

Monsieur le Président

Nous proposons comme représentants titulaires Jean-Marc Alauzet, Régine Illaire et Jean-Marc Lussert. Et comme représentants suppléants Thierry Breysse. Adoptée.

Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.

A l'issue d'un vote à main levée, la liste proposée par le Président est élue à l'unanimité des voix exprimées (3 abstentions).

Association France URBAINE

Monsieur le Président

Nous proposons comme représentant titulaire au conseil d'administration moi-même et, à l'assemblée générale, Max Levita, Stéphanie Jannin, Bernard Travier, Mylène Fourcade, Chantal Marion. Et comme représentant suppléant, au conseil d'administration, Max Levita. Adoptée.

Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.

A l'issue d'un vote à main levée, la liste proposée par le Président est élue à la majorité des voix exprimées (1 vote contre et deux abstentions).

Association Terres en Villes

Monsieur le Président

Nous proposons comme représentante titulaire Mylène Fourcade. Et comme représentante suppléante, Brigitte Roussel-Galiana. Adoptée.

Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.

A l'issue d'un vote à main levée, la liste proposée par le Président est élue à l'unanimité des voix exprimées (3 abstentions).

Commission de suivi de site de l'usine de méthanisation AMETYST

Monsieur le Président

Nous proposons comme titulaire Valérie Barthas-Orsal. Et comme représentante suppléante, Mylène Fourcade. Adoptée.

Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.

A l'issue d'un vote à main levée, la liste proposée par le Président est élue à l'unanimité des voix exprimées (3 abstentions).

SOMIMON (MIN)

Monsieur le Président

Nous proposons comme titulaires Jackie Galabrun-Boulbes, Yvon Pellet, Renaud Calvat et Véronique Pérez. Adoptée.

Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.

A l'issue d'un vote à main levée, la liste proposée par le Président est élue à l'unanimité des voix exprimées (3 abstentions).

Etablissement Public Foncier Languedoc-Roussillon (EPF LR)

Monsieur le Président

Nous proposons comme représentante titulaire Stéphanie Jannin et comme suppléante Chantal Marion. Adoptée.

Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.

A l'issue d'un vote à main levée, la liste proposée par le Président est élue à la majorité des voix exprimées (1 vote contre et 2 abstentions).

Centre de Formation des Maires et Elus Locaux de l'Hérault (CFMEL)

Monsieur le Président

Nous proposons comme représentante titulaire Régine Illaire. Adoptée.

Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.

A l'issue d'un vote à main levée, la candidate proposée par le Président est élue à l'unanimité des voix exprimées (3 abstentions).

Syndicat mixte des transports en commun de l'Hérault "Hérault Transport"

Monsieur le Président

Nous proposons comme représentants titulaires Thierry Breysse, Laurent Jaoul, Abdi El Kandoussi, Jean-Luc Meissonnier, Stéphanie Jannin, Régine Illaire, et comme suppléants, Titina Dasylyva, Pierre Dudieuzère, Arnaud Moynier, Jean-Marc Lussert, Sauveur Tortorici et Noël Ségura. Adoptée.

Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.

A l'issue d'un vote à main levée, la liste proposée par le Président est élue à l'unanimité des voix exprimées (3 abstentions).

Société Publique Locale d'Aménagement SA3M

Monsieur le Président

Nous proposons comme représentants titulaires moi-même, Gilbert Pastor, Valérie Barthas-Orsal, Pierre Dudieuzère, Régine Illaire, Thierry Breysse, Roger Caizergues, Jean-Luc Meissonnier, Jean-Pierre Rico. Et il faut rajouter le Maire de Saint-Georges d'Orques.

Cyril MEUNIER

Je crois que j'y étais aussi.

Monsieur le Président

C'est juste.

Cyril MEUNIER

Mais je n'y suis plus.

Monsieur le Président

Mais je ne peux pas faire rentrer tout le monde. Il faut que d'autres gens sortent.

Cyril MEUNIER

Je crois que la commune de Lattes est le troisième actionnaire. Et je ne suis plus représentant à la SA3M.

Alors qu'il y a le projet Ode.

Monsieur le Président

Je vous ai entendu, Monsieur Meunier. Nous remettons le vote à une date ultérieure. Nous allons parler ensemble.

Cyril MEUNIER

Merci

Affaire reportée

Groupement des Autorités Responsables de Transport

Monsieur le Président

Nous proposons comme représentant titulaire Thierry Breyse. Adoptée.

Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.

A l'issue d'un vote à main levée, le candidat proposé par le Président est élu à l'unanimité des voix exprimées (3 abstentions).

Commission Consultative de l'Environnement de l'Aéroport

Monsieur le Président

Nous proposons comme représentants titulaires Jean-Luc Cousquer, Valérie Barthas-Orsal, et Chantal Marion. Et comme représentants suppléants Lorraine Acquier, Thierry Breyse, et Jean-Luc Meissonnier. Adoptée.

Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.

A l'issue d'un vote à main levée la liste proposée par le Président est élue à l'unanimité des voix exprimées (3 abstentions).

Association A.M.O.R.C.E.

Monsieur le Président

Nous proposons comme représentante titulaire Valérie Barthas-Orsal. Adoptée.

Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.

A l'issue d'un vote à main levée la candidate proposée par le Président est élue à l'unanimité des voix exprimées (3 abstentions).

Association de Promotion des Flux Touristiques et Economiques (APFTE)

Monsieur le Président

Nous proposons comme représentants titulaires Max Levita, Chantal Marion, Valérie Barthas-Orsal. Un contre. Adoptée.

Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.

A l'issue d'un vote à main levée, la liste proposée par le Président est élue à l'unanimité des voix exprimées (3 abstentions).

Association pour la Méthanisation Ecologique des Déchets (M.E.T.H.E.O.R)

Monsieur le Président

Nous proposons comme représentante titulaire Valérie Barthas-Orsal. Adoptée.

Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.

A l'issue d'un vote à main levée, la candidate proposée par le Président est élue à l'unanimité des voix exprimées (3 abstentions).

Commission de Surveillance de site du Centre de stockage de déchets ménagers non dangereux de Castries

Monsieur le Président

Nous proposons comme représentants titulaires Valérie Barthas-Orsal, Éliane Lloret, le directeur général de MMM, le directeur du pôle de service public de l'environnement et des transports de MMM. Le directeur d'exploitation de la société exploitante SMTVD. Nous proposons comme représentants suppléants Laurent Jaoul, Arnaud Moynier, le Directeur du site de la prévention des déchets, le responsable qualité de la société exploitante SMTVD. Adoptée.

Nous reportons le vote sur cette affaire à la prochaine séance.

Joël RAYMOND

Si vous me donnez la parole, je peux expliquer les choses. Mais je vois bien que tout cela n'a pas été préparé. Les communes limitrophes du centre de stockage de Castries sont toutes de fait dans la commission de suivi de site.

Monsieur le Président

Vous avez raison.

Joël RAYMOND

Toutes. C'est-à-dire que vous ne pouvez pas, Monsieur le Président, nous destituer. Nous devons aller siéger pour défendre notre territoire.

Monsieur le Président

Je sais. Je vais la faire voter. Vous avez raison. Adoptée.

Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.

A l'issue d'un vote à main levée, la liste proposée par le Président est élue à l'unanimité des voix exprimées (3 abstentions).

Commission d'élaboration et de suivi du plan de protection de l'atmosphère (P.P.A)

Monsieur le Président

Nous proposons comme représentante titulaire Madame Valérie Barthas-Orsal et comme représentante suppléante Madame Jannin. Adoptée.

Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.

A l'issue d'un vote à main levée la liste proposée par le Président est élue à l'unanimité des voix exprimées (3 abstentions).

Comité de pilotage Société Publique Locale d'Aménagement (SPL LRAD)

Monsieur le Président

Nous proposons comme représentants titulaires Madame Marsala, Monsieur Cousquer et Madame Barthas-Orsal. Adoptée.

Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.

A l'issue d'un vote à main levée la liste proposée par le Président est élue à l'unanimité des voix exprimées (3 abstentions).

Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO)

Monsieur le Président

Nous proposons comme représentant titulaire Monsieur Dudieuzère. Adoptée à l'unanimité moins trois abstentions.

Pierre DUDIEUZERE

Merci de votre confiance. Cela me va droit au cœur. J'ai tout le parcours nécessaire pour défendre les oiseaux. Je rappelle que je suis un ancien armurier. Champion de ball-trap. Mais je sais reconnaître une bécasse d'un flamand rose. Il y en a un au premier rang.

Monsieur le Président

Evitez de vous donner des noms d'oiseaux.

Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.

A l'issue d'un vote à main levée, le candidat proposé par le Président est élu à l'unanimité des voix exprimées (2 abstentions).

Association des Villes et Collectivités pour les Communications Electroniques et l'Audiovisuel (AVICCA)

Monsieur le Président

Nous proposons comme président Abdi El Kandoussi. Qui est contre ? Unanimité moins trois abstentions.

Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.

A l'issue d'un vote à main levée, le candidat proposé par le Président est élu à l'unanimité des voix exprimées (3 abstentions).

Ligue Occitanie Handball (LLRHB)

Monsieur le Président

Nous proposons comme titulaires Jean-Luc Meissonnier et Thierry Quilès. Adoptée.

Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.

A l'issue d'un vote à main levée la liste proposée par le Président est élue à l'unanimité des voix exprimées (2 abstentions).

Association des universités de France

Monsieur le Président

Nous proposons comme représentante Chantal Marion et comme suppléant Max Levita. Trois abstentions. Nous reportons le vote.

Affaire reportée

AFFAIRE N° 8 : ADMINISTRATION GENERALE, CONTENTIEUX ET AFFAIRES JURIDIQUES - COMMISSION DE DELEGATIONS DE SERVICE PUBLIC (CDSP) ET COMMISSION D'APPEL D'OFFRES (CAO) - ÉLECTIONS - FIXATION DES CONDITIONS DE DEPOT DE LISTE

Monsieur le Président

Nous voterons sur cette affaire lors de la prochaine séance. Nous votons aujourd'hui simplement le principe. Il faut présenter des listes. Il y a trois abstentions. Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité voix exprimées (trois abstentions).

Se sont abstenus : M. D. BOUMAAZ, Mme A. LLEDO et M. H. MARTIN

AFFAIRE N° 9 : FINANCES - TAXE DE SEJOUR INTERCOMMUNALE – INSTITUTION

M. J. MALEK et M. E. PENSO sortent définitivement de séance. M. A. MOYNIER sort également définitivement de séance et laisse un pouvoir à M. Y PELLET. M. E. PENSO n'est plus représenté.

M. Y. PELLET sort également définitivement de séance et laisse un pouvoir à M. G. PASTOR.

M. A. MOYNIER n'est plus représenté.

Max LEVITA

Nous avons parlé déjà longuement de cette taxe et je vous propose de l'instaurer ce soir. Je n'insisterai pas sur l'importance économique de cette compétence que vous avez accepté de transférer à la Métropole au 1^{er} janvier 2015. À l'heure actuelle il y a neuf communes qui perçoivent cette taxe. Il s'agit de Castries, Clapiers, Fabrègues, Juvignac, Lattes, Montpellier, Pérols, Saint Jean de Védas et Villeneuve-lès-Maguelone. Nous voulons optimiser la ressource afin de mettre au point un schéma de développement du tourisme sur notre Métropole qui serait bienvenu pour des raisons économiques qui paraissent évidentes. Je précise que la compétence tourisme était exercée par Chantal Marion et qu'elle est maintenant exercée par Gilbert Pastor qui vous présentera prochainement la politique touristique que la Métropole a mettre en place. Nous avons accédé à un certain nombre de demandes de communes qui émettaient des réserves sur l'institution. Nous avons accepté, puisque vous transférez des ressources, de transférer l'année 2017 qui devrait être la plus favorable pour les communes. Donc, nous ferons les calculs lors d'une prochaine commission locale d'affectation.

Ce soir, nous établissons cette taxe. Je vous rappelle qu'elle est perçue au réel pour l'ensemble des organismes qui reçoivent et que, pour faciliter sa perception, et à la demande insistante du Maire de Villeneuve-lès-Maguelone, elle sera au forfait pour les ports de plaisance, les terrains de camping, et les terrains de caravaning. Elle sera calculée avec un abattement de 20 %. On prend le nombre de jours d'ouverture multiplié par le taux, moins 20 %. Je rappelle que nous avons un problème avec les plates-formes de location de type *airbnb* qui présentent un certain nombre de difficultés pour les organisations hôtelières. J'ai donc promis, en votre nom, Monsieur le Président, que nous voterions une délibération sur les conditions de fonctionnement de ces plates-formes. Elles vous seront présentées très prochainement car elles posent de nombreux problèmes juridiques. Mais nous devrions être prêts très prochainement. Une série d'études ont été lancées, il y a un schéma de développement et d'aménagement touristique qui va être lancé et que Gilbert Pastor vous présentera dès que les études seront terminées. Il y a également une étude concernant les loisirs de pleine nature. Il y a également une étude concernant la culture et l'art contemporain et, enfin, une étude sur l'œnologie pour développer le schéma touristique sur notre territoire.

Si le vote est positif, il est clair que nous demanderons un vote de confirmation aux neuf communes qui ont

un office de tourisme. Les autres communes ne sont pas concernées. Merci de voter pour les tarifs proposés. Ces tarifs ayant été présentés aux organisations syndicales hôtelières, elles n'ont fait aucune remarque, sinon la remarque concernant *airbnb*.

Cyril MEUNIER

Sur cette affaire, il y a la délibération qui fixe les conditions d'une taxe intercommunale de séjour et il y a ensuite la décision de chacune des communes qui est susceptible de transférer sa taxe. À ce titre, la commune de Lattes vous a prévenu, par lettre recommandée, qu'elle ne transférera pas sa taxe à la Métropole étant donné que nous avons une politique touristique propre qui se finance dans le cadre de la loi, par l'utilisation du fruit de notre taxe de séjour. Nous garderons donc la taxe de séjour au niveau de la commune de Lattes et nous avons, durant le passage à la Métropole, transféré le personnel et les ressources liées à l'office du tourisme dans le cadre de l'action d'accueil réalisé sur la commune par l'office du tourisme intercommunal. Mais, pour le reste, nous garderons notre autonomie, en raison des particularités de notre commune. Nous avons, particulièrement, le musée, qui est un outil intercommunal puisqu'il est en gestion de la Métropole depuis près d'une dizaine d'années. Nous avons également l'étang du Méjean qui reçoit énormément d'activités et un pôle réceptif lié à notre pôle hôtelier et à notre pôle de camping, avec lequel nous travaillons, la main dans la main, à l'utilisation du fruit de notre taxe de séjour. L'espace naturel du Méjean ne bénéficie d'aucune subvention de la Métropole malgré l'intérêt général que cela peut avoir pour l'ensemble de la Métropole et son offre touristique. Nous ne souhaitons pas non plus qu'il soit considéré, comme cela était le cas dans de nombreuses études ou débuts d'études de la Métropole, comme un lieu touristique parce que c'est avant tout un espace naturel protégé. Pour lequel nous nous battons depuis des années afin de maîtriser la fréquentation et la qualité des usages qui sont réalisés. Concernant le musée, je rappelle, parce qu'il faut le dire, que le musée de Lattes a été transféré à notre intercommunalité, Métropole aujourd'hui. Son budget avoisinant les 850 000 euros de fonctionnement par an, dont 500 000 euros donnés dans le cadre des attributions de compétences, par la commune de Lattes. Cela fait ainsi quelques années que nous n'avons aucun droit de regard sur l'ensemble des actions qui s'y passent, en particulier de communication. Malgré la participation de la commune de Lattes au financement, à l'origine, de ce musée, je n'y tiens pas particulièrement mais on ne m'a encore jamais proposé un seul édito à côté de celui du Président de la Métropole. Donc, nous garderons notre taxe de séjour, et ne la mettrons pas dans le pot commun.

Anne BRISSAUD

Mon intervention de ce jour fait suite à celle que j'avais faite l'an dernier sur le même sujet. Cette fois, vous avez consulté les différents organismes et représentants acteurs du tourisme. Je vous en félicite. D'autant que vous semblez être parvenus à un accord et que vous avez permis à certains élus présents ici de changer d'avis. C'est le cas de Lattes qui, l'an dernier, avait largement défendu le transfert de cette taxe à la Métropole. Cet accord concerne non seulement les conditions d'application de la taxe, mais aussi de perception et est conditionné, comme l'a rappelé Max Lévi, à l'application de cette taxe aux locations de meublés. Sur ce sujet de la location de meublés, nous en avons parlé, en commission, et il s'agit effectivement des plates-formes telles que *airbnb*, *abritel* ou *BedyCasa*. Je souhaiterais aujourd'hui savoir quels sont les moyens mis en œuvre pour répondre à cette attente et remplir les conditions de la négociation et en même temps quand vous pensez que l'application et le prélèvement de cette taxe auprès de ces plates-formes sera possible. Afin de remplir notre part du marché avec les organismes de tourisme.

D'autre part, je rappelle que cette négociation était importante parce qu'elle concerne aussi l'augmentation de cette taxe de séjour. Non seulement, elle est appliquée à plus d'établissements mais, en plus, elle augmente. Donc, je rappelle que je regrette que les prix ne soient pas présentés dans la délibération et que le montant de la taxe appliquée en 2016 ne soit pas présent, alors que je pense que cela pourrait apporter un éclaircissement à nos concitoyens.

Enfin, mon intervention d'aujourd'hui ne concerne pas que ce sujet. En commission, nous avons eu des échanges, et je voudrais ici poser des questions claires concernant la redistribution de cette taxe aux communes, par le biais d'une compensation financière. Les réponses qui m'ont été apportées en commission ne m'ont pas du tout éclairée et je veux absolument que les citoyens sachent de quoi il s'agit. Je comprends que certaines communes qui ont fait des investissements et n'ont pas encore amorti ces investissements puissent demander une compensation financière du fait que la compétence est maintenant transférée à la Métropole. Du fait de ce transfert, le budget concernant le tourisme est directement lié à la perception de cette taxe puisqu'on ne peut pas percevoir une taxe s'il n'y a pas un objet clair (objectif que l'on ne connaît pas encore à ce jour). Il faut que l'on nous dise quand nous disposerons d'un plan de cohérence touristique, de développement. Je pense que c'est bientôt mais il faut nous dire quand vous comptez présenter ce plan. Ensuite, il faut nous dire quel est vraiment l'objet de cette compensation. À partir du moment où il n'y a plus de charges pour les

communes concernant la compétence tourisme, je ne vois pas pourquoi il y aurait des recettes. Je ne veux pas parler de l'équilibre budgétaire, qui n'est pas, pour moi, le plus important. Pour moi, le plus important c'est la justice budgétaire et fiscale et la manière dont le perçoivent nos administrés. Comment expliquer à nos administrés que l'on prélève une taxe à la Métropole qui sert à effectuer notre travail et que cette taxe soit reversée aux communes. Si on ne met pas en face, sous forme de compensation financière, une direction claire pour indiquer à quoi cette compensation financière va servir. Et si ce n'est pas pour financer des investissements réalisés. Dans ce cas, il est nécessaire de donner la durée des investissements et le montant, par commune, des investissements réalisés qui ont servi au tourisme et ne serviront plus à partir du moment où c'est la Métropole qui récupère la compétence pour ces communes. Vous nous avez dit, Monsieur Lévit, que c'était une compensation financière ad vitam. Qu'il n'y avait pas de compensation financière limitée dans le temps et que ces communes qui, aujourd'hui, transfèrent cette recette à la Métropole, sont compensées financièrement. Or, je ne comprends pas cette compensation à partir du moment où elles n'ont plus la compétence tourisme. Ce n'est absolument pas contre les communes mais plus pour avoir de la lisibilité pour nos concitoyens et pour, justement, faire attention à l'argent des Français en général.

Joël RAYMOND

Par rapport à une observation que j'avais faite à la Conférence des Maires sur cette délibération, j'avais interpellé Monsieur Lévit, puisqu'il nous avait présenté cette information de manière un peu plus détaillée, en nous expliquant que, pour les terrains de camping et de caravanage, il s'agissait d'un forfait. Or, le tableau, tel qu'il est présenté encore aujourd'hui, ne présente pas, à mes yeux, un forfait. Il présente un montant lié à une déclaration du propriétaire du camping concernant la durée de la présence. Si je n'ai pas bien compris, je m'en excuse. S'agit-il bien d'un forfait pour l'hébergement extérieur comme le camping ou cela prend-il en compte la durée, par journées, sur déclaration.

Monsieur le Président

Je m'adresse aux journalistes pour remarquer que, au début de votre phrase, vous avez indiqué que cette discussion avait eu lieu lors de la dernière Conférence des Maires. Je vous remercie d'indiquer qu'elle existe. Et que, donc, le pacte de confiance des Maires se poursuit.

Joël RAYMOND

La Conférence des Maires se réunit.

Monsieur le Président

C'est un des actes du pacte de confiance des Maires.

Joël RAYMOND

Vous avez raison, vous le lisez de manière positive. Mais, si on le lit de manière négative, on peut dire que, quoi que l'on dise à la Conférence des Maires, on voit bien que cela ne change rien. C'est donc une appréciation. Chacun pourra juger.

Monsieur le Président

Effectivement, on peut voir le verre à moitié plein ou à moitié vide. Moi, je suis un optimiste de l'humanité. Je ne regarde pas les ténèbres, mais la lumière.

Djamel BOUMAAZ

Je m'interroge moi aussi sur le transfert des compétences, la quote-part et la compensation par rapport aux communes.

Gilbert PASTOR

Je serai peut-être un peu long mais je voudrais rappeler un certain nombre de choses. Certains nouveaux élus n'ont pas intégré complètement comment s'effectue le transfert de compétences. C'est le cas également pour des anciens élus. Lorsque l'on fait un transfert de compétences, on fige cette somme au jour des transferts. On réalise l'équilibre et ces sommes sont ensuite figées dans l'attribution des compensations, ad vitam aeternam. C'est pour cela que, dans certains cas, les équipements transférés coûtent plus cher à la Métropole qu'au moment où on les a transférés. Cet enjeu financier est donc tout à fait transparent et normal. Les communes qui perçoivent la taxe de séjour avaient une recette. Mais, avec cette taxe, en général, on finançait un office de tourisme. Cet office de tourisme a été transféré, déjà, à la Métropole. Le personnel a été transféré et pris en charge par la Métropole. En compensation, jusqu'à aujourd'hui, on transférait la taxe de séjour que l'on percevait à la Métropole pour compenser cette dépense. À partir de maintenant, cela sera figé sur la somme. C'était une demande de plusieurs communes. Normalement, dans ces transferts, on prend toujours les trois

années précédentes. Et, là, vous avez accepté que l'on ne prenne que la dernière année ce qui semblerait favoriser la plus grande majorité des communes. Je vous en remercie. Le transfert va donc s'effectuer après les sommes perçues en 2017 dans la plus grande transparence.

Or, certains utilisaient un peu cet argent pour faire autre chose que du développement touristique. Nous avons connu la même chose avec la M 14, concernant l'assainissement. Les gens encaissaient la taxe et faisaient autre chose. Là, la taxe va aller directement dans un chapitre particulier qui financera l'office de tourisme. Je vous rappelle qu'il est métropolitain maintenant et qu'il vit des taxes de séjour que l'on reverse mais aussi des subventions. Sinon, il n'équilibre pas son budget.

L'objectif que m'a fixé le Président, et auquel je souscris complètement avec Jean-Luc Cousquer qui préside l'office du tourisme, est que l'on réussisse à avoir suffisamment de recettes pour équilibrer l'ensemble des dépenses engagées dans le cadre du tourisme. Je rappelle que nos concitoyens ont ainsi une vision complètement transparente. À moins qu'ils aillent passer une nuit dans des cabanes à Castries ou dans un hôtel à Montpellier parce qu'ils ont un peu trop bu le soir, ils ne paient pas la taxe de séjour. Ce sont les touristes qui viennent sur notre territoire qui la payent. Pour eux, c'est indolore. Et, quand vous allez à Paris, si vous prenez une chambre, on vous dit que c'est 172 euros pour deux jours et on vous ajoute les 2,80 euros ou 3,20 euros de taxe de séjour. Et vous trouvez cela normal. Personne ne le conteste. Et c'est tout à fait normal. La grosse difficulté que nous avons c'est que cette taxe fait l'objet d'un reversement volontaire. On doit donc faire la chasse, pour la percevoir, à ceux qui essaient de la minorer, par rapport à ce qu'ils ont encaissé. Je sais qu'avec Jean-Luc Cousquer, puisque nous avons déjà parlé de ça, nous devons mobiliser du personnel à ce sujet, pour réussir sans doute à doubler la taxe de séjour que nous percevons actuellement sur notre territoire.

Grâce à cela, nous allons pouvoir assurer la promotion du territoire. En tant que commune de Castries, nous voterons cette délibération. Puisqu'il n'y a que les neuf communes qui ont instauré la taxe de séjour qui peuvent s'y opposer. Mais comment fera-t-on avec une commune, pour notre propagande, notre signalétique ? Le cabinet qui va nous accompagner dans cette réflexion vient d'être choisi et va commencer son travail, début octobre, par des ateliers thématiques où les gens seront invités à participer. Sous la responsabilité de Sophie Salelles, directrice de ce service. Je m'interroge sur les raisons profondes qui ont conduit Cyril à prendre sa position. J'aimerais que tu reviennes à une position plus raisonnable. Parce que tu as dit une chose très intéressante, en disant que, lorsque tu as transféré le musée de Lattes, on a imputé une compensation de 500 000 euros (qui est toujours la même) mais que, actuellement, le budget était de 850 000 euros. Donc, si tu n'avais pas transféré le musée, actuellement, cela te coûterait 350 000 euros de plus qu'au moment du transfert. Ce qui n'est pas négligeable. Je voulais te le faire gentiment remarquer. Nous allons devoir réfléchir comment expliquer aux gens que nous avons un village gaulois dans la Métropole, qui s'appelle Lattes. Nous ne pourrions pas, en effet, pour des questions d'équité, traiter de la même manière, à moins que le Président m'y oblige, les gens qui participent financièrement et les autres. Qui veulent encaisser la recette. Car tu as quand même transféré le personnel. Alors il va falloir le rendre.

Cyril MEUNIER

Cher Gilbert, j'ai transféré le personnel, en même temps que la recette. Donc, tu as de quoi le payer. La promotion touristique de ces équipements et de ces hébergements, ainsi que la signalétique touristique qui ne dépendent pas du jalonnement qui est de notre compétence seront assumés par la commune elle-même. Concernant la stratégie de développement de la Ville en matière de tourisme, elle sera assumée sur notre taxe de séjour. Si tu as du mal à expliquer dans le schéma touristique pourquoi il y a un village gaulois qui n'en fait pas partie, je peux te dire que ma difficulté, à expliquer pourquoi Lattes ne fait plus partie du syndicat SYBLE alors que c'est la commune qui reçoit le bassin versant des 7 cours d'eau, sera encore plus grande. Vous avez été nombreux à voter pour la liste dont je ne faisais plus partie et cela ne vous a pas posé de soucis. Donc, je pense que je devrais pouvoir trouver les arguments pour expliquer pourquoi les élus de la Métropole ont sorti la commune de Lattes du syndicat.

Max LEVITA

Je répondrai rapidement à Monsieur Raymond. Concernant les ports de plaisance, les terrains de camping, de caravanning, nous calculerons de manière très simple. Nous calculerons le nombre de jours durant lesquels ils sont ouverts et les multiplierons par 0,64 avec la taxe qui va au Département, de 0,70 avant d'enlever 20 %.

C'est cela le forfait. C'est inscrit dans la délibération. Madame Brissaud, j'espère que vous avez été convaincue par les explications de Monsieur Pastor. Je ne peux pas dire plus que lui.

Anne BRISSAUD

Je vous parle de la compréhension du public. Or vous restez dans la technique. Vous indiquez que les jeunes élus ne peuvent pas comprendre. Peut-être êtes-vous trop dans vos « trucs de vieil élu », avec certaines pratiques. Pourquoi nous traitez-vous de jeunes élus ? Peut-être que nous sommes juste des citoyens qui essayons de comprendre et peut-être que si nous ne comprenons pas c'est parce que cela n'est pas clair. Monsieur Pastor, chaque fois que l'on dit que l'on veut comprendre, que ce soit clair, vous dites que nous sommes jeunes et que nous manquons d'expérience. Ce n'est pas une réponse. En tant que Montpelliéraine, tout simplement, je trouve qu'augmenter la taxe de séjour n'est pas un bon signe pour Montpellier. Nous n'y reviendrons pas puisque les acteurs semblent satisfaits de l'accord. Mais en échange d'une équité, qui n'a pas encore été garantie, sur l'application de cette taxe aux meublés.

Par ailleurs, un ancien élu est peut-être habitué, comme vous le dites, à un certain fonctionnement que vous appelez un fonctionnement normal mais, moi, je vous dis qu'il n'y a rien de normal à avoir des recettes pour une compétence que l'on n'a plus. Si le tourisme est géré par la Métropole, les recettes doivent aller à la Métropole. Je ne vois pas en quoi il serait logique de les restituer aux communes qui ne perçoivent plus la taxe. C'est une compensation financière donc c'est bien de l'argent que vous restituez.

Max LEVITA

C'est très simple, je ne comprends pas que cela ne soit pas clair pour vous. Il faudrait que je reprenne des études de pédagogie. Il y a longtemps que je n'en n'ai pas fait. Je n'ai peut-être pas été un bon prof.

Anne BRISSAUD

Je ne vous demande pas d'être un prof. Je vous demande d'être un élu. C'est différent.

Max LEVITA

La Ville de Montpellier touchait une taxe de séjour. Avec cette taxe, elle la transmettait à l'office de tourisme qui exerçait. La Ville de Montpellier transfère, avec les huit autres communes que j'ai citées, à la Métropole. Donc, nous transférons tous. Et donc la recette pour exercer la compétence que nous n'exercerons plus. C'est simple. C'est un principe de neutralité budgétaire, au moment où le transfert a lieu. Après, dans le temps, soit la taxe de séjour que la Métropole touchera à la place des autres communes va augmenter considérablement et ce sera un bien pour la Métropole, soit elle va diminuer, et ce sera tant pis pour la Métropole. Nous n'avons rien inventé. C'est le principe. C'est la loi qui traite de cette neutralité budgétaire. A un moment donné, il faut que vous soyez d'accord, comme l'a dit Gilbert, sur le fait que ce ne sont pas les trois années qui sont prises en compte mais, à la demande des communes, la dernière année, ce qui semble plus favorable. La Métropole est d'accord pour cette prise en compte favorable. Parce que nous considérons que nous ferons peut-être un peu mieux au niveau de la Métropole que simplement au niveau des neuf communes. Même si c'est peut-être contestable.

Anne BRISSAUD

Je vous demande ce que vous entendez par le fait de favoriser.

Max LEVITA

Monsieur Cousquer, qui préside l'office du tourisme, avec la somme qui lui est allouée, va avoir une certaine politique. La taxe est affectée et ne peut pas être affectée à autre chose. S'il reçoit plus, il aura une politique plus large. Avec la taxe, nous espérons pouvoir lui donner les moyens d'une politique adéquate.

Anne BRISSAUD

Dans le sens du transfert des communes vers la Métropole, je comprends. Ce n'est pas le problème. Évidemment, si la compétence touristique est à la Métropole, il est normal que ce soit elle qui perçoive les recettes de la taxe de séjour. Je parle de la compensation financière de la Métropole en direction des communes. Elle n'est pas claire.

Max LEVITA

Il n'y a pas de compensation financière. C'est la commune qui transfère à la Métropole la taxe. Si vous allez dans un hôtel de la Métropole, vous paierez la taxe et elle viendra directement à la Métropole.

Cyril comme, là, tu considères qu'on t'a fait du mal, tu te venges. Dans ton exposé tout à l'heure tu as parlé de rationalité. Or, la rationalité me paraît totalement absente de ta position. Mais la vengeance, cela existe. Mais, comme l'a dit Gilbert, tu vas poser des problèmes délirants puisque, dorénavant, on va avoir une politique générale et il faudra mettre une frontière. C'est absurde. D'autant que tu nous as donné 41 731 euros qui sont définitifs.

Cyril MEUNIER

Qui sont définitifs, qui couvrent le salaire et les éditions touristiques qui étaient réalisées. Donc, je participe aux éditions touristiques depuis le début. Pour répondre à ta réflexion, ce n'est pas une vengeance. Mais tu comprends bien, parce que tu es un vieil élu, comme moi, que quand tu fais un transfert des sommes qui sont conséquentes, parce que j'ai un très gros parc hôtelier de camping, à une intercommunalité, il faut que tu sois en confiance avec elle pour que le retour sur ta commune soit au moins au niveau de ce que tu transfères. Si tu transfères, comme un petit office du tourisme, quelques milliers d'euros, c'est différent mais quand tu transfères des montants comme celui de Villeneuve-lès-Maguelone ou de Lattes, ce n'est pas pareil. Cela concerne des dizaines de milliers d'euros. Il faut savoir à quoi était utilisée, dans la commune, la taxe de séjour. Pour ma part, je l'utilisais pour une grande part de dépenses qui ne seront pas prises en charge par la Métropole. Cela concerne des activités d'animation. Tout à fait dans le cadre de la loi. Si je transfère cette somme, de fait, je remets dans mon budget général. Or, cette recette concerne des dépenses qui étaient déjà couvertes. Ce qui peut expliquer une difficulté de compréhension. Par contre, quand, dans le transfert, j'ai mis la fonction propre du bureau d'accueil, à Lattes, avec les personnels, et les éditions, tu as raison, pour environ 42 000 euros, cela me donne droit, normalement, et aux professionnels de Lattes, à être présent pour expliquer dans les bureaux d'accueil et être présent dans les brochures. Pour les autres actions que vous entreprendrez, soit nous nous associerons et trouverons des solutions pour le faire entre l'office intercommunal et la commune, soit nous ne nous associerons pas et nous continuerons notre travail.

Max LEVITA

Donc, Monsieur le Maire, vous acceptez de considérer que, sur ce point précis, c'est bien une rupture définitive. Car c'est définitif. Vous ne pourrez pas revenir, après. Vous prenez la décision que vous voulez mais après vous ne pourrez pas revenir en arrière.

Cyril MEUNIER

Je suis un grand optimiste, grand fédéraliste et, comme je l'ai dit dans la presse, « trop bon trop con ». Mais à force que l'on me tape dessus, ce ne sont plus des dommages collatéraux mais un dommage principal. En plus de ce qui s'est passé concernant le syndicat, je te confirme que le climat de confiance a été cassé et je ne vais donc pas m'amuser à mettre pratiquement plus que 150 000 euros dans la besace commune sans avoir aucune garantie que Lattes, malgré tout l'amour qu'on lui porte, à la présidence de la Métropole, puisse être certaine d'avoir autant de retour sur son budget.

Max LEVITA

C'est un procès d'intention. Tu as parlé de rationalité tout à l'heure et cette décision me paraît totalement irrationnelle, basée sur la vengeance. C'est ton droit. Madame Bérégé m'a fait remarquer que tout à l'heure j'ai dit une erreur. Seules les communes qui ne sont pas d'accord délibèrent. Parmi les neuf. Il semble que pour l'instant il n'y a que toi et donc il n'y a que toi qui devras délibérer sur le refus de cette taxe. Les autres communes, si elles acceptent, ne sont pas concernées. Dans un délai de deux mois après la délibération.

Gilbert PASTOR

Concernant la question soulevée par Madame Brissaud et les locations de meublés, avec *airbnb*, j'indique, comme vous l'avez vu dans la presse, sans doute, qu'Anne Hidalgo, à Paris, est en train, également, de travailler sur ce sujet, pour voir comment faire rentrer cet argent. Le problème n'est donc pas local mais se pose partout.

Max LEVITA

Vous avez tout à fait raison. Il s'agit même d'un problème international, comme à New York. Ou Los Angeles. Berlin a même totalement interdit l'activité. Cela concerne également Paris, Lyon, etc. Certains évoquent un zonage mais c'est très compliqué et il y a des difficultés juridiques. Mais nous présenterons cette délibération avant la fin de l'année. Si vous votez la taxe de séjour, elle sera applicable à partir du 1^{er} janvier. Compte tenu du fait que Montpellier est vraiment organisé pour la perception de cette taxe, nous proposons que les moyens humains transférables à la Métropole soient évalués en considérant ceux de la Ville de Montpellier avec un équivalent temps plein et un logiciel sachant que les autres communes seront évaluées à un euro symbolique.

Monsieur le Président

Nous mettons aux voix. Qui est contre ? 5 contre. 8 abstentions. C'est adopté.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (cinq contre et huit abstentions).

Ont voté contre : Mme C. DONADA, Mme I. GIANIEL, Mme A. LLEDO, M. C. MEUNIER, M. E. PAS-TOR.

Se sont abstenu(e)s : M. P. BONNAL, M. D. BOUMAAZ, Mme A. BRISSAUD, Mme M. CASSAR, Mme M.-C. PANOS, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. J. VERA.

AFFAIRE N° 10 : FINANCES - TAXE POUR LA GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES ET LA PREVENTION DES INONDATIONS - INSTITUTION - APPROBATION

Max LEVITA

Suite à l'intervention du Maire de Montaud, nous avons une administration compétente et dévouée qui a vérifié. D'après l'article 1530 bis du Code général des impôts, nous avons parfaitement le droit de fonctionner comme nous vous le proposons. Certes, nous aurons la compétence à partir du 1^{er} janvier 2018 mais rien n'interdit, d'après cet article, de délibérer. Sans quoi, nous perdrons une année de taxe. Si nous proposons d'instaurer cette taxe c'est parce qu'elle paraît fondamentale.

Pour l'instant, la loi nous transmet cette compétence que nous n'avons pas demandée mais s'applique de droit. Vous avez les quatre compétences qui sont indiquées. Il s'agit de l'aménagement des bassins hydrographiques, de l'entretien des cours d'eau, de la défense contre les eaux et la submersion marine, de la restauration des écosystèmes, et des zones humides. À l'heure actuelle, avant le 1^{er} janvier 2018, la Métropole est compétente, pour un certain nombre d'actions, qui vous sont projetées. La lutte contre les inondations dans la vallée du Lez et de la Mosson, la mise en œuvre d'actions du SAGE et du PAPI, la définition de la politique globale, etc. Au 1^{er} janvier 2018, la Métropole devient responsable de toute la gestion des milieux aquatiques, de la prévention des inondations, sur la totalité du territoire. J'ajoute que les élus de la Métropole et en particulier le Président et peut-être même le Vice-président, seront responsables, y compris pénalement, de la prévention des risques susceptibles de porter préjudice aux populations et aux milieux naturels concernés, sur l'ensemble du territoire. Le Maire de Lamalou est par exemple actuellement mis en examen. Ce n'est donc pas une plaisanterie. Je vous rappelle certaines des inondations qui se sont produites récemment sur notre territoire, sur la route de l'aéroport, le rond-point de Richter, l'avenue Maurin, l'avenue de l'industrie aux Près d'Arènes, la voie Domitienne où des personnes âgées sont malheureusement décédées. Des trains qui ont été bloqués avec 3 000 passagers, l'hébergement d'urgence à l'hôtel de Ville, le stade de la Mosson, le rond-point de l'aéroport, le quai du Pirée, etc. A Grabels, également, même si je n'ai pas de photo. Vous vous en souvenez.

Les nouvelles compétences ont des implications pour la Métropole. Il s'agit en premier lieu d'entretenir les ouvrages hydrauliques transférés par l'État, de financer les études de danger et de classement en système d'endiguement. D'élaborer un plan d'action pluriannuel répondant aux missions GEMAPI sur l'ensemble du territoire.

Monsieur le Président

C'est un transfert des compétences de l'État sur les collectivités. L'État se décharge sur les collectivités. Pour le faire, il crée une taxe, qui est déjà présente cette année, sur la feuille d'impôt des citoyens mais avec zéro point puisque nous n'avons pas délibéré sur la création de la taxe et sur son niveau.

Max LEVITA

Il s'agit de démarrer la mise en place du programme d'action et de prévention PAPI sur le bassin de l'Or, d'engager les études pour la réalisation du schéma hydraulique du Verdanson, de se doter des moyens humains nécessaires à l'exercice de cette compétence. Comme vient de le dire le Président, l'État nous transfère cette compétence et ne nous transfère pas de ressources pour l'exercice des compétences transférées. Nous aurons simplement la possibilité d'instaurer cette taxe. Compte tenu de la lourdeur des investissements réalisés (nous avons fait une étude rapide avec nos services et les investissements réalisés dans la durée du mandat présidentiel représentent plus de 50 millions d'euros), une étude plus fine augmentera sans doute sensiblement ces montants. Compte tenu de ces éléments et des responsabilités et de l'exercice des compétences, la majeure partie des collectivités concernées prévoient d'instaurer cette taxe. Je vous indiquerai ultérieurement le détail. Afin de préserver la soutenabilité des budgets déjà contraints (et puisque le gouvernement a déjà présenté les premiers éléments de financement pour l'année 2018 mais que nous ne savons pas encore exactement à quelle "sauce nous allons être mangés" même s'il y a un contrat qui sera proposé) nous devons transférer des ressources pour exercer cette compétence. De plus, si nous n'intervenons pas dans ce domaine, il faudra faire intervenir l'emprunt. Or, en fonction de ce que l'on sait du nouveau contrat financier qui sera présenté aux collectivités concernées, il y aura 1,2 % d'augmentation du budget de fonctionnement et nous serons surveillés sur notre capacité d'endettement. Le Préfet surveillera qu'elle soit inférieure à six ans.

Je vous demande en premier lieu d'installer la taxe. Dans un prochain rapport, nous voterons sur le montant de la taxe. Nous introduisons donc la taxe avant de déterminer le produit nécessaire pour exercer cette compétence. Montpellier Méditerranée Métropole a émis un engagement pour ne pas augmenter la fiscalité à périmètre de compétence constant. Nous choisissons donc de financer par la taxe les dépenses obligatoires nouvelles. Comme c'est une taxe, elle sera contrôlée par les services de l'État.

Le plafond de ce produit a été fixé par la loi. Il est à 40 euros par habitant au sens de la DGF soit 40 que multiplie 450 000. Cela représente le montant maximum que nous pouvons lever. Cela représente 18 millions d'euros pour la Métropole. La notion d'habitants ne sert qu'à déterminer ce plafond. Je vous proposerai dans une future délibération un plafond inférieur à ce montant de 18 millions d'euros.

Ce soir vous ne votez pas le montant de la taxe car ce n'est pas nous qui le fixons. Nous ne fixons que le produit. Dans un deuxième temps, l'État répartira le montant que nous voulons récupérer sur les quatre impôts locaux, taxe d'habitation, taxe sur le foncier bâti, sur le foncier non bâti, cotisation foncière des entreprises. À proportion de ce qu'elles rapportent à l'heure actuelle. Ce sont donc les services de l'État qui feront le calcul. Je vous propose donc d'abord de débattre sur l'instauration de la taxe.

Michelle CASSAR

Monsieur le Président, je ne suis pas du tout d'accord avec ce qu'a dit Max Lévit. Je maintiens que toutes les communes, EPCI, qui prendront la compétence GEMAPI au 1^{er} janvier 2018 sont aujourd'hui dans l'impossibilité juridique d'instaurer la taxe correspondante dès l'année prochaine. Cette difficulté a été identifiée par la DGCL qui indique que les délibérations devraient pouvoir être prises d'ici au 1^{er} février 2018 au lieu du 1^{er} octobre 2017, date butoir pour le vote des taux des taxes. Aujourd'hui, nous n'exerçons pas cette compétence. Nous ne pouvons donc pas prendre une telle délibération, qu'elle soit de principe, pour instaurer une taxe, ou encore moins pour en fixer le montant. Prendre une telle délibération serait faire courir le risque à notre Métropole de se voir engager dans un recours pour vice de compétences. Les EPCI issus de la fusion au 1^{er} janvier 2017 ont déjà été confrontés à ce problème. C'est pourquoi la loi de Finances rectificative pour 2016 avait prévu, dans son article 76, que ces délibérations instaurant cette taxe pouvaient être prises jusqu'au 15 janvier 2017. Certes, cette dérogation pourrait être reprise et reconduite dans le cadre de l'exercice obligatoire de la compétence GEMAPI pour les EPCI au 1^{er} janvier 2018 ce qui, aujourd'hui est notre cas. Dans ce sens, le gouvernement devrait proposer au Parlement, dans le cadre des lois de Finances, une mesure visant à permettre aux EPCI de délibérer jusqu'au 1^{er} février 2018. Toutefois, dans le contexte difficile que connaissent non seulement les contribuables héraultais mais aussi les communes, et avec toutes les mesures annoncées par le gouvernement et leurs conséquences pour le porte-monnaie de nos concitoyens, comme la hausse de 1,7 % de la CSG, le gel du point d'indice pour les fonctionnaires, la baisse des aides au logement, la suppression de nombreux contrats aidés, la forte augmentation des prix du carburant et de l'électricité, l'alourdissement des cotisations des mutuelles et des primes d'assurance, les Maires qui voteront cette nouvelle taxe GEMAPI devront s'en expliquer auprès de leurs administrés. Je sais que les élections municipales n'auront lieu que dans trois ans mais, contrairement à ce que certains pensent, nos concitoyens ont beaucoup de mémoire.

Nous avons, à Pignan, pris des mesures drastiques de lutte contre les inondations. Ces travaux, qui auront duré plus de cinq ans, nous auront coûté plus de 4 millions d'euros, pris sur le seul budget de la commune, sans augmenter les impôts locaux. Grâce à une gestion drastique de nos finances. Alors, pourquoi cela ne serait-il pas possible à la Métropole ? Dans ces conditions, je m'adresse aux Maires et aux élus responsables qui siègent dans cette Assemblée. Ne pénalisons pas nos concitoyens encore plus qu'ils ne le seront. Au moment du vote, pensez à ceux que vous recevez en mairie, à ceux que vous rencontrez dans la rue et qui vous font part des difficultés qu'ils rencontrent au quotidien. Ne les mettez pas plus en difficulté qu'ils ne le sont. D'autant que, je le rappelle, n'ayant pas la compétence, nous ne pouvons pas délibérer. À cet égard, il serait très intéressant de connaître la position du groupe « La République En Marche et apparentés » sur les différentes mesures annoncées qui seront très difficiles à absorber économiquement pour les foyers en difficulté d'autant que la suppression de la taxe d'habitation et la diminution des charges pour les salariés en 2018 ne vont absolument pas compenser les augmentations des taxes et des impôts. Les seuls bénéficiaires seront les grandes fortunes et les employeurs privés.

Djamel BOUMAAZ

J'entends l'argumentation de Monsieur Lévit et je laisserai mes confrères et Maires s'exprimer sur ce sujet, comme l'a si bien fait Madame Cassar, précédemment. J'ai juste une question. Elle peut vous paraître naïve mais elle fait référence à cette taxe supplémentaire. Une taxe prématurée alors qu'on aurait pu attendre au moins jusqu'en 2020. Ma question est très simple. Pourriez-vous nous dire, Monsieur Lévit, devant cette

Assemblée et devant les Français, comme vous le dites si bien, Monsieur le Président : avons-nous toujours de l'argent dans les caisses de la Métropole ? Aujourd'hui, cette taxe que vous mettez en place est prématurée alors que nous pouvions attendre jusqu'en 2020 pour la mettre en place. Avons-nous toujours de l'argent dans les caisses de la Métropole, aujourd'hui ?

Anne BRISSAUD

Si les budgets sont contraints, qu'en est-il du porte-monnaie des habitants de la Métropole ? Vous nous demandez de nous prononcer sur l'institution d'une nouvelle taxe avant même de savoir quels sont les aménagements réellement nécessaires et de quels moyens nous disposons déjà pour mettre en place les nouvelles infrastructures. Sur cette augmentation d'impôts, évidemment, sur le fond et sur le principe, je suis contre. Si nous devons créer systématiquement une taxe à chaque désengagement de l'État sans trouver d'autres solutions, jusqu'où allons-nous aller ? Avez-vous cherché d'autres solutions ? Avez-vous parlé de ce sujet avec chacune des communes de la Métropole, pour éviter cette augmentation d'impôts ?

Par ailleurs, j'attire votre attention sur le fait que cette taxe sera prélevée avec la clé de répartition que vous nous avez très explicitement expliquée en commission des Finances sur la taxe d'habitation, la taxe foncière sur le foncier bâti, la taxe sur le foncier non bâti, et sur la CFE. Or, nous savons que la taxe d'habitation va disparaître pour une très grande partie des Montpelliérains. Or, la GEMAPI portera donc, nous imaginons, après, sur les taxes foncières et sur la CFE. Ce qui signifie que ce sont les propriétaires et les entreprises qui vont porter cette nouvelle taxe pour la plupart des foyers. Et des entreprises. Vous dites que non mais qui va payer ce que ne paiera pas la taxe d'habitation ? La clé de répartition va donc se faire prioritairement sur la taxe foncière et la CFE. Sauf si vous pouvez nous garantir qu'il y aura effectivement suffisamment de contribuables qui paieront encore la taxe d'habitation après les mesures mises en place par votre Président. Je pense donc qu'il est essentiel de revenir sur le fondement d'une nouvelle taxe. Nos priorités, ne l'oublions pas, sont celles des communes de la Métropole et la Métropole n'existe, par essence, que pour servir les communes. Donc, les priorités des communes sont les priorités de la Métropole. Il est très tôt pour voter une nouvelle taxe sans en avoir plus largement discuté avec chacune des communes et peut-être redéfini ses priorités qui semblent un peu échapper aujourd'hui à nos débats.

Paloma PERVENT

Mon intervention concerne les affaires 10 et 11. La GEMAPI impose le transfert de la compétence au 1^{er} janvier 2018. Soit. Mais nous jugeons cela trop rapide et une durée de 12 à 18 mois nous paraît peut-être indispensable pour, premièrement, préciser les contours de la compétence, et avoir une lecture exacte de ce qu'impose réellement la loi. Deuxièmement, déterminer les investissements car, tel que proposé, ils n'ont fait l'objet d'aucune concertation. Et nous nous interrogeons sur les programmes déjà lancés, et notamment sur notre commune, où nous avons des travaux avec le SYLBE et l'Agence de l'eau. Troisièmement, le temps nécessaire pour définir l'impact sur les AC des communes tel qu'envisagé. Une fois de plus, les communes qui ont réalisé des travaux, des aménagements, verront leur AC minorés et seront donc pénalisées par rapport aux communes qui n'ont rien fait. On parle souvent de solidarité dans cette Assemblée et elle s'est d'ailleurs exprimée pour la compétence des gens du voyage. Il faudra peut-être envisager de l'exprimer pour la GEMAPI. Devant toutes ces imprécisions, ces absences de concertation, la commune de Lavérune votera contre ces deux délibérations.

Alex LARUE

Je n'ai rien à ajouter à l'intervention de Madame Cassar qui était très claire notamment sur la mise en garde très explicite de la DGCL et le risque important de contentieux. Donc je pense qu'il serait prudent d'attendre la confirmation par le gouvernement de la possibilité de statuer.

Max LEVITA

Vous plaidez. Vous êtes là pour cela. Nous vous apportons cela. Et vous devriez dire merci. Surtout vous. Votre position est absurde. Madame Cassar, je la comprends. Mais pas vous. Je l'ai dit. Nous estimons que nous avons le droit. Vous estimez que nous n'avons pas le droit. Vous n'avez qu'à porter plainte et le Tribunal Administratif tranchera. Mais nous n'allons pas passer la soirée à discuter de ce point. C'est absurde.

Alex LARUE

Vous m'accusez de récupérer des affaires de la Métropole. Je fais du droit des affaires, je vends des sociétés. Donc, je ne fais pas de contentieux administratif. Deuxième chose, je vais juste vous lire l'extrait de la DGCL.

Max LEVITA

Mais je l'ai lu, Monsieur Larue. Nous l'avons tous lu. La jurisprudence est déjà posée. Vous pinaillez. Que

l'on discute le 29 septembre ou le 15 janvier, je ne vois pas la différence.

Alex LARUE

Ce n'est pas vrai. Je suis désolé, Monsieur Lévit, je dis cela dans l'intérêt de la Métropole.

Max LEVITA

Vous n'avez qu'à porter plainte.

Alex LARUE

Ce n'est pas une intervention politique. Je vous dis juste que je m'en remets aux conclusions de Madame Cassar.

Max LEVITA

Venant de vous, Monsieur Larue, je considère que vous faites de la politique salement. En permanence. En particulier avec vos déclarations sur Madame Jannin. Jamais je ne vous les pardonnerai. Ce que vous avez fait et scandaleux en disant que Madame Jannin avait fait certaines choses tout en appelant ensuite au respect de la présomption d'innocence.

René REVOL

Beaucoup de choses ont été dites et je serai bref. La GEMAPI concerne la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations. On parle de transfert de compétence de l'État. Soyons plus précis. La prévention des inondations, nous avons cette compétence depuis le 1^{er} janvier 2010. Préalablement, c'était les communes qui avaient cette compétence. J'ai été élu Maire en 2008 et nous avons dépensé dans la prévention des inondations, de 2008 à 2010, 2,5 millions d'euros. Maintenant, la gestion des ouvrages est assurée par la Métropole. Cela fait donc maintenant sept ans que nous assumons la responsabilité de la prévention des inondations. Nous assurons cette responsabilité parce que nous sommes maîtres d'ouvrage mais cela est encadré par une action commune avec la Région, le Département, et surtout l'État. Surtout à l'intérieur des programmes d'action de prévention des inondations, les PAPI. Le PAPI nous a permis de traiter le Lez et de faire beaucoup de choses, à hauteur de plus de 50 millions d'euros. Le PAPI 2, que nous avons utilement complété avec son avenant pour les villes de Grabels et de Juvignac, va nous permettre d'intervenir sur la Mosson. Actuellement, est lancée, depuis six mois, la préparation du PAPI 3, à partir de 2020. Chaque fois, l'État, la Région, le Département et la Métropole, seront engagés, la Métropole étant maître d'ouvrage. Comme vous, je constate que l'engagement de l'État diminue. Mais il diminue partiellement et il est toujours officiellement et légalement impliqué dans le PAPI, comme c'est déterminé par une commission nationale dans laquelle l'État est représenté. Cela signifie qu'il faut aborder avec sérieux cette situation et voir que tous les investissements que nous allons développer dans la prévention des inondations sont des investissements croisés. Le fait qu'il y ait la taxe ou pas ne change rien à cette programmation qui a été décidée bien avant de décider une telle taxe. Lorsque nous n'avions pas cette taxe, nous faisons ces financements. Donc, il faudrait nous apporter la démonstration précise que l'on va faire de nouveaux travaux qui dépassent de loin la moyenne des travaux qui ont été accomplis depuis 2010. Je n'ai pas eu, dans la conférence des Maires, où nous en avons parlé, cette démonstration précise. Pour dire que ces travaux sont plus importants que ce que nous avons fait et que, donc, cela nécessite une nouvelle ressource.

Concernant le milieu aquatique, du point de vue de la proportion des dépenses que cela représente, par rapport à la prévention des inondations, c'est entre 10 et 15% de ce montant. Cela ne signifie pas que c'est négligeable mais je me félicite que nous puissions avoir un vrai plan de gestion des milieux aquatiques, à la fois pour préserver la faune et la flore, et pour mieux organiser ces cours d'eau, car cela est lié à la prévention des inondations. Même si ceux qui s'occupaient des inondations et ceux qui s'occupaient des milieux aquatiques avaient parfois des cultures professionnelles antagonistes. Il faut apprendre à travailler cela ensemble. De ce point de vue, je suis inquiet sur la gestion des milieux aquatiques car s'est mise en place l'Agence Française de la Biodiversité, qui va fonctionner avec un financement qui me fait relativement peur et qui doit intervenir à l'intérieur des milieux aquatiques puisque l'AFB est composée à 75 % par l'ONEMA qui, comme son nom l'indique, s'occupe des milieux aquatiques à l'échelle nationale. Or, nous avons appris récemment que l'AFB va être financée en baissant le budget des agences de l'eau de 30 %. L'Agence de l'eau est payée par les redevances que vous payez lorsque vous payez l'eau et l'assainissement. Elles reviennent vers nous dans des proportions considérables. Je pense notamment aux primes concernant l'assainissement. Si nous n'avions pas eu ces primes nous n'aurions pas pu faire l'intercepteur Est-Ouest et nous ne pourrions pas faire, demain, l'investissement à MAERA. Il va donc falloir se battre pour obtenir ces financements alors que le budget initial sera baissé de 30 %. Dans ce contexte, il y a une bataille nationale à mener pour que l'on ne se contente pas de dire que l'on donne la GEMAPI aux EPCI et qu'ils doivent se débrouiller. La question est beaucoup

plus compliquée. C'est une bataille nationale qu'il faut structurer et il faut mobiliser le gouvernement, le Parlement et tout le monde pour avoir une vraie stratégie nationale à ce sujet. Voilà ce que je voulais apporter comme précisions sur ce dossier.

Hervé MARTIN

Sans refaire tout le débat qu'il y avait eu au moment de la création de la Métropole où j'avais donné mon point de vue sur la création, en fait, de toutes les Métropoles, et sachant que j'avais émis certaines réserves, je rappelle que l'on m'avait donné des arguments. On m'avait indiqué que cela permettrait des synergies, des économies d'échelle, etc. J'avais émis un certain nombre de doutes par rapport à ces arguments et je crois que, là, cela rejoint les doutes que j'avais émis et les limites de ce que l'on m'avait répondu. Sur la compétence en question, il y a peut-être quelques nouveautés. Mais, ceci dit, il apparaît que, soudainement, il y aurait besoin de ces moyens supplémentaires. Alors que la création de la Métropole était censée permettre les économies d'échelle. Je vois que ce n'est pas du tout le cas. À part un reniement d'une promesse de campagne puisqu'il y a la création d'une taxe, très clairement, je ne vois rien d'autre dans cette affaire par rapport à ce qui nous est proposé. Voilà pourquoi je voterai contre.

Monsieur le Président

Monsieur MARTIN, vous l'interprétez ainsi mais c'est quand même le gouvernement que vous soutenez qui l'a mise en place.

Hervé MARTIN

Chaque fois vous me répondez cela mais c'est faux.

Monsieur le Président

Comment c'est faux ? Vous n'étiez pas dans la liste socialiste ?

Hervé MARTIN

Mais là vous parlez du gouvernement. Cela fait 5h30 que l'on débat. Je vous réponds.

Monsieur le Président

Mais non, vous ne répondez pas. Vous ne répondez plus quand cela ne vous arrange pas, vous oubliez.

Hervé MARTIN

Pendant que je parle vous parlez en même temps que moi, parce que cela vous arrange. Il n'est pas vrai que je soutiens ce gouvernement.

Monsieur le Président

C'est le gouvernement socialiste précédent qui a mis en place la GEMAPI.

Hervé MARTIN

Cela fait bientôt six heures que l'on a des débats politiques.

Monsieur le Président

Vous êtes contre la démocratie ?

Hervé MARTIN

Non.

Monsieur le Président

Il faudrait que l'on écoute que vous alors.

Hervé MARTIN

Pour la première fois durant la soirée, nous avons la possibilité d'avoir un vrai débat de fond et, comme vous êtes en difficulté, vous le transformez en débat politique avec la médiocrité à laquelle nous pouvons assister ce soir.

Monsieur le Président

La médiocrité, c'est votre score.

Hervé MARTIN

Très bien, donc vous confirmez la médiocrité du niveau du débat où vous le portez.

Monsieur le Président

Je confirme.

Hervé MARTIN

Point final. Vous refusez le débat de fond et je vous laisse dans la ligne dans laquelle vous êtes avec les débats ce soir. Les gens jugeront.

Monsieur le Président

Faites de la morale, Monsieur Martin, cela vous va bien.

Hervé MARTIN

Et si nous restions sur le fond au lieu de raconter n'importe quoi.

Monsieur le Président

Qui a mis en place la GEMAPI ? Répondez à cette question. Qui l'a inventée ? C'est l'État. Oui ou non ? Et c'est qui l'État ? Répondez.

Hervé MARTIN

Et qui soutenait les réformes concernant la Métropolisation ? Vous ou moi ?

Monsieur le Président

Répondez. Qui a mis en place la GEMAPI ? Quel gouvernement ?

Hervé MARTIN

Le gouvernement précédent. Avez-vous fait campagne pour François Hollande en 2012 ? Ou moi ? Lequel des deux ? Ne me faites pas rigoler. Arrêtons avec ce genre d'argument. Les Montpelliérains et les habitants de la Métropole avaient enfin ce soir une vraie question de fond qui se posait avec cette affaire. Or, cela fait six heures que l'on a un débat d'un niveau absolument lamentable. Une fois que l'on arrive au cœur d'un vrai sujet vous le déformez de manière absolument politicienne. C'est pour cela que je voterai contre.

Monsieur le Président

Vous admettez donc que c'est le gouvernement précédent. La liste à laquelle vous appartenez soutenait qu'elle gouvernement ?

Hervé MARTIN

Moi, je ne le soutenais pas.

Monsieur le Président

Il était donc dans une liste et il ne soutenait pas...

Hervé MARTIN

Et, vous, quand vous inventez votre truc « En marche et apparentés » ... ça suffit. La question est trop importante pour dériver sur ces billevesées terribles.

Monsieur le Président

Monsieur Martin, vous n'avez pas changé.

Hervé MARTIN

Vous, vous avez changé, entre vos promesses de campagne et ce que vous êtes en train de nous faire voter aujourd'hui.

Monsieur le Président

C'est votre gouvernement qui l'a mis en place. C'est vos Députés.

Hervé MARTIN

C'est vous qui nous faites voter un nouvel impôt alors que vous aviez promis zéro impôt de plus. C'est vous qui l'aviez promis.

Monsieur le Président

C'est vos parlementaires.

Hervé MARTIN

Je n'en n'ai pas de parlementaires.

Monsieur le Président

Comment ça ? Vous n'êtes pas dans une liste socialiste ?

Hervé MARTIN

Je suis ravi, alors que l'on annonçait leur fin depuis longtemps, que le parti communiste ait pu conserver un groupe à l'Assemblée nationale. Pour savoir où je me situe, voilà mon grand plaisir des derniers mois.

Monsieur le Président

Vous n'êtes plus communiste. Arrêtez. Vous êtes allé chez Robert Hue et vous avez été exclu de chez Robert Hue. Alors, arrêtez.

Hervé MARTIN

Je n'ai pas été exclu, je suis parti. Ne dites pas n'importe quoi. Vous n'en savez rien. Et, en plus, tout le monde s'en fout. Et tout le monde a bien raison.

Monsieur le Président

Pas moi, je ne suis pas amnésique.

Hervé MARTIN

Vous inventez n'importe quoi. Continuez. Ce n'est pas grave.

Monsieur le Président

Vous avez soutenu le gouvernement qui a mis en place la GEMAPI.

Hervé MARTIN

C'est faux et on s'en fout. Vous, vous avez fait la promesse de zéro pourcent d'impôts et vous créez un nouvel impôt.

Monsieur le Président

Monsieur Lévi vous avait répondu. Donc, en plus d'être amnésique, vous êtes sourd.

Hervé MARTIN

Il est vrai que, ce soir, j'ai des acouphènes avec tout ce que j'entends.

Max LEVITA

Premièrement, nous avons dit que nous ne toucherons pas au taux de fiscalité. Jusqu'à maintenant, contrairement à ce que vous attendiez, nous n'y avons pas touché. Ni à la Ville, ni à la Métropole. Je m'escrime à essayer de vous démontrer (et j'avais fait appel à mon collègue Jean-Marc Lussert car il en a la compétence) qu'on nous transfère de nouvelles compétences et que je dis comment les financer. Vous dites que c'est par de la poudre de perlimpinpin.

Hervé MARTIN

Est-ce que vous m'avez entendu dire cela ? Est-ce que j'ai parlé de poudre de perlimpinpin ? C'est celui au nom duquel vous avait formé un groupe dans cette Assemblée qui a parlé de poudre de perlimpinpin. Ce n'est pas moi.

Max LEVITA

Vous racontez n'importe quoi. Vous êtes là au niveau de Monsieur Boumaaz.

Hervé MARTIN

Gardez vos insultes pour vous. Vous désirez expliquer aux Montpelliérains les finasseries que vous êtes en train de raconter. Vous irez leur expliquer. Gardez vos insultes pour vous.

Max LEVITA

J'irai leur expliquer. Nous avons de nouvelles compétences et nous devons déterminer comment les financer. C'est le problème de tout responsable. C'est un problème simple.

Hervé MARTIN

Mais que vous n'avez semble-t-il pas du tout anticipé.

Max LEVITA

Nous n'avons pas anticipé qu'on allait nous le transférer effectivement.

Monsieur le Président

Nous poserons la question aux Députés de votre majorité.

Max LEVITA

J'ai bien compris que vous allez faire campagne contre cela en disant que nous ne respectons pas notre promesse de campagne. Ce qui est pour moi une manière de battre Monsieur Larue en termes de malhonnêteté intellectuelle.

Hervé MARTIN

Monsieur Lévit, je ressortirai vos phrases de 2014 durant la campagne et nous verrons où est la malhonnêteté.

Max LEVITA

C'est moi qui ai écrit de ne pas toucher au taux.

Monsieur le Président

Monsieur Martin, dans mon cartable, j'ai le programme de votre liste. Il n'y avait ni la ligne cinq ni la ligne quatre de tramway. Il manquait aussi neuf groupes scolaires dont la ville avait besoin et qui n'y étaient pas. Monsieur Grand, relevez le débat, s'il vous plaît.

Jean-Pierre GRAND

Franchement, je n'aurais pas beaucoup de mal. D'autant que, comme disait quelqu'un, la vérité est toujours au milieu du chemin. Monsieur le Président, vous étiez, quelque part, par procuration, à l'Assemblée nationale puisque suppléant d'Anne-Yvonne Le Dain. Mais on ne va pas refaire l'histoire. Naturellement, je garde en mémoire les éloges multiples et variées, puissantes, que vous teniez à l'égard du Premier Ministre, Manuel Valls. Je reconnais que j'ai moi-même eu mes propres évolutions et, donc, je ne vous en voudrais pas. Ce dossier est, je pense, mal ficelé. Sur le plan juridique, il est fragile pour employer des mots pudiques. Je ne suis pas moi-même juriste mais j'ai la chance d'avoir à ma disposition un certain nombre de juristes. J'aimerais que vous soyez attentifs car depuis tout à l'heure nous voyons un certain nombre de dossiers et lorsqu'on les ouvre, on se rend compte que, finalement, ils sont boiteux. Et vous les retirez. Et vous avez raison de le faire.

Monsieur le Président

Monsieur Grand je les ai retirés parce que je voulais être juste sur la représentation. J'aurais pu les faire voter, nous sommes majoritaires.

Jean-Pierre GRAND

Nous avons tous compris que cela ne fonctionnait pas très bien.

Monsieur le Président

Vous voyez, quand je veux être vertueux, je suis critiqué.

Jean-Pierre GRAND

Ce n'est pas de la vertu, c'est de la lucidité sur un dossier qui ne tient pas la route. Nous ne nous opposons pas, bien sûr, à tous les investissements concernant les problèmes liés aux inondations. Vous avez vous-même écrit dans vos documents, mêmes s'ils sont contradictoires, que chaque année la Métropole investit 7 millions d'euros en moyenne sur ce sujet. Cet argent existe donc et a déjà été fiscalisé au travers de la fiscalité qui abonde le budget. Aujourd'hui, il y a une taxe. Nous pensons qu'elle n'est pas opportune et que la délibération est entachée sur le plan de la légalité. Monsieur le Président, vous avez dit tout à l'heure que vous n'augmentez pas les impôts or, les collègues qui sont là sont tous des maires et vont être responsables.

Monsieur le Président

Monsieur Grand, imaginez que je parle des Conseillers de Castelnau comme vous parlez des Conseillers de Montpellier. On ne dit pas cela.

Jean-Pierre GRAND

Je dis que ceux qui vont être responsables, comme cela, en 2020, ce sont les Maires. Et, en 2020, ils devront justifier une hausse de la fiscalité. Or, que va-t-il se passer? Il ne vous a pas échappé que le gouvernement a décidé de supprimer pour 80 % la taxe d'habitation ce qui veut dire que les concitoyens auront une ligne qui va disparaître. Mais ce qui ne disparaîtra pas, c'est la ligne de la taxe que vous vous apprêtez à faire voter ce soir. Celle-là apparaîtra encore plus visible sur la feuille d'impôt des citoyens.

Deuxièmement, permettez-moi de vous le dire mais c'est une règle constitutionnelle absolue, qui fragilise encore plus votre dossier : lorsque l'on fait voter les taxes, même si c'est local, on doit faire une évaluation. Or, nous n'avons pas, dans ce dossier, d'évaluation. C'est une faiblesse grave. Enfin, je n'ai pas entendu une seule seconde de votre bouche ou de celle de notre cher Max, que vous alliez supprimer au prochain budget. Puisque vous allez rééquilibrer les choses, vous allez faire rentrer de l'argent par le biais d'une nouvelle taxe. Vous n'avez qu'à annoncer à tous les Maires qui sont là que les 7 millions d'euros annoncés vont être reversés sous forme d'aides aux communes pour la voirie, etc. Cela va leur plaire. Peut-être que certains vont voter en étant contents car ils auront alors des arguments en revenant chez eux. On pourrait faire un transfert. Les dépenses inscrites au prochain budget pourraient être par ailleurs supprimées. Les 7 millions d'euros de dépenses pourraient être consacrés à la voirie des communes. Je souhaiterais que vous réfléchissiez, après une concertation avec mes collègues, sur l'idée de re-transférer, de re-déléguer, pour les voiries qui étaient d'intérêt communal, leur gestion, sans modifier la gestion administrative. Car, franchement, on n'en peut plus. On ne sait pas ce que cela va coûter, Monsieur le Président. Mes chers collègues, on vous a parlé, lors d'un bureau, d'un million d'euros. Là, on vous a parlé de 3 millions d'euros. Dans quelques temps, on vous parlera de 5 millions d'euros, de six. Ou sept. Tout cela étant mutualisé sur les feuilles fiscales. Vous allez ainsi voter un impôt dont vous ne connaissez pas l'incidence sur la feuille d'impôt de nos concitoyens pour l'année qui va arriver et encore moins pour les autres années. Voilà pourquoi je me permets de dire au Maire de Montpellier qu'il serait peut-être bien inspiré de réfléchir à cette situation. Et je conseille aux Maires des autres communes d'en faire de même. En plus, un Maire m'a dit qu'il allait baisser un impôt communal pour compenser. Si le conseil vient de la Métropole, je lui suggère d'aller rencontrer d'autres personnes. Car cela voudrait dire que, dans sa commune, les gens vont payer trois fois l'impôt. Une fois avec une nouvelle taxe, une fois parce qu'ils sont fiscalisés par la Métropole et, ensuite, la commune va perdre de l'argent. À partir du moment où le gouvernement a demandé un certain nombre de bornes pour cette gestion (ce qui d'ailleurs, selon moi, n'est pas forcément constitutionnel et sachant que l'association des Départements de France l'a rejeté récemment d'un revers de main) si on nous demande de ne pas augmenter de plus de 1,2 % nos frais de fonctionnement, il ne faudrait pas qu'on nous rajoute des transferts de charges. Je crois donc que ce dossier n'est pas mûr, n'est pas prêt et dangereux. Politiquement, comme je viens de le déclarer. Et, sur le plan financier et de sa présentation, pour que les élus soient informés réellement de l'étendue de ce dossier, je crois qu'il y a encore du travail à fournir. Je suis prêt à vous le démontrer lors d'une réunion technique si nécessaire. Je ne voterai donc pas un impôt nouveau que l'on ne maîtrise pas.

Max LEVITA

Dans l'affaire 11, je vais vous proposer un produit. L'année prochaine, il faudra voter un nouveau produit. C'est la même chose chaque année. Comme lorsque l'on voit une taxe d'habitation par exemple.

Jean-Pierre GRAND

Il y a 50 ans que Bercy fait cela. Le montant de 1 million d'euros a été multiplié par trois en quelques mois. Et on peut se demander pourquoi il y a besoin de 3 millions. Qu'est-ce qui nous dit que l'an prochain vous ne nous direz pas que, du fait de certains engagements, il faut 5, 6, 7 ou 8 millions d'euros ? Vous avez dit, que c'était limite, est à 40 euros par habitant et que le total conduisait à 18 millions d'euros. Cela veut dire que si vous arrivez à 39 millions d'euros, vous expliquerez que vous n'êtes pas allés jusqu'au plafond et que cela rapporte quand même 18 millions d'euros. Mais croyez-vous une seconde que ce plafond ne va pas être modifié par Bercy. Bien sûr que, l'année prochaine, ils le monteront à 50 millions d'euros. Ils le justifieront par l'inflation, ou d'autres choses. On sait comment cela marche. Nous connaissons la technocratie nationale.

Monsieur le Président

C'est de la fiction.

Jean-Pierre GRAND

C'est de l'expérience.

Max LEVITA

Monsieur le sénateur, votre position sur l'évolution de la taxe est absurde. Cela n'a strictement aucun sens. Parce que, de toute manière, cette taxe est prévue pour financer des opérations nouvelles. Nouvelles par rapport à ce que nous exerçons précédemment.

Jean-Pierre GRAND

Concernant les opérations nouvelles, en quoi consiste l'opération du bassin de rétention le Mouligous ? À Baillargues ? C'est le parc multi-glisse ?

Jean-Luc MEISSONNIER

Il faudrait que vous veniez un peu plus sur le terrain pour voir qu'il ne s'agit pas du parc multi-glisse de Baillargues. Même si vous êtes réfractaire à ce projet, je pense que vous devriez venir pour constater qu'il ne s'agit pas du parc multi-glisse La Bruyère qui se situe bien plus bas.

Jean-Pierre GRAND

J'ai le droit de poser la question puisque cela va nous coûter 14 millions d'euros.

Jean-Luc MEISSONNIER

La mairie de Castelnau a coûté bien plus que cela à la Métropole et à l'Agglomération en son temps. Quoiqu'il en soit, c'est le champ Mouligous juste au-dessous de l'autoroute pour lutter encore contre les inondations.

Jean-Pierre GRAND

Merci pour la réponse.

Max LEVITA

Nous allons voter un certain montant avec l'affaire 11. Ce que nous vous proposons pour l'année 2011 est inférieur à mon évaluation comptable. Parce que nous ne sommes pas sûrs de remplir les 3,5 millions d'euros.

Jean-Pierre GRAND

C'est sûr que vue la vitesse d'exécution des projets, on ne prend pas de risque.

Max LEVITA

Laissez-moi parler, Monsieur le sénateur. Les 3 millions que je vous propose, il vous appartiendra de nous demander, en 2019, l'utilisation que nous en avons faite. Au centime près. Selon le principe de la taxe, nouvelle. Si, à ce moment-là, vous vous apercevez, en 2019, de quelque chose, vous pourrez dire que nous vous avons trompé.

Jean-Pierre GRAND

Je ne dis pas que vous souhaitez nous tromper volontairement.

Max LEVITA

Il vous appartiendra alors de démontrer que nous avons utilisé l'argent à des opérations nouvelles. Si ce n'est pas le cas, vous prendrez les électeurs à témoin.

Henri ROUILLEAULT

J'ai écouté attentivement les uns les autres et, évidemment, les délibérations 10 et 11 s'articulent entre elles. Je voterai la délibération 10. Mais je vous demande de reporter au Conseil suivant la délibération 11 pour les raisons que je vais vous expliquer.

Premièrement, j'ai compris que l'État transfère une compétence sans transférer pour autant les ressources mais en autorisant le prélèvement d'une taxe. Il faut évidemment discuter sur ce transfert de compétence qui n'est pas classique. J'ai par ailleurs compris que la Métropole exerçait déjà et l'Agglomération avant elle une large partie de ces compétences mais pas toutes. Il y a un surcroît de compétences et c'est pour cela qu'il est proposé de prélever une taxe non pas pour payer l'intégralité des travaux qui relèvent de la compétence GEMAPI mais pour payer le surcroît de compétences et le surcroît de travaux nécessaires. C'est ce que j'ai compris. Une partie des travaux, j'ai pu l'observer dans la délibération concernant le secteur auquel je suis particulièrement sensible, qui est la haute vallée du Lez. Et la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations

de Prades à Castelnau-le-Lez. Je trouve que c'est nécessaire et qu'il y a réellement un problème de risque d'inondation dans toute la haute vallée du Lez. Sur le principe, je suis donc d'accord. Mais je regrette que les travaux en question n'aient pas été présentés en commission. Il faut donc prendre le temps, me semble-t-il, de présenter un peu mieux les choses et que ces travaux en projet soient présentés en commission pour pouvoir être discutés avec les représentants de toutes les communes concernées. Nous pourrions alors valider le montant des travaux proposés et le montant de la taxe car je rappelle qu'il ne s'agit pas d'une taxe classique non affectée comme la taxe d'habitation, mais d'une taxe affectée à un montant de travaux précis. Merci.

Cyril MEUNIER

Le dossier est compliqué. Il ne s'agit pas d'un transfert de compétences. La compétence en matière d'hydraulique et de gestion des zones humides, excepté sur les propriétés de l'État, a toujours été de la compétence des communes et des intercommunalités qui ont compétence. La question n'est pas de savoir de qui vient la taxe. Cela fait 20 ans que l'État essaie d'organiser la compétence et la coordination des compétences sur des territoires pour la politique des bassins. Ils essaient chaque fois de mettre tout en même temps et ils en ont ajouté chaque fois petit à petit. Avec l'hydraulique, la protection contre les inondations, la gestion des zones humides, la gestion des zones mixtes pour ceux qui reçoivent l'eau et qui gèrent des territoires humides à vocation de maintien du biotope. Cette fois, il rajoute l'écoulement pluvial. Ce sujet est très important pour la Ville de Montpellier en particulier concernant le Verdanson.

L'État n'a en effet jamais eu la compétence sauf sur les grands fleuves et c'est nous qui avons toujours eu la compétence, la responsabilité. Nous les Maires. Si, demain, nous avons un défaut de protection ou de mise en protection pour protéger les personnes et les biens, le jour où il y a une difficulté, elle relève de notre responsabilité. La Métropole a pris depuis assez longtemps la compétence en matière hydraulique, de protection contre les inondations. Nous y avons consacré en moyenne environ 7 millions d'euros par an. Et parfois beaucoup plus. Mais nous n'avons pas tout payé. Sur le plus gros chantier de protection d'une zone urbaine en France, depuis 40 ans, dans la basse vallée du Lez, le coût a été de 55 millions d'euros. L'État en a payé 25 %, la Métropole 25 % et le Département et la Région et les communes le reste. Sur les autres projets, que cela soit l'avenant du PAPI 1 ou du PAPI 2, nous avons obligation de nous impliquer car nous nous y sommes engagés. Nous avons ainsi mis, ensemble, dans le budget général, les sommes requises. Si l'on met ces sommes dans le calcul du volume des dépenses couvertes par la taxe GEMAPI, alors nous sortirions cette même valeur du budget général, et cela peut être comparé à une augmentation des impôts. Ce sont des dépenses nouvelles, effectivement, mais cela peut donc concerner des dépenses qui sont dans le PPI. Nous avons donc depuis plus de 10 ans, dans le budget général de notre Métropole, de gros travaux et les travaux qui nous attendent dans les 10 années à venir ne seront jamais au niveau de ce que nous avons fait dans les 10 années précédentes. Je suis encore président du SYLBE et je gère les relations avec d'autres collectivités autour de nous comme l'étang de l'Or, par exemple et je remarque que les autres n'ont pas pris la compétence. C'est pour les pousser à prendre cette compétence et qu'elle soit assumée en termes de responsabilités par des entités plus grandes que les communes que l'État invente cette loi. Cette négociation est énorme. Elle a été démarrée il y a trois ans. Et nous sommes encore en négociation avec les services de l'État pour bien définir les contours. Car si nous avons la responsabilité pénale et de réalisation, il garde la police et donc la capacité de nous autoriser à faire ou à ne pas faire si demain nous jugeons, nous, élus, qu'il est nécessaire, dans telle ou telle commune, de faire une digue pour protéger une soixantaine de biens et 200 personnes. Si l'État juge que le rapport coût bénéfice n'est pas satisfaisant, il peut nous l'interdire. Il nous donne donc la responsabilité pénale, nous oblige à financer dans le cadre de notre budget avec cette taxe qui a été inventée pour pousser les collectivités qui n'avaient pas déjà pris cette compétence, et il peut donc encore avoir le droit de nous interdire de faire des travaux. C'est cela la difficulté des PAPI et de tous les programmes que nous avons eu à gérer jusqu'à présent.

Il n'y a donc pas de transfert des compétences mais une réorganisation des compétences. Ils ont ajouté les zones humides mais cela représente 10 % du volume des dépenses que nous devons faire. Et les zones humides sur le territoire de la Métropole, concernent Villeneuve-lès-Maguelone et Lattes et Laverune. Et ces communes paient, sur leur budget propre, la gestion de ces zones humides. Avec juste le contrôle du conservatoire du littoral qui nous oblige à réaliser la totalité. Même s'ils achètent les terrains. Qu'ils nous donnent ensuite en gestion. Avec la GEMAPI, c'est la Métropole qui gérera l'ensemble des salins, l'étang du Méjean à Lattes. Il me semble trop tôt, dans la mesure où nous sommes en pleine concertation, en pleine réflexion pour étudier ce qu'est la GEMAPI et que nous ne savons pas sur quel système fiscal local cela va s'appuyer, d'opter aujourd'hui pour la GEMAPI et de voter cette taxe. Je ne dis pas qu'il ne faudra pas le faire mais, si on le fait, il faut assumer que cela constitue une augmentation d'impôts. Car, jusqu'à présent, nous payions cela sur notre budget général. Tout transfert de recettes fiscales est donc une augmentation d'impôts en tant que telle. D'autre part, je ne suis pas sûr qu'aujourd'hui les négociations avec l'État soient terminées. À partir du moment où on vote la GEMAPI, les services de l'État vont évidemment partir des négociations que nous avons pour avoir

au moins une autonomie de gestion et de décision dans un domaine où nous allons prendre, au niveau de la Métropole mais aussi des communes, la responsabilité pénale. Ce qui est une grave responsabilité. Ainsi que la responsabilité financière. C'est pourquoi je vous invite à reporter ces délibérations. Nous ne sommes pas les seuls à vouloir le faire. Laissons la négociation se terminer. Nous la pilotons niveau du syndicat avec les autres collectivités et l'État. Laissez-nous finir cette négociation qui est ardue. Si l'on vote aujourd'hui, l'État n'aura plus quoi que ce soit à négocier avec nous et nous allons tout nous prendre dans les dents.

Jean-Pierre MOURE

Je vais essayer d'être rapide. Enfin une bonne intervention dans un débat de fond majeur par rapport à ce que représente le fait de s'occuper et de traiter les questions importantes liées aux inondations, aux milieux aquatiques. Au regard des exemples récents que nous avons vu, ailleurs, nous devons prendre ces sujets avec une grande considération. J'ai également apprécié ce qu'a dit Monsieur Revol sur la dimension d'ensemble qu'il faut donner à toute la problématique de l'eau, à travers aussi un glissement qui peut intervenir sur le financement des agences. Les retours pourraient être difficiles, ensuite, pour financer, au plan local, des améliorations, que ce soit en matière d'assainissement, ou de traitement des eaux pluviales et des eaux qui, lors des inondations, peuvent poser de gros problèmes. Il ne s'agit pas d'un transfert puisque, comme cela été dit, cela fait assez longtemps que la Métropole et, avant, l'Agglomération, a pris son bâton de pèlerin et participé, avec les partenaires, État, Région et autres, à d'importantes opérations de mise en protection des populations. Cela s'appelle la prévision, l'anticipation. Il faut toujours anticiper. Il est normal de poser la question par rapport à la GEMAPI. Je ne critique pas le fait que l'on en débattenne. Je lis moi aussi les deux affaires, la première concernant le principe, et la deuxième le produit. Mais il ne faut pas oublier que le produit est le fruit d'un glissement de l'État vers les collectivités locales, avec l'idée que l'État peut avoir de participer moins directement à des aménagements hydrauliques à l'avenir. C'est donc un transfert de l'État sur les collectivités locales.

Par ailleurs, le deuxième point concerne un transfert qui n'est pas déguisé mais une réalité faisant que les contribuables devraient assumer directement une taxe. Si l'on regarde la programmation de 18 millions d'euros que vous avez calculée, on remarque que la première année le montant est de 3 millions d'euros. Ce qui n'est pas très significatif par rapport à la contribution et à d'autres impôts que peuvent payer les populations notamment au regard de la diminution de la taxe d'habitation pour 80 % de la population, soi-disant. En effet, cela serait étalé sur deux à trois années. Cette question est donc importante en termes de compréhension. Cette délibération arrive enfin car, durant six heures, ce Conseil a été le lieu d'éruptions d'un côté ou de l'autre. La réunion doit s'organiser autour de la thématique de la mutualisation, de l'intérêt commun, de l'intercommunalité et j'avoue que je relève un grand contraste avec ce que j'ai connu précédemment. Je pense que l'on aurait intérêt à remonter le niveau des débats, dans la forme et les interventions des uns et des autres. Je trouve que ce soir, c'était choquant.

S'il est positif d'aller vite et de vouloir anticiper, il est nécessaire de disposer de tous les éléments pour pouvoir comprendre. J'ai remarqué que l'on parle de dépenses nouvelles mais que, depuis quelques temps, il y a eu des interventions qui ont été menées. Il ne faudrait donc pas que, d'une certaine manière, le montant de ce qui a été fait revienne par le biais d'interventions, une nouvelle fois. Car, sinon, les personnes paieraient deux fois. On nous donne un montant global pour les opérations nouvelles mais il me paraît important, s'il y a une Conférence des Maires, un pacte des Maires et des réunions de commission (par rapport à la manière dont nous avons abordé précédemment les thèmes de l'assainissement et du logement en définissant un programme en sachant précisément le contenu des opérations, leur planning, et les financements) de reporter ces deux délibérations pour que le contenu complet des informations, notamment sur le plan technique, nous soit présenté de manière plus claire. Et en lissant le financement. Ici, certains ont le sentiment de devoir voter pour une délibération qu'il faudra de toute façon voter car, à terme, lorsqu'un problème se posera concernant la gestion de l'eau, on se tournera vers le Président de la Métropole et les Vice-présidents et les Maires. Il me paraît utile d'attendre 15 jours ou un mois ou deux pour que le dossier présenté soit de bonne qualité. Cela fait plusieurs affaires qui ont été reportées ce soir car les dossiers n'avaient visiblement pas été bien préparés.

Monsieur le Président

Nous n'avons rien différé. Nous avons différé les nominations, pour répondre à des demandes. Nous avons modifié des délibérations qui concernaient des nominations.

Jean-Pierre MOURE

Cette délibération, en l'occurrence, est majeure. Aujourd'hui, les gens regardent leurs fiches de paie, les impôts qui arrivent, et ce qui manque dans le portefeuille à la fin du mois pour manger correctement.

Monsieur le Président

Vous nous avez dit à l'instant qu'il faudrait mettre en place la taxe.

Jean-Pierre MOURE

En effet, puisque même si l'État se désengage de tout l'eau devra bien continuer à arriver. Et qu'il faudra donc que quelqu'un finance. Dans la logique actuelle, je pense que l'État, à part pour les grandes catastrophes, mettra de moins en moins d'argent comme pour les transports. Il avait financé par exemple les quatre premières lignes du tramway à 13 %. Et je serais curieux de voir combien il investirait dans la période à venir sur les différents outils liés aux transports publics.

Monsieur le Président

Donc, vous admettez le fait qu'il faudra mettre en place la taxe.

Jean-Pierre MOURE

Je ne dis pas le contraire. Mais, pour voter, on ne vote pas une taxe mais un produit. Mais nous devons reposer pour avoir une approche beaucoup plus précise, avec les compétences concernées, concernant le milieu aquatique, les inondations, sur l'ensemble du territoire, et au regard des années à venir.

Joël RAYMOND

La compétence GEMAPI, comme cela a été dit, tombe de fait dans les compétences de la Métropole à partir du 1^{er} janvier 2018. Je regrette, dans le discours de présentation, que Max Lévi n'ait pas précisé que cette taxe est facultative. Durant une période transitoire, ouverte aujourd'hui aux EPCI à fonds propres, avant de l'exercer pleinement si elles le souhaitent, il est possible d'exercer la compétence sans pour autant exercer la taxe. Je rappelle qu'il y a aujourd'hui dans le budget général un budget qui sert à financer 85 % environ des travaux liés aux inondations. Par ailleurs, avec ce produit, vous créez, Monsieur le Président, un nouvel impôt. C'est clair.

Monsieur le Président

Pas moi. C'est l'État. Et les gouvernements successifs. L'État se décharge sur les collectivités. Il faut savoir ce que vous dites.

Joël RAYMOND

Je souscris à ce qu'ont dit Monsieur Meunier et Monsieur Moure. C'est pourquoi je vous dis que vous prenez la décision de créer un impôt avec un certain empressement. Je suis moi-même intervenu au niveau de la Conférence des Maires pour vous donner des arguments qui me font dire, aujourd'hui, avec la connaissance que j'ai de la politique de l'eau, qu'il est utile d'attendre. Cyril a notamment mentionné le fait que la GEMAPI n'est pas seulement la protection des inondations mais concerne globalement l'eau et les milieux aquatiques. Je pense que, dans les années à venir, la problématique de déficit avec la période d'étiage concernant nos ressources en eau sera peut-être plus importante et plus difficile à vivre que les excès d'eau. Nous devrions, je pense, déjà l'anticiper. Si on avait voulu instaurer cette taxe dès ce soir, on aurait dû travailler bien plutôt. Depuis la loi MAPTAM et la loi NOTRe. Ces deux lois posent ainsi la question de prendre ces délibérations dès aujourd'hui. Selon moi, ce n'est pas possible. C'est pour cela que je vous ai demandé de la retirer.

Le volet technique concerne aussi toute la dimension concertation avec les organismes qui, aujourd'hui, exercent cette compétence sur le territoire. Comme vous le savez, Monsieur le Président, trois syndicats de bassin, aujourd'hui EPTB, exercent cette compétence sur le territoire de la Métropole. Il s'agit du SYMBO, du SYBLE et du syndicat du Vidourle. Il me semble aujourd'hui intéressant, avant de reprendre la compétence, de discuter avec ces syndicats. En prenant de fait cette compétence sans discussion, vous les écarterez d'une mission qui leur est dévolue statutairement depuis de nombreuses années. Je regrette cette manière de procéder aujourd'hui par rapport à ces communes, à ces syndicats, qui travaillent depuis de nombreuses années sur la politique de l'eau. Comme vous le savez, Monsieur le Président, ces syndicats, réunis dans l'association réseau, ont pris une motion qui vous a été adressée comme à tous les Maires de la Métropole. Elle dit aux EPCI de faire attention pour ne pas délibérer trop vite. Et pour se laisser le temps de discuter ensemble pour mettre en place, concrètement, cette nouvelle politique de l'eau que la GEMAPI impose. En agissant comme vous le faites, Monsieur le Président, vous prenez la décision de créer un nouvel impôt, ce que je regrette. Même si je ne suis pas contre une rediscussion de ce sujet, pour déterminer comment financer les nouveaux équipements. Au niveau technique, pouvez-vous me dire si, au regard des questionnements qui portent sur la réglementation, tous les équipements hydrauliques construits par RFF ou le nouveau contournement de l'autoroute nécessaires, comme vous le dites, à la transparence hydraulique, tombent dans l'escarcelle de la Métropole ou non ? Restent-ils concessionnaires de l'autoroute ? Je ne suis pas sûr qu'aujourd'hui quelqu'un, dans cette

salle, puisse répondre à cette question. C'est pour cela que je rejoins l'avis de Monsieur Moure pour considérer qu'il est grand temps d'attendre. Il faut être patient et garder de quoi négocier avec l'État la politique de l'eau et notamment la gestion déficitaire qui va être un problème récurrent sur notre territoire pour les acteurs.

Jean-Noël FOURCADE

J'entends tous les débats mais, pour moi, mettre en place une taxe dédiée au financement de l'eau me semble intéressant. À l'heure où on doit gérer des budgets de plus en plus contraints, la tentation pourrait être grande, lors des arbitrages budgétaires, de mettre la priorité sur d'autres préoccupations que celle des inondations, par exemple. La décision de mettre en place une taxe spécifique pour des opérations de travaux pour la gestion des milieux humides ou les inondations est donc à mes yeux une garantie pour que le financement nécessaire à l'entretien de ces ouvrages et la construction de ces ouvrages soit pérenne. L'autre solution consisterait à augmenter les impôts pour avoir une marge de manœuvre suffisante sur le budget général. Mais elle n'apporte pas selon moi une garantie suffisante quant à l'affectation des nouvelles recettes sur ces ouvrages. Cette taxe GEMAPI symbolise, pour moi, la solidarité amont aval du bassin versant, aussi la solidarité des zones urbaines et des zones rurales. À mes yeux, cette solidarité est indispensable pour que la problématique, notamment des inondations, puisse être gérée de façon globale, efficace. C'est pourquoi, ce soir, je voterai pour.

Isabelle TOUZARD

Je rejoins beaucoup des analyses qui ont été présentées. Vous nous proposez de prendre cette décision dans une forme de précipitation qui pose question. Lors de notre conférence des Maires, il y a trois semaines, nous a été présenté un plan, sur trois ans, 2018-2020 où on nous annonçait que les besoins de financement étaient de 1 million par an. Deux semaines et demie après, le plan d'investissement s'étale jusqu'en 2026 et le montant d'investissement a atteint 5 millions d'euros dont on nous demande d'en financer 3, via la taxe. Cela me laisse perplexe. Prendre une décision aussi importante et engageante pour l'avenir de la Métropole, car le fait d'instaurer la taxe serait une décision historique puisqu'irréversible, sur des éléments si faibles, me semble inadapté. Je relis régulièrement la délibération concernant les dépenses nouvelles, les opérations nouvelles proposées pour un montant de 32 millions d'euros, avec l'achèvement d'un schéma directeur, la zone Natura 2000, etc. Je me demande ce que l'on va faire avec cette zone Natura 2000 et quel est le plan d'investissement. De même concernant le bassin de rétention, la réhabilitation de clapets mobiles, la protection rapprochée des cabanes à Pérols. Pour un montant de 36 millions d'euros au total. Il y a des ressources humaines, avec trois agents. Nous avons dit, lors de la Conférence des Maires, puisque l'on nous proposait de voter cette taxe pour engager des études, dans les deux ans à venir, la nécessité d'estimer le montant des équipements qui seraient nécessaires. Les services ont dû travailler très rapidement. On nous demande de valider un plan de 36 millions d'euros avec seulement ces quelques points et je trouve que cela n'est pas adapté. Personnellement, je voterai donc contre comme l'ensemble de mon groupe.

Audrey LLEDO

J'aimerais revenir sur le début de séance. C'est ma première séance ici et, très honnêtement, je suis choquée, et j'ai honte du Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole. Certains d'entre vous ont, je crois, oublié qu'en 2014 il y a des gens qui ont pris la liste et qui l'ont mise dans l'urne. Ils vous ont donné une mission. Ce soir, vous avez mené des guéguerres personnelles, d'egos. C'était, à la limite, excusez-moi du langage, mais « qui a la plus grosse ? ». Nous sommes dans d'une institution et nous représentons la République.

Monsieur le Président

C'est sûr que, là, vous relevez le niveau.

Audrey LLEDO

C'est grave, c'est très grave, Monsieur le Président. Arrêtez vos critiques, vos bassesses, et vos insultes, sans cesse. On ne peut pas débattre. On ne peut pas vous parler. C'est très grave. Si vous assumez de vivre avec cela, tant mieux. Mais il faut démissionner.

Concernant la GEMAPI je suis consciente que Montpellier et sa Métropole sont sujettes aux inondations et qu'il faut lutter contre cela mais je ne suis pas sûre que pondre des taxes, des taxes, et encore des taxes, tout le temps, soit la solution. Aujourd'hui, on n'arrête pas de taxer les gens. Monsieur Moure l'a très bien dit tout à l'heure. À la fin du mois, ils n'ont plus rien. Vous allez me dire que vous n'avez pas le choix et que cela vous est imposé mais, on a toujours le choix. Vous choisissez de vous soumettre. Je ne suis pas d'accord que l'on fasse payer aux Montpelliérains et aux habitants de Montpellier Méditerranée Métropole les folies architecturales qui nous ont menés à des inondations récurrentes. Il faut arrêter de prendre nos concitoyens pour les vaches à lait du système. Je pense que c'est d'ailleurs assez hypocrite. Je vais donc me positionner contre ces deux affaires. Je pense qu'il faut se poser les bonnes questions et que vous n'avez pas les bonnes réponses.

Jean-Marc LUSSERT

J'ai écouté attentivement et certains arguments ne me paraissent pas convaincants. J'ai entendu que depuis 10 ans nos services, très compétents, ont été capables de proposer des sujets sérieux dont le coût a avoisiné les 7 millions d'euros par an en moyenne. Lorsqu'il s'agit d'envisager le futur, ces mêmes services ont proposé des constructions, des aménagements de dimension GEMAPI qui ont atteint un certain chiffre. Par exemple, concernant le bassin de rétention du Mouligous à Baillargues. Pour réduire le flot de l'Aigues-vives qui est un affluent de la Cadoule, le montant est de 2 millions d'euros. Pour les cabanes de Pérols, il s'agit surtout de protéger le port. Le montant est de 1,2 million d'euros. Je ne vois pas comment on peut louer les services et leurs compétences quand on regarde en arrière et douter qu'ils ne soient pas capables de faire des prévisions sérieuses quand on regarde vers le futur. Nous avons démontré par le passé que nous avons voté 6 à 7 millions d'euros par an pour des travaux qui étaient sous maîtrise d'ouvrage, avec l'aide de ces services. J'ai entendu également une réflexion concernant l'anticipation. Les services nous ont montré qu'ils étaient capables d'anticiper. Pourquoi ne pas leur faire confiance à nouveau. Concernant les bassins versants, nous travaillons avec le SYMBO effectivement et avec le SYBLE. Il s'agira d'évaluer les nouveaux travaux ou, avec le SYMBO, d'élaborer le PAPI pour l'étang de l'Or en s'appuyant sur les besoins nécessaires et avant d'aller le défendre à Paris à la commission mixte des inondations. Je ne comprends pas donc pourquoi, lorsque l'on regarde le passé, on considère que le travail fourni est de qualité et que, lorsque l'on regarde vers l'avenir, on n'y croit pas. Le financement constitue par ailleurs une nécessité.

Max LEVITA

Certains, précédemment, à juste titre, nous ont encouragés à augmenter les impôts. Nous ne les avons pas augmentés. Et vous semblez considérer que c'était très facile. Or, ce n'est pas vrai. Ce n'était pas du tout facile. Nous y sommes pourtant arrivés, grâce à un travail collectif. Vous êtes en train d'inventer une taxe Saurel. Georges Frêche m'a toujours dit que je ne comprenais rien à la politique et je suis aujourd'hui persuadé qu'il avait raison. En fait, il ne s'agit pas aujourd'hui d'une augmentation d'impôts. Nous avons des opérations nouvelles et il vous appartiendra, mes chers collègues, en 2019, de juger, puisque nous vous rendrons compte de l'utilisation de la taxe au cours de l'année 2018. Monsieur Martin, Monsieur Larue, tel des vautours, pourront alors se précipiter si nous n'avons pas respecté nos engagements. C'est une forme de conception de la politique. Je la trouve lamentable. Mais c'est votre droit. Chacun fait ce qu'il entend. Cyril a affirmé que notre comportement allait faciliter le désengagement de l'État. Je trouve cela absurde. Car l'État n'a rien à faire de notre position. Tout à l'heure, quelqu'un a cité Mendès-France. Je rappelle pour ma part que gouverner c'est prévoir. Sur cette compétence, il y a des parties nouvelles. Vous n'êtes pas convaincus mais dites que nous agissions très bien avant dans ce domaine. Mais ce sont des opérations nouvelles. C'est pour cela que nous vous demandons d'instaurer cette taxe pour financer des opérations nouvelles avec notre responsabilité vis-à-vis de nos concitoyens.

Monsieur le Président

Je considère que cela constitue également un problème de responsabilité vis-à-vis des inondations. De la biodiversité aussi. Il y a eu des victimes des inondations, des quartiers entiers de villages, sous l'eau. La Métropole a réalisé d'importants travaux mais, avec le réchauffement climatique et l'augmentation progressive du niveau de la mer, avec la salinité qui menace certaines nappes phréatiques, sommes-nous vraiment conscients des nouveaux risques ? Ne voyons-nous pas, lorsque nous pensons aux inondations, seulement le débordement du Verdanson. Les enjeux ne sont-ils pas aujourd'hui d'une plus grande envergure ? Si l'État agit ainsi, c'est peut-être parce qu'il a conscience qu'il faut agir de manière plus efficace, en proximité. D'où la création de cette taxe. Chacun vote en conscience. Mais nous voterons pour notre part pour la sécurité des citoyens. Chacun assumera son destin.

Je mets aux voix. 25 contre. 4 abstentions. 53 pour. Le principe de création de la taxe est donc adopté.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées avec 53 votes pour, 24 contre et 4 abstentions.

Ont voté contre : M. P. BONNAL, M. D. BOUMAAZ, Mme A. BRISSAUD, Mme M. CASSAR, Mme C. DARDE, M. T. DEWINTRE, Mme C. DONADA, M. M. FRAYSSE, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme C. JABADO, M. A. LARUE, Mme A. LLEDO, M. H. MARTIN, M. C. MEUNIER, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, Mme P. PERVENT, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA.

Se sont abstenu(e)s : M. J.-F. AUDRIN, Mme J. FRÊCHE, Mme C. HART, M. J.-P. MOURE.

AFFAIRE N° 11 : FINANCES - TAXE POUR LA GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES ET LA PREVENTION DES INONDATIONS – FIXATION DU PRODUIT 2018

M. JM. DI RUGGIERO sort de séance.

Mme A. LLEDO, M. JL. SAVY, M. D. BOUMAAZ, et M. P. BONNAL et Mme B. MICHEL sortent définitivement de séance. M. JP. GRAND sort également de séance et laisse un pouvoir à Mme C. DARDE.

Max LEVITA

Nous estimons l'ensemble, opérations anciennes et opérations nouvelles, de ces dépenses de fonctionnement nécessaires à l'exercice de la compétence GEMAPI, sur la période 2018-2026, à environ 50 millions d'euros. Sur cette période, cela fait une moyenne annuelle de 5,53 millions d'euros. Déduction faite des participations financières contractualisées. Ce montant se décompose en trois parties. Il y a en premier lieu les crédits déjà inscrits dans la programmation pluriannuelle de la Métropole pour 2018-2026 qui rentrent dans le champ de la compétence GEMAPI que nous continuons donc à financer sur le budget général de la Métropole. Ils s'élèvent à 13 620 000 euros, soit une moyenne annualisée de 1 510 000 euros. Dont les cotisations déjà versées par la Métropole au SYLBE et au SYMBO. Le deuxième point correspond au montant des dépenses annuelles transférées des communes à la Métropole dans le cadre de la compétence GEMAPI estimée à 400 000 euros et comprenant la participation des communes au budget SIEL. Ce montant, qui sera transféré des communes vers la Métropole, sera précisé dans le cadre d'une commission locale d'évaluation des charges transférées au cours du premier semestre 2018. Les attributions de compensation seront fixées dans un délai de neuf mois après le transfert de la compétence et donc jusqu'au 1^{er} octobre 2018.

Enfin, la troisième partie correspond au montant des dépenses nouvelles que la Métropole va intégrer à sa programmation pluriannuelle, que nous estimons actuellement à 32 millions d'euros soit en moyenne annuelle 3 620 000 euros. C'est sur cette base que vous est proposé le produit attendu de la taxe GEMAPI. Nous vous proposons de le ramener à 3 millions d'euros pour l'année 2018. Si l'on divise par les 450 000 habitants, cela représente 6,66 euros par habitant. La communauté d'Agglomération du pays de l'Or a ciblé un produit de 400 000 euros pour une population de 68 000 habitants ce qui représente 6 euros par habitant. Le Comité d'Agglomération du Bassin de Thau a ciblé 3 millions d'euros pour une population de 125 000 habitants, soit 24 euros par habitant. La communauté de communes Vallée de l'Hérault a signé pour 330 000 euros pour 36 000 habitants soit 9,1 euros par habitant. La Communauté de Communes du Grand Pic Saint-Loup a signé pour 140 000 euros pour 48 000 habitants soit 2,9 euros par habitant. La Communauté de Communes du Pays de Lunel 400 000 euros pour 48 000 habitants soit 8,33 euros par habitant. La Métropole de Grenoble, pour sa part, a voté un produit de 2 500 000 euros pour 415 000 habitants. Nous sommes donc dans des prévisions semblables.

Adi EL KANDOUSI

Je ne connaissais pas la liste que vient d'énumérer Monsieur Lévit. Je suis inquiet... Je me dis que toutes ces collectivités qui doivent certainement avoir des services juridiques ont dû étudier la loi GEMAPI... Et il me semble que si toutes ces collectivités s'engagent dans ces investissements qui tournent entre 6 et 24 euros, il s'agit d'une fourchette très basse pour la Métropole de Montpellier. Et donc d'un niveau très raisonnable. Mais j'ai en revanche quelques doutes, Monsieur Grand, sur le fait que toutes ces collectivités aillent au carton et risquent un recours. Ou, alors, on marche sur la tête. Je ne suis pas devin. Je n'ai pas de boule de cristal. Il n'empêche qu'aujourd'hui l'État nous demande d'appliquer une règle, une loi et que nous l'appliquons. Nous sommes en démocratie.

Joël RAYMOND

En réponse à Monsieur El Kandoussi, il faut bien comprendre que certains EPCI ont pu anticiper cette compétence. Ils ont traduit cette compétence au titre du Code de l'environnement, et l'article 211-7. En prenant cette compétence avant le 1^{er} octobre 2017. Puisqu'elles ont réellement les compétences GEMAPI, ils peuvent prélever la taxe pour l'année d'après.

Voilà peut-être une des raisons pour lesquelles certains EPCI peuvent aujourd'hui lever cette taxe. Je voudrais revenir sur ce qu'a dit Jean-Marc sur l'idée d'évaluation du coût. Cela me paraît assez flou. Tous mes collègues qui siègent dans les syndicats que j'ai cités tout à l'heure, au SYMBO ou au SYBLE, ont lancé une étude pour voir la convergence qui pouvait exister entre les compétences exercées et le coût des travaux et la perspective sur plusieurs années. Cette étude est portée par le cabinet ESPELIA. Elle n'est pas terminée. Je ne veux pas remettre en cause les chiffres qui nous ont été donnés mais, en matière de convergence et de compétences exercées sur le territoire et des moyens affectés, je trouve que tes propos, Jean-Marc, ont un peu été déviés. J'ajoute que les syndicats ont aujourd'hui du personnel compétent en leur sein qui peut très bien porter ce que

vous souhaitez. Je me rends compte que vous insérez dans votre budget prévisionnel quatre postes. Mais que vont faire les gens qui sont dans les syndicats, aujourd'hui ? Cela veut dire que vous leur retirez le travail qu'ils font. On se retrouverait ainsi avec l'inverse d'une mutualisation. Je regrette donc fortement qu'il n'y ait pas eu plus de discussions et que l'on ne rentre pas dans la période transitoire avec le budget général, afin de mieux calculer les charges pour voir comment les intégrer au mieux entre le budget général et la recette nouvelle avec l'impôt qui se met en place.

Anne BRISSAUD

Le montant exact des produits, pour l'année, se situe autour de 3 millions d'euros. Si j'ai bien compris, cela représente 6,66 euros par habitant. Mais combien de foyers sont concernés sur la Métropole et sur Montpellier ? Comme sur les autres communes.

Max LEVITA

Tout à l'heure nous avons parlé de la taxe d'habitation qui va être retirée à un certain nombre de nos concitoyens. Cela pose une difficulté car nous ne savons pas exactement comment cela va fonctionner. Mais, je rappelle qu'il y a quatre ressources : la taxe d'habitation, le foncier, bâti, et non bâti, et l'impôt des entreprises. La taxe GEMAPI vient donc s'ajouter par exemple à la taxe d'habitation. S'il y a un contribuable qui est exempté de la taxe d'habitation, il peut néanmoins payer la taxe GEMAPI. Mais, dans ce cas-là, l'État ne procédera au recollement de la recette que si elle est supérieure à 12 euros. En dessous, ce sera perdu pour la Métropole car cela ne sera pas relevé par l'État. La situation économique, aujourd'hui, est très bonne. Et, si nous faisons les réformes proposées, elle sera très bonne. L'État augmentera ses dotations. Vous avez une vision pessimiste. Pour ma part, j'ai une vision très optimiste. Hier, le gouverneur de la Banque de France était à Montpellier et il a dit que si toutes les Métropoles françaises étaient aussi dynamiques que Montpellier il n'y aurait pas de problème économique dans ce pays. C'est vrai. Il a dit que la situation économique était bonne aujourd'hui mais qu'il fallait faire les réformes de structure que le gouvernement, semble-t-il, a engagées. Donc, j'ai une vision très optimiste à l'heure actuelle, surtout si vous votez le principe de cette taxe. Vous l'avez voté donc c'est très bien.

Monsieur le Président

Je propose de passer au vote. Qui est contre ? 22. Qui s'abstient ? 4 abstentions. Qui est pour ? 51.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée avec 51 votes pour, 22 contre et 4 abstentions.

Max LEVITA

Je n'ai pas répondu à Monsieur Boumaaz mais il est parti. Je vous rassure, la Métropole a de l'argent. Nous avons l'argent que les citoyens nous ont confié et que nous utilisons au mieux. Nous n'avons pas de problème. Les factures sont payées sans difficulté. Il n'y a pas d'inquiétude à avoir. Il en va de même pour les 31 communes de la Métropole.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (4 abstentions et 21 votes contre).

Ont voté contre : Mme A. BRISSAUD, Mme M. CASSAR, Mme C. DARDE, M. T. DEWINTRE, Mme C. DONADA, M. M. FRAYSSE, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme C. JABADO, M. A. LARUE, M. H. MARTIN, M. C. MEUNIER, M. E. PASTOR, Mme P. PERVENT, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. H. ROUILLEAULT, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA.

Se sont abstenu(e)s : M. J.-F. AUDRIN, Mme J. FRÊCHE, Mme C. HART, M. J.-P. MOURE.

AFFAIRE N° 12 : PREVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES - AMENAGEMENT DE PROTECTION CONTRE LES INONDATIONS DE LA BASSE VALLEE DE LA MOSSON - DECLARATION D'UN SYSTEME D'ENDIGUEMENT MOSSON AU TITRE DE L'ARTICLE L214-3 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT - ENQUETES PREALABLES A LA DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE ET AUTRES PROCEDURES ADMINISTRATIVES – APPROBATION

M. A. LARUE sort de séance.

Monsieur le Président

Nous allons aller vite. Qui demande des explications ? Nous votons. Qui est contre ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 13 : PREVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES - AMENAGEMENTS DE PROTECTION CONTRE LES INONDATIONS DU LANTIS-SARGUES A MONTPELLIER - BASSINS DU PARC MONTCALM - DOSSIER D'AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE – APPROBATION

Mme P. PERVENT sort de séance.

Monsieur le Président

Madame Jannin ne prend pas part au vote. Contre ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 14 : PREVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES - AMENAGEMENT DE PROTECTION CONTRE LES INONDATIONS DE LA BASSE VALLEE DE LA MOSSON - NOUVEAU PLAN DE FINANCEMENT - DEMANDES D'AIDES FINANCIERES – APPROBATION

M. JM. DI RUGGIERO entre en séance.

Monsieur le Président

Contre ? Abstention ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 15 : HORS COMMISSION - CONTRAT DE PLAN ETAT REGION (CPER) 2015-2020 - VOLET MOBILITE MULTIMODALE - PROTOCOLE CADRE RELATIF AUX ETUDES D'AMELIORATION DU DOUBLET DE LIGNE ENTRE NIMES ET MONTPELLIER - CONVENTIONS DE FINANCEMENT - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme I. GUIRAUD et M. L. JAOUL sortent de séance.

Monsieur le Président

Contre ? Abstention ? Une abstention.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Jean-Pierre MOURE

Je relève avec une certaine satisfaction que l'on a enfin intégré la ligne Montpellier en direction de Montbazin. Avec l'ancienne voie ferrée.

Monsieur le Président

Nous vous l'avions promis. Vous aviez soutenu le projet, bien sûr. Et Madame Régine Illaire aussi. Également concernant la ligne Vendargues-Sommières.

Jean-Pierre MOURE

Et n'oublions pas le lien qu'il peut y avoir entre Montpellier, la ligne dont on parle, et le secteur Montbazin - Sète car c'est très intéressant, aussi, en termes de fret.

AFFAIRE N° 16 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE - COMMUNE DE SAINT JEAN DE VEDAS - 4EME MODIFICATION DU PLU - APPROBATION - CREATION DU PERIMETRE DELIMITE DES ABORDS "PONT DE LA MOSSON" – ACCORD

M. M. MAJDOUL, M. JP. RICO, M. A. EL KANDOSSI et Mme C. LEVY RAMEAU sortent de séance.

Henri ROUILLEAULT

Je trouve cette délibération particulièrement intéressante parce que l'on voit que, après la loi ALUR, qui a supprimé le COS, nos communes gardent un certain nombre d'outils de planification d'urbanisme. Les communes, la Métropole. Dans le cadre du futur PLUi. Cela s'appelle périmètre d'étude, coefficient d'emprise au

sol. coefficient de biodiversité et de pleine terre, projet urbain partenarial. Il est donc faux de dire que la loi ALUR nous prive d'outils car il existe encore plein d'outils et que nous devons les utiliser. C'est le cas avec cette délibération.

Monsieur le Président

Je partage votre point de vue. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 17 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE - COMMUNE DE JUVIGNAC - MODIFICATION SIMPLIFIEE N°2 DU PLAN LOCAL D'URBANISME - APPROBATION

Monsieur le Président

Qui est contre ? Abstention ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 18 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE - COMMUNE DE SAINT GEORGES D'ORQUES - MODIFICATION SIMPLIFIEE N° 7 DU PLAN LOCAL D'URBANISME – APPROBATION

M. J. VERA sort définitivement de séance.

Monsieur le Président

Madame Jannin ne prend pas part au vote. Contre ? Abstention ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

AFFAIRE N° 19 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE - MODIFICATION DU PERIMETRE DELIMITE DES ABORDS (PDA) DE LA CHAPELLE NOTRE-DAME-DE-LA-PITIE - COMMUNE DE RESTINCLIERES - AVIS SIMPLE

Monsieur le Président

Qui est contre ? Abstention ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 20 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE - PROJET URBAIN PARTENARIAL (PUP) AVEC LA SOCIETE SCCV MEHUL 34000 - OPERATION SISE 2757-2805 AVENUE ETIENNE MEHUL - COMMUNE DE MONTPELLIER - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Qui est contre ? Abstention ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 21 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE - PROJET URBAIN PARTENARIAL "LES SALINIERS" - COMMUNE DE MURVIEL-LES-MONTPELLIER - DELIMITATION DU PERIMETRE DU PUP - APPROBATION DES CONVENTIONS INHERENTES AU PUP - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme P. PERVENT entre en séance.

Monsieur le Président

Qui est contre ? Abstention ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 22 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE - PROJET URBIS AVENUE DE L'AGAU A LATTES - PROJET URBAIN PARTENARIAL - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme I. GUIRAUD entre en séance.

Monsieur le Président

Qui est contre ? Abstention ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 23 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE - COMMUNE DE VILLENEUVE-LES-MAGUELONE - CONVENTION DE PROJET URBAIN PARTENARIAL - APPROBATION DE LA CONVENTION DE PUP AVENUE DE MIREVAL PC N° 3433717V0048 A CONCLURE AVEC MME ZININI - CONVENTION DE REVERSION AVEC LA COMMUNE DE VILLENEUVE-LES-MAGUELONE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Qui est contre ? Abstention ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 24 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE - PROTOCOLE D'ACCORD SUR LE SECTEUR CROIX LAVIT A MONTPELLIER : GALERA / PUECH VILLA - VILLE DE MONTPELLIER / SOCIETE NITSBA TELECOM SA / GROUPE IMMOBILIER ANGELOTTI / ACM HABITAT - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme C. DONADA sort de séance.

Monsieur le Président

Qui est contre ? Abstention ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 25 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE - CENTRE COMMERCIAL "LE POLYGONE" A MONTPELLIER - REGULARISATIONS FONCIERES - DECLASSEMENT DU DOMAINE PUBLIC - CESSIONS VOLUMES - AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC - SERVITUDE DE SURPLOMB - APPROBATION

M. JP. RICO entre en séance.

Monsieur le Président

Il s'agit de la vente de bouts de terrains qui permet au centre commercial de créer l'escalier de secours qui sera utile pour mener à bien la rénovation complète du centre commercial. L'investissement est de 50 millions d'euros.

Qui est contre ? Abstention ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 26 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE - ETUDES MONTPELLIER METROPOLE TERRITOIRES, REVISION DU SCOT ET ELABORATION DU PLUI - CONVENTION CADRE DE PARTENARIAT ECOLE NATIONALE D'ARCHITECTURE DE MONTPELLIER (ENSAM)- RENOUVELLEMENT - APPROBATION

M. N. FOURCADE sort définitivement de séance.

Monsieur le Président

Madame Jannin ne prend pas part au vote

Qui est contre ? Abstention ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

AFFAIRE N° 27 : LOGEMENT - ATTRIBUTION DE SUBVENTION - UNION REGIONALE DES ORGANISMES D'HABITAT SOCIAL (URO HABITAT) - CONVENTION DE PARTENARIAT - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Monsieur Cotte, Monsieur Ségura, Madame Demon, Monsieur Pellet, Madame Lévy-Rameau, ne prennent pas part au vote. Contre ? Abstention ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

AFFAIRE N° 28 : LOGEMENT - CONSTRUCTION DE 144 LOGEMENTS SOCIAUX A LATTES, BAILLARGUES ET MONTPELLIER - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS A L'OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT ACM HABITAT - CONVENTIONS - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Monsieur Castre, Monsieur Cotte, Monsieur El Kandoussi, Madame Lévy-Rameau, Madame Mirallès, moi-même et Monsieur Savy ne prenons pas part au vote.
Qui est contre ? Abstention ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

AFFAIRE N° 29 : LOGEMENT - CONSTRUCTION DE 9 LOGEMENTS SOCIAUX A LATTES ET PEROLS - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS A LA SA D'HLM FDI HABITAT - CONVENTIONS - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Madame Demon, Madame Lévy-Rameau, Monsieur Pellet et Monsieur Ségura ne prennent pas part au vote.

Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

AFFAIRE N° 30 : LOGEMENT - CONSTRUCTION DE 26 LOGEMENTS SOCIAUX - RESIDENCE « ELAÏA », RUE DES ACONITS A MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNT A LA SA D'HLM FDI HABITAT - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. A. EL KANDOSSI entre en séance.

Monsieur le Président

Madame Demon, Madame Lévy-Rameau, Monsieur Pellet, Monsieur Ségura ne prennent pas part au vote.
Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

AFFAIRE N° 31 : LOGEMENT - CONSTRUCTION DE 8 LOGEMENTS SOCIAUX - RESIDENCE "LE TABARLY", AVENUE DU GENERAL LECLERC A PEROLS - GARANTIE D'EMPRUNT A LA SA D'HLM FDI HABITAT - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Madame Demon, Madame Lévy-Rameau, Monsieur Pellet, Monsieur Ségura ne prennent pas part au vote.
Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

AFFAIRE N° 32 : LOGEMENT - CONSTRUCTION DE 141 LOGEMENTS SOCIAUX A GRABELS ET MONTPELLIER - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS A L'OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT ACM HABITAT - DELIBERATION N°13265 DU 30 SEPTEMBRE 2015 - MODIFICATION

Monsieur le Président

Monsieur Castre, Monsieur Cotte, Monsieur El Kandoussi, Madame Lévy-Rameau, Madame Mirallès, moi-même, Monsieur Savy, ne prennent pas part au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

AFFAIRE N° 33 : LOGEMENT - CONSTRUCTION DE 6 LOGEMENTS SOCIAUX - RESIDENCE « LE CLOS DES CEDRES » - RUE GASTON BACHELARD A MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNT A LA SA D'HLM FDI HABITAT - DELIBERATION N°12791 DU 5 MARS 2015 - MODIFICATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Madame Demon, Madame Lévy-Rameau, Monsieur Pellet, Monsieur Ségura ne prennent pas part au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

AFFAIRE N° 34 : LOGEMENT - CONSTRUCTION DE 15 LOGEMENTS SOCIAUX - RESIDENCE « CASTELLA », RUE JEAN VILAR A BAILLARGUES - GARANTIE D'EMPRUNT A LA SA D'HLM FDI HABITAT - DELIBERATION N°14485 DU 22 FEVRIER 2017 - MODIFICATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Madame Demon, Madame Lévy-Rameau, Monsieur Pellet, Monsieur Ségura ne prennent pas part au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

AFFAIRE N° 35 : LOGEMENT - CONSTRUCTION DE 10 LOGEMENTS SOCIAUX - RESIDENCE « COMPTOIR DES ARTS », AVENUE FRANÇOIS DELMAS A MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNT A LA SA D'HLM LE NOUVEAU LOGIS MERIDIONAL - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme. C. LEVY-RAMEAU entre en séance.

Monsieur le Président

Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 36 : LOGEMENT - CONSTRUCTION DE 14 LOGEMENTS EN LOCATION-ACCESION - ZAC ROQUE FRAÏSSE, LOT 14 A SAINT JEAN DE VEDAS - GARANTIE D'EMPRUNT A LA SA D'HLM LE NOUVEAU LOGIS MERIDIONAL - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 37 : LOGEMENT - CONSTRUCTION DE 27 LOGEMENTS SOCIAUX - RESIDENCE "LE MONTEILLET", BOULEVARD DES MOURES A VILLENEUVE-LES-MAGUELONE - GARANTIE D'EMPRUNT A LA SA D'HLM LE NOUVEAU LOGIS MERIDIONAL - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 38 : LOGEMENT - CONSTRUCTION DE 16 LOGEMENTS SOCIAUX - RESIDENCE " ALBA ROSSO ", RUE DU CLOS DES CHENES A CASTELNAU-LE-LEZ - GARANTIE D'EMPRUNT A LA SA D'HLM LE NOUVEAU LOGIS MERIDIONAL - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Monsieur Grand ne prend pas part au vote.

Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

AFFAIRE N° 39 : LOGEMENT - CONSTRUCTION DE 15 LOGEMENTS SOCIAUX - RESIDENCE "DOMAINE DE LA PARRE", RUE DE LA CHAUSSEE A SAINT JEAN DE VEDAS - GARANTIE D'EMPRUNT A LA SA D'HLM LE NOUVEAU LOGIS MERIDIONAL - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 40 : LOGEMENT - CONSTRUCTION DE 27 LOGEMENTS SOCIAUX - RESIDENCE « MAS D'OPPIDUM » - CHEMIN DE SORIECH A LATTES - GARANTIE D'EMPRUNT A LA SA D'HLM LE NOUVEAU LOGIS MERIDIONAL - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. L. JAOUL entre en séance.

Monsieur le Président

Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 41 : LOGEMENT - CONSTRUCTION DE 152 LOGEMENTS SOCIAUX ETUDIANTS - RESIDENCE ETUDIANTE « VEYRASSI » - AVENUE DU PIC SAINT-LOUP A MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNT A LA SA D'HLM LE NOUVEAU LOGIS MERIDIONAL - DELIBERATION N°14699 DU 28 JUIN 2017 - MODIFICATION

Monsieur le Président

Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 42 : LOGEMENT - CONSTRUCTION DE 6 LOGEMENTS SOCIAUX - RESIDENCE « LE CLOS DES CISTES », RUE DES SORBIERS A SAINT-JEAN-DE-VEDAS - GARANTIE D'EMPRUNT A LA SA D'HLM UN TOIT POUR TOUS - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Monsieur Youssous ne prend pas part au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

AFFAIRE N° 43 : LOGEMENT - REHABILITATION DE 120 LOGEMENTS SOCIAUX - RESIDENCE « LE SAINT GUILHEM 2 » AVENUE DE BARCELONE A MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNT A LA SA D'HLM SFHE GROUPE ARCADE - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme J. GALABRUN-BOUIRFES sort de séance.

Monsieur le Président

Monsieur Ségura ne prend pas part au vote. Qui est contre ? Qui est pour ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

AFFAIRE N° 44 : LOGEMENT - CONSTRUCTION DE 82 LOGEMENTS SOCIAUX ETUDIANTS - RESIDENCE « LE THALES » TRANCHE 1, 1567 AVENUE ALBERT EINSTEIN A MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNT A LA SA D'HLM RESIDENCES SOCIALES DE FRANCE - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 45 : LOGEMENT - CONSTRUCTION DE 7 LOGEMENTS SOCIAUX - « LA VOLTERA » TRANCHE 2 - IMPASSE DES ROSELIÈRES A LATTES - GARANTIE D'EMPRUNT A LA SA D'HLM PROMOLOGIS - DELIBERATION N°14490 DU 22 FEVRIER 2017 – MODIFICATION

Mme C. DONADA entre en séance.

Monsieur le Président

Monsieur Tortorici ne prend pas part au vote. Qui est contre ? Abstention ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

AFFAIRE N° 46 : LOGEMENT - CONSTRUCTION DE 6 LOGEMENTS SOCIAUX - RESIDENCE « LE CASTELNAU », 66 AVENUE DE CASTELNAU A MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNT A LA SCIC ENTREPRENDRE POUR HUMANISER LA DEPENDANCE - DELIBERATION N°14602 DU 17 MAI 2017 - MODIFICATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Monsieur Grand ne prend pas part au vote. Qui est contre ? Abstention ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

AFFAIRE N° 47 : LOGEMENT - OPERATION PROGRAMMEE D'AMELIORATION DE L'HABITAT DE RENOUVELLEMENT URBAIN DE MONTPELLIER 2016-2021 - QUARTIERS COURREAU / FIGUEROLLES / NORD ECUSSON - ATTRIBUTION DE SUBVENTION POUR LA REHABILITATION DE DEUX LOGEMENTS - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 48 : LOGEMENT - OPERATION PROGRAMMEE D'AMELIORATION DE L'HABITAT DE RENOUVELLEMENT URBAIN DE MONTPELLIER 2012-2017 - QUARTIERS SAINT GUILHEM / LAISSAC / SUD COMEDIE - ATTRIBUTION DE SUBVENTION POUR LA REHABILITATION DE DEUX LOGEMENTS ET HUIT COPROPRIETES - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 49 : LOGEMENT - OPERATION "RENOVER POUR UN HABITAT DURABLE ET SOLIDAIRE" 2013-2018 - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS POUR LA REHABILITATION DE TREIZE LOGEMENTS SITUES DANS DIVERSES COMMUNES DE LA METROPOLE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 50 : LOGEMENT - OPERATION PROGRAMMEE D'AMELIORATION DE L'HABITAT DE RENOUVELLEMENT URBAIN DE MONTPELLIER 2010-2016 - QUARTIERS GAMBETTA / FIGUEROLLES / NORD ECUSSON - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS COMPLEMENTAIRES POUR LA REHABILITATION DE DEUX LOGEMENTS ET SEPT COPROPRIETES - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 51 : LOGEMENT - OPERATION "RENOVER POUR UN HABITAT DURABLE ET SOLIDAIRE" 2013-2018 - ATTRIBUTION DE SUBVENTION POUR LA REHABILITATION D'UN LOGEMENT A PRADES-LE-LEZ - AUTORISATION DE SIGNATURE - DELIBERATION N°14798 DU 26 JUILLET 2017 - MODIFICATION

Monsieur le Président

Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 52 : LOGEMENT - CHARTE POUR LA CONFIDENTIALITE ET L'UTILISATION DE DONNEES ISSUES DU REGISTRE NATIONAL D'IMMATRICULATION DES SYNDICATS DE COPROPRIETAIRES - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 53 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE - CITE INTELLIGENTE - INSTITUT DES APPLICATIONS SPATIALES (INSPACE) - CENTRE NATIONAL D'ETUDES SPATIALES (CNES) - CONVENTION-CADRE DE COLLABORATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme I. GUIRAUD sort de séance.

Monsieur le Président

Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 54 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE - CITE INTELLIGENTE - HUT HUMAN AT HOME PROJECT - ACCORD DE PARTENARIAT - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. H. MARTIN sort à séance.

M. M. MAJDOUL, Mme I. GUIRAUD, Mme B. ROUSSEL-GALIANA et Mme J. GALABRUN-BOULBES entrent en séance.

M. R. REVOL et Mme C. JABADO sortent définitivement de séance.

Chantal MARION

Je veux remercier les personnes présentes au balcon et qui sont partenaires incontournables de ce projet. Effectivement, *Human at home project* est un projet scientifique unique, national et international, par son approche globale centrée sur l'humain. Il est piloté par Monsieur Alain Foucaran, ici présent, à l'université de Montpellier, par Monsieur François Pérea, à l'Université Paul Valéry, Malo Depincé de l'Université de droit de Montpellier et par le professeur Denis Mottet à Euromov à l'Université de Montpellier. Il a pour objet de mieux comprendre l'appartement du futur. Cela rentre donc dans le cadre de la cité intelligente. Avec une observation pratique et constante des interactions humaines, humains-humains, humains-objets, et leur analyse pour proposer des conditions de mieux vivre dans le futur. La cité intelligente, sur la Métropole, est ainsi en avance. Nous l'étions déjà mais nous le sommes encore plus. L'apport du droit et des sciences humaines dans la conception et la réalisation des dispositifs numériques et en particulier sur l'analyse des usages, l'acceptabilité sociale et individuelle sont au cœur du projet.

Monsieur le Président

J'excuse Monsieur Pérea qui n'est plus là. C'est le Directeur général de l'institut des technosciences de l'information et de la communication de l'Université Paul Valéry que j'ai l'honneur de présider. Je ne participerai donc pas au vote.

Chantal MARION

Ce projet constitue une étude expérimentale des comportements humains à l'intérieur d'un logement intelligent et connecté. Elle est dédiée à l'analyse scientifique des technologies et des usages de demain, des capteurs et des outils de mesure placés dans un appartement. Elle va permettre à l'équipe pluridisciplinaire que j'ai évoquée et à des entreprises innovantes, de collecter des données et de les analyser afin de mieux concevoir l'appartement du futur. Avec des questions liées au corps humain pris en tant que tel, dans ses prolongements technologiques. En outre, ce projet répond à un projet de développement économique. Les acteurs de l'innovation, fabricants de logiciels, de matériel électrique, opérateurs de télécommunication, fabricants de produits électroménagers, pourront ainsi participer à ce projet. À l'heure actuelle, il n'est pas possible pour des entreprises de tester leurs produits. Ce qui va être le cas avec l'appartement connecté. La diversité du consortium va également permettre d'offrir des expertises et des usages en lien avec l'état de l'art des chercheurs en électronique, entre autres. Il est important de fédérer les PME, les PMI, les laboratoires de recherche, les collectivités territoriales. Un enseignant de droit est présent sur ce projet car, sur le plan juridique, les questions relatives aux enjeux du logement intelligent et à l'intimité du statut des données générées, ou la manière de générer les données et de sécuriser l'accès, seront également traités. Un premier appartement témoin modulable à volonté servira pour l'expérimentation aux heures ouvrables des matériels et se situera dans la maison des sciences de l'homme, sous le site Saint-Charles de l'Université Paul Valéry. Il accueillera l'*open space*, lieu d'échange entre toutes les équipes de recherche et les partenaires du projet. Dans le même temps, sera mis à disposition par le promoteur, Nexity, un second appartement dont le lieu ne sera pas indiqué, qui sera habité dans des conditions réelles par un couple volontaire. Équipé de multiples capteurs et systèmes ou appareils connectés et reliés à un système d'analyse intelligente. Ce sont des étudiants volontaires qui seront logés gratuitement. Pour des raisons scientifiques et pédagogiques, les étudiants participeront activement à cette aventure dans un souci constant de pluridisciplinarité de formation. Sont également prévues des thèses sur les thématiques du Big data, de l'aménagement intérieur de l'appartement, de la communication entre les objets les personnes. Dans le projet cité intelligente précédent, il y avait déjà deux thèses qui avaient été développées. Une convention de financement prévoit les modalités de versement du cofinancement de la Métropole, à hauteur de 700 000 euros, pour les trois ans, ce qui correspond à 10 % du coût du projet total.

Monsieur le Président

C'est donc un projet de 7 millions d'euros financés à hauteur de 10 % par la Métropole, c'est-à-dire de 700 000 euros.

Chantal MARION

Le versement des subventions se décompose avec 500 000 euros pour l'exercice 2017 et 100 000 euros pour les exercices 2018 et 2019. Je demande donc l'autorisation du versement de la subvention de 700 000 euros.

Monsieur le Président

C'est un sujet formidable. C'est la ville du futur, l'appartement du futur, les objets connectés, la cité intelligente. Ce qui recouvre de très nombreuses dimensions. Nous sommes la Métropole et je remercie tous ceux qui travaillent dans ce service autour de Chantal Marion avec toutes les questions éthiques que cela soulève au regard de la divulgation des données parfois personnelles ou confidentielles ce qui peut faire l'objet de recours. Nous sommes ainsi en train de travailler, avec Madame Marion, sur un congrès qui aura lieu au mois de février, et qui aura pour but de traiter de l'encadrement éthique de la *Smart City*.

Chantal MARION

Je félicite toute l'équipe qui travaille sur ce projet car nous sommes en avance. Nous étions en avance sur les cinq années où la Métropole a œuvré en donnant 4 millions d'euros uniquement pour la recherche-développement, ce qui prouve que, quand on investit dans la recherche-développement, cela paraît peut-être énorme sur le moment mais, ensuite, on est en avance. En continuant comme nous le faisons sur ce projet, nous sommes déjà très en avance. Aujourd'hui encore, un journaliste parisien d'une grande revue traitant des cités intelligentes est venu interviewer la Métropole sur l'avancement de la cité intelligente. Le projet dont je parle sera évidemment traité dans la revue, dans une semaine. J'étais dernièrement en Israël pour une conférence et j'ai constaté l'avance dont nous disposons sur la cité intelligente.

Monsieur le Président

Le secrétaire d'État au numérique, Monsieur Mahjoubi, viendra d'ici trois semaines. La secrétaire d'État à l'enseignement supérieur viendra inaugurer la partie Saint-Charles de l'Université Paul Valéry, là où se trouvent les doctorants. Le soir, le 12 octobre, elle inaugurera la Faculté de médecine. Je mets l'affaire 54 aux voix. Qui est contre ? Abstentions ?

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote M. Philippe Saurel.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

AFFAIRE N° 55 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE - CITE INTELLIGENTE - MISSION BELGIQUE - ASSEMBLEE GENERALE "EUROPEAN INNOVATION PARTNERSHIP ON SMART CITIES AND COMMUNITIES" - DU 11 AU 13 OCTOBRE 2017 - PARTICIPATION A L'ASSEMBLEE GENERALE - APPROBATION

Monsieur le Président

Qui est contre ? Abstentions ?

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 56 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE - ECOCITE - CITE INTELLIGENTE - PROJET DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT CAPITAL SANTE - KYOMED - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Qui est contre ? Abstentions ?

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 57 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE - INDUSTRIES CULTURELLES ET CREATIVES - ATTRIBUTION DE SUBVENTION A L'IDATE DANS LE CADRE DES SEMINAIRES GAME INDUSTRY ET DIGITAL CONTENT - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Madame Marion ne prend pas part au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

AFFAIRE N° 58 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE - CONVENTION DE PARTENARIAT ET DE FINANCEMENT 2017 ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET L'ASSOCIATION "GROUPE SUP DE CO MONTPELLIER BUSINESS SCHOOL " - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Madame Marion et Monsieur Lévi ne prennent pas part au vote.
Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

AFFAIRE N° 59 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE - DEVELOPPEMENT INTERNATIONAL - RECEPTION D'UNE DELEGATION DE LA PROVINCE DE KALOUGA DU 3 AU 8 OCTOBRE 2017 - ACCORD DE COOPERATION AVEC LA PROVINCE DE KALOUGA (RUSSIE) - AUTORISATION DE SIGNATURE ET DE PRISE EN CHARGE

M. H. MARTIN entre en séance.

Monsieur le Président

Ce sont les Russes que nous recevons. Nous inaugurerons la grande statue de Youri Gagarine, sur le pont. Si tout va bien, pour cette cérémonie, nous aurons la visite de la Présidente de France Télévisions.
Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 60 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE - DEVELOPPEMENT INTERNATIONAL - JUMELAGE AVEC FES (MAROC) - RENOUVELLEMENT DE L'ACCORD DE COOPERATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 61 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE - DEVELOPPEMENT INTERNATIONAL - MISSION INSTITUTIONNELLE ET D'AFFAIRES EN CHINE - DU 22 OCTOBRE AU 1 NOVEMBRE 2017 - AUTORISATION DE LA MISSION ET DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 62 : COHESION SOCIALE - DOTATION POLITIQUE DE LA VILLE 2017 - AVENANT N°2 A LA CONVENTION CADRE D'ATTRIBUTION DE SUBVENTION ENTRE L'ETAT, MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET LA VILLE DE MONTPELLIER - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 63 : ENERGIE ET TRANSITION ENERGETIQUE - CIVIGAZ - RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE, GRDF, FACE HERAULT ET ACM - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Madame Hart, Monsieur Castre, Monsieur Cotte, Monsieur El Kandoussi, Madame Lévy-Rameau, Madame Mirallès, moi-même et Jean-Luc Savy ne prenons pas part au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

AFFAIRE N° 64 : RESSOURCES HUMAINES - CONVENTION DE GESTION DE SERVICE DE LA VILLE DE MONTPELLIER AU BENEFICE DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METRO-POLE - MAINTENANCE DES VEHICULES - AVENANT N°1 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. A. LARUE entre en séance.

Monsieur le Président

Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 65 : RESSOURCES HUMAINES - MODIFICATION DU TABLEAU DES EMPLOIS ET DES EFFECTIFS

Monsieur le Président

Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 66 : CULTURE - CONVENTIONS DE PARTENARIAT - AFFECTATION DE SUBVENTIONS - APPROBATION

Monsieur le Président

Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 67 : CULTURE - CONSERVATOIRE A RAYONNEMENT REGIONAL - CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LA DIRECTION REGIONALE DES AFFAIRES CULTURELLES, L'UNIVERSITE PAUL VALERY MONTPELLIER 3 ET L'OPERA ORCHESTRE NATIONAL DE MONTPELLIER OCCITANIE RELATIVE A L'ORCHESTRE CRR-UPV - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme J. FRECHE et Mme C. HART sortent définitivement de séance.

Monsieur le Président

Monsieur Guy Barral, Monsieur Cour, Monsieur Cousquer, Madame Lévy-Rameau, Madame Kerangueven, Monsieur Travier, Madame Mirallès, Madame Dardé, Monsieur El Kandoussi ne prennent pas part au vote. Qui est contre ? Qui est pour ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

AFFAIRE N° 68 : CULTURE - CONSERVATOIRE A RAYONNEMENT REGIONAL - DEMANDES DE SUBVENTIONS POUR L'ANNEE 2018 - APPROBATION

Bernard TRAVIER

Je voudrais informer l'Assemblée que sept de nos élèves du conservatoire ont été reçus au conservatoire national supérieur de musique de Paris et de Lyon. Ils jouent de la clarinette, sont dans des classes d'écriture, ou jouent de la guitare, font de la composition, jouent du clavecin ou de la harpe. Une des artistes lyriques les plus en vue actuellement, Madame Crebassa sort de notre conservatoire.

Monsieur le Président

C'est l'occasion pour moi de remercier Michael Schønwandt, chef d'orchestre de l'orchestre national de Montpellier, ainsi que Valérie Chevalier de m'avoir permis de conduire l'orchestre de Montpellier lors du bis sur l'ouverture de Carmen de Bizet. C'est une expérience assez inoubliable. J'avais déjà joué de l'orgue en tapant des accords dans une église avec une puissance incroyable mais, là, c'est encore autre chose. 120 musiciens

qui démarrent au quart de tour, cela fait peur. Merci à eux.

Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 69 : CULTURE - MUSEE FABRE - RESEAU "PICASSO-MEDITERRANEE" - LETTRE-ACCORD DE COLLABORATION SCIENTIFIQUE ET CULTURELLE AVEC L'ETABLISSEMENT PUBLIC DU MUSEE NATIONAL PICASSO-PARIS - AUTORISATION DE SIGNATURE

Bernard TRAVIER

Pour le musée Fabre, c'est l'année Picasso. En 2018, il y aura une série de manifestations autour de cet artiste et notamment une exposition au musée Fabre qui sera la grande exposition d'été. Du 16 juin au 23 septembre. Sur le thème Picasso, donner à voir. Un réseau s'est créé avec un certain nombre de musées autour du musée Picasso de Paris, qui gère cette opération. C'est une manifestation culturelle internationale qui a débuté en juin 2017 et durera jusqu'au printemps 2019. Il y a plus d'une soixantaine d'institutions en France et en Europe qui ont imaginé une programmation commune autour de l'œuvre de Picasso. Le musée Fabre en fait partie.

Monsieur le Président

Merci. Je dis au service de l'aménagement du territoire, de la voirie, de l'espace public et de l'urbanisme, qu'il faut prévoir l'inauguration de la grande place Pablo Picasso sur l'avenue Raymond Dugrand au moment de l'année Picasso. Puisqu'elle n'a pas été inaugurée. Lorsque nous avons choisi le calepinage de la place, nous avons choisi des couleurs qui viennent s'imbriquer et viennent rappeler la période cubiste de Picasso. Elle a 100 mètres de diamètre avec, au centre, l'œil, que j'avais fait dessiner lorsque j'étais adjoint à l'urbanisme. Puis, Madame Mandroux avait décidé de m'enlever les délégations et l'œil a été effacé. Quand je suis arrivé Maire, j'ai redessiné l'œil. Il faut de la constance.

Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 70 : CULTURE - MUSEE FABRE - SITE ARCHEOLOGIQUE LATTARA - MUSEE HENRI PRADES - CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LE RECTORAT DE MONTPELLIER, LA DIRECTION REGIONALE DES AFFAIRES CULTURELLES ET LA DIRECTION REGIONALE DE L'ALIMENTATION, DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET OCCITANIE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 71 : CULTURE - SITE ARCHEOLOGIQUE LATTARA - MUSEE HENRI PRADES - DEMANDES DE SUBVENTIONS AU TITRE DE L'ANNEE 2018 - APPROBATION

Monsieur le Président

Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 72 : CULTURE - ACCORD-CADRE DE PARTENARIAT 2017-2020 ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE, LA VILLE DE MONTPELLIER ET L'UNIVERSITE PAUL VALERY MONTPELLIER 3 - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Il s'agit d'une énorme convention avec la faculté des lettres et sciences humaines de Montpellier que nous aurons l'occasion d'inaugurer au cours d'une séance médiatique avec le Président, Monsieur Gilli, avec qui nous avons recensé toutes les coopérations entre Paul Valéry et nous-mêmes, et avec la Ville. C'est assez spectaculaire. Je salue la grande exposition sur Rodin au musée des Moulages, aujourd'hui, à la même heure

que notre conseil. C'est Thibault Rassat qui nous y a représentés.

M. G. BARRAL ne prend pas part au vote. Qui est contre ? Abstention ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

AFFAIRE N° 73 : CULTURE - CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET LE MUSEE DES CIVILISATIONS EUROPEENNES ET MEDITERRANEENNES (MUCEM) - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. H. DE VERBIZIER sort de séance.

Monsieur le Président

C'est la convention que nous avons pour le dépôt, notamment, des collections qui appartiennent à l'ancien musée de la présence française en Algérie. Comme j'avais pu le conduire, grâce à l'intercession d'Aurélié Filippetti alors Ministre de la culture.

Je mets aux voix. Qui est contre ? Abstention ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 74 : SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES - CLUBS ET ASSOCIATIONS SPORTIVES - AFFECTATION DE SUBVENTIONS - FONDS SPECIAL SPORT - CONVENTION D'ATTRIBUTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Jean-Luc MEISSONNIER

Il s'agit d'une attribution de subventions sur le fonds spécial sport. Le club de Castelnau-le-lez organise un tournoi avec 48 équipes. Il s'agit d'une attribution de subventions de 2 000 euros. Il y a également l'organisation du championnat de France du club de nage avec palmes, pour 500 euros. A.K sport prépare les sportifs de haut niveau. Il s'agit de 4 500 euros. Pour l'école de rasateurs de Baillargues, il s'agit de 3 000 euros. Pour le trophée taurin de la Métropole, il s'agit d'un changement d'affectation de subventions aux clubs taurins de Lattes. Non plus à Lou Méjean Labomace mais à Lou tau.

Monsieur le Président

Je mets aux voix. Qui est contre ? Abstention ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Monsieur le Président

Je précise, sur cette délibération, que la subvention attribuée à A.K sport est attribuée pour la musculation, en attendant la réalisation de la salle de musculation du centre Neptune, notamment pour l'équipe de natation entraînée par Philippe Lucas. Que je remercie profondément parce qu'il m'a demandé de le mettre en contact avec les familles de la Paillade afin de trouver parmi elles des jeunes susceptibles d'être entraînés pour les trois ans à venir. Il fait le travail, et pas seulement sur la compétition mais aussi dans le quartier. Lorsqu'il passe à la Paillade, les gens viennent l'embrasser. C'est donc un sans-faute. Je le remercie beaucoup. À la Paillade et dans le centre-ville, c'est pareil. Je le remercie parce qu'il aurait pu choisir un club des quartiers résidentiels mais il a choisi de le faire à la Paillade, avec les gens du quartier.

AFFAIRE N° 75 : SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES - CONVENTION CADRE ENTRE LA VILLE DE MONTPELLIER, MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET L'ASSOCIATION MONTPELLIER METROPOLE ASPTT - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. H. DE VERBIZIER entre en séance.

Monsieur le Président

Nous signerons cette convention lorsque nous inaugurerons les nouveaux terrains de *paddle* à Grammont. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 76 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT - RAPPORT ANNUEL SUR LE PRIX ET LA QUALITE DU SERVICE PUBLIC DE L'ASSAINISSEMENT POUR L'ANNEE 2016 – ADOPTION

Monsieur le Président

Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 77 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT - CONVENTION DE COLLABORATION AVEC AGROPARITECH ET L'IRSTEA POUR UN APPUI TECHNIQUE D'AIDE AU MANAGEMENT DES SYSTEMES D'INFORMATION DU SERVICE DE L'ASSAINISSEMENT - APPROBATION

Monsieur le Président

Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 78 : PREVENTION ET VALORISATION DES DECHETS, PROPRETE DE L'ESPACE PUBLIC - RAPPORT ANNUEL SUR LE PRIX ET LA QUALITE DU SERVICE PUBLIC DE PREVENTION ET DE GESTION DES DECHETS POUR L'ANNEE 2016 - APPROBATION

Monsieur le Président

Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 79 : TRANSPORTS ET MOBILITE - DIFFUSION DE JOURNAUX GRATUITS - CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC AVEC LA SOCIETE 20 MINUTES ET LA SOCIETE DU JOURNAL MIDI LIBRE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 80 : TRANSPORTS ET MOBILITE - CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DES DONNEES ENTRE SNCF RESEAU ET MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. J. RAYMOND sort de séance.

Monsieur le Président

Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 81 : TRANSPORTS ET MOBILITE - TRAMWAY LIGNE 5 - MODIFICATION DE LA DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE - OBJECTIFS ET MODALITES DE LA CONCERTATION – APPROBATION

M. J. RAYMOND entre en séance.

M. A. LARUE sort définitivement de séance.

Jean-Pierre RICO

Cette délibération a pour objet de définir les modalités de la concertation pour la modification de la DUP de

la ligne numéro cinq de tramway, entre l'avenue de Vanières et la place du 8 mai 1945. Cette modification porte exclusivement sur ce trajet et ne concerne pas les autres parties de la ligne 5 tel que prévu à la DUP initiale.

Monsieur le Président

La DUP initiale va de Clapiers jusqu'à Lavérune. Nous la conservons. Seul le segment qui devait emprunter le parc Montclam sera soumis à une modification de la DUP. Si on cassait toute la DUP, cela ferait tomber la DUP, ce que nous ne souhaitons pas, pour deux raisons. D'abord parce qu'il est très long de refaire une DUP et deuxièmement parce que la ligne 4 est accrochée à la ligne 5. Cela nous mettrait donc en difficulté sur la ligne 4 qui est déjà réalisée. Nous demandons donc une modification de DUP uniquement pour le passage du parc Montcalm. Cela va nous permettre de rediscuter le trajet de la ligne en fonction de cette modification.

Jean-Pierre MOURE

Cette question est importante. Cela rejoint la réflexion sur l'intérêt des transports collectifs. Je souhaiterais savoir si on a une idée du nombre d'alternatives étudiées par les services actuellement.

Monsieur le Président

À ma connaissance, il y a trois ou quatre alternatives sur ce tronçon.

Jean-Pierre MOURE

Sont-elles déjà bien définies ?

Monsieur le Président

D'après ce que je sais, pas tout à fait.

Jean-Pierre MOURE

En matière d'études, lorsque nous avons examiné le projet, des études avaient déjà été réalisées. Parmi les études que vous projetez et les alternatives, certaines variantes sont-elles reprises ?

Monsieur le Président

Je crois.

Jean-Pierre MOURE

Quel est le délai ? Concernant la concertation ?

Monsieur le Président

La première réunion de concertation se tiendra le 28 novembre pour présenter les différentes hypothèses.

Jean-Pierre MOURE

Quand pensez-vous que le bilan sera arrêté ?

Monsieur le Président

Dans le courant de 2018.

Henri ROUILLEAULT

Beaucoup de gens sont très sensibles à ce dossier de la ligne 5. On pourrait dire enfin car le fait de ne pas traverser le parc Montcalm faisait partie de vos promesses électorales. La révision du trajet est donc logique. Mais cela fait déjà trois ans que la mandature a commencé.

Monsieur le Président

Oui, mais nous avons fait la ligne 4. Vous l'avez oublié.

Henri ROUILLEAULT

C'est vrai mais on aurait pu faire la ligne 4 et, en même temps, traiter cette question.

Monsieur le Président

Ne soyez pas trop dogmatiques. Écoutez-moi. Les lignes 4 et 5 n'étaient pas financées. Budgétairement, dans le PPI de l'Agglomération. Elles n'étaient pas dans le programme de la liste de 2014. Je l'ai dit tout à l'heure. Je vous montrerai le programme. Il est là, dans mes affaires. Mais on ne va pas revenir sur le passé. Nous avons fait la ligne 4, comme le préconisaient les commissaires enquêteurs. Nous lançons maintenant la ligne

5. Elle ne va pas se faire d'un coup de baguette magique. Il y aura des tronçons. Nous ne sommes plus durant les 30 glorieuses. Et nous maintenons pour autant zéro pourcent d'augmentation des taux.

Jean-Pierre MOURE

Vous le présentez d'une certaine manière. Mais je me permets de l'évoquer aussi d'une autre manière. Même si, sur les financements, il y avait des compléments apportés, on peut imaginer que, au-delà des collectivités locales, un emprunt intéressant était prévu. Les taux auraient permis de l'envisager. Il était prévu qu'en 2017 la ligne pouvait quasiment être mise en service. Cela fait donc trois ans de décalage. C'est l'ancien président qui vous parle. Le PPI était prévu pour cela.

Monsieur le Président

Mais, moi, j'ai les papiers, et j'ai les programmes que vous avez signés. On ne va pas refaire les municipales aujourd'hui.

Jean-Pierre MOURE

J'ai des papiers aussi.

Monsieur le Président

J'ai votre programme. Il est sur le net. J'invite tous les Conseillers de la Métropole à aller le visiter sur le net. Regardez le programme de la liste PS de 2014 à Montpellier. Vous verrez que, nulle part, ne sont mentionnées la ligne 4 et la ligne 5.

Jean-Pierre MOURE

Oui, puisque cela était déjà arrêté.

Monsieur le Président

Ce n'était pas un projet réalisé. Vous auriez pu le mettre pour le proposer aux Montpelliérains.

Jean-Pierre MOURE

Mais c'était une évidence que la ligne serait dans le projet. Ne jouez pas sur les mots.

Monsieur le Président

Ce n'était pas dans le programme. Je vais le faire photocopier et je le distribuerai en Conseil municipal.

Jean-Pierre MOURE

Je ne vous parle pas du programme de la liste PS. Je vous parle du PPI qui était arrêté par l'Agglomération de Montpellier. Dans lequel il y avait la ligne cinq.

Monsieur le Président

Vous n'aviez mis ni la ligne quatre ni la ligne cinq dans le programme car elle n'était pas finançable.

Jean-Pierre MOURE

Non. C'est que les prévisions de financement n'étaient pas terminées. Notamment côté Région et Département.

Monsieur le Président

Vous avez essayé d'augmenter la CFE pour cela.

Jean-Pierre MOURE

Cela n'a rien à voir. Ne mélangez pas tout. C'est trop simple. C'est n'importe quoi.

Monsieur le Président

L'exposition publique en mairie aura lieu du 6 au 27 novembre 2017. La réunion publique se tiendra le 28 novembre 2017, à 18 heures. Le bilan intermédiaire sur la concertation interviendra en janvier 2018. Je vous donne le calendrier. La réunion publique aura lieu à la fin mars. Et le bilan de la concertation aura lieu à l'été 2018. Les Verts avaient voté contre la ligne 5. Alors que c'était dans le programme des Verts. Allez comprendre quelque chose... Roumégas avait voté contre. J'étais au Conseil. Je m'en souviens. Et j'ai une mémoire d'éléphant.

Anne BRISSAUD

Concernant le contournement du parc Montcalm, je suis pour que le parc soit préservé. Je vous demande

même si, avant la fin du mandat, vous ne pourriez pas prévoir d'en faire le *Central Park* de Montpellier en sanctuarisant ce parc comme étant un nouveau bois.

Monsieur le Président

Vous êtes coquine parce que vous utilisez mon vocabulaire.

Anne BRISSAUD

Peut-être que c'est sur ce genre de projet, Monsieur le Président, qu'il faut passer du temps. C'est un réel projet. Je pense que pour la ligne 5, il faut vraiment trouver une alternative parce que c'est une ligne qui coûte cher, qui prend beaucoup d'espace urbain, qui va créer des embouteillages supplémentaires. Le tram ne résout rien en l'occurrence et il y a quand même bien d'autres moyens de circulation aujourd'hui, en commun ou pas, pour nous permettre de nous déplacer beaucoup plus librement. Je suis contre la ligne 5. Je suis en revanche pour le contournement du parc Montcalm. Concernant les modalités de la concertation, je pense que cette concertation, à nouveau, ne va pas servir à grand-chose. Elle est obligatoire, d'accord. Vous dites qu'elle aura un coût mais vous ne l'indiquez pas. Je comprends qu'il faut desservir des communes qui ne le sont pas encore correctement et des infrastructures, comme les universités, qui méritent d'être mieux desservies, mais il y a d'autres moyens. On peut aussi parler de petits tronçons, de raccords de lignes et pas forcément de lignes complètes. Je m'abstiendrai donc sur cette délibération.

Monsieur le Président

Vous êtes donc d'accord sur le tronçon de la ligne 4. Vous trouvez cela parfait ?

Anne BRISSAUD

Franchement, je ne l'aurais pas fait. Mais, puisque vous l'avez fait et qu'il est là, on ne va pas revenir dessus. Nous sommes sur la ligne 5. Vous nous avez même parlé de la ligne 6 et de la ligne 7. J'espère vraiment qu'il n'y en aura pas.

Monsieur le Président

Mais c'est le plan qui avait été imaginé.

Anne BRISSAUD

Mais vous dites qu'il faut faire des restrictions budgétaires. Que l'on n'a pas les moyens de faire certaines choses. Que l'on ne peut pas prendre la GEMAPI sur le budget principal. Et qu'il faut créer une nouvelle taxe. Je pense qu'il y a des choix budgétaires à faire. Et que ces choix doivent être aux économies. Et surtout sur le tram.

Monsieur le Président

C'est l'État, c'est le gouvernement socialiste qui l'a mis en place et cela n'a pas été rediscuté par le nouveau gouvernement. Cela veut dire que quand Monsieur Raymond vote contre la GEMAPI, lui qui est Député suppléant, il vote contre son gouvernement.

Anne BRISSAUD

Tout le monde n'est pas cohérent, vous le savez. Mais il faut quand même rappeler que vous parlez de restrictions budgétaires, d'efforts à faire. Je pense que quand il y a des infrastructures qui coûtent aussi cher que le tramway, il est de notre responsabilité de trouver d'autres solutions.

Monsieur le Président

J'entends. Nous votons. Contre ? Abstention ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées. (1 abstention).

S'est abstenue : Mme A. BRISSAUD.

AFFAIRE N° 82 : VOIRIE, ESPACE PUBLIC - PROGRAMMATION 2017 DE TRAVAUX D'ENFOUISSEMENT DE RESEAUX SECS ET DE RESEAUX ELECTRIQUES AERIENS - CONVENTION AVEC LE SYNDICAT HERAULT ENERGIES POUR LES COMMUNES DE BEAULIEU ET SAINT JEAN DE VEDAS - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Contre ? Abstention ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

**AFFAIRE N° 83 : VOIRIE, ESPACE PUBLIC - OFFRE DE CONCOURS RELATIVE A LA REFECTI-
ON DE LA CHAUSSEE AVENUE DE LA ROYALE A CASTRIES - CONVENTION - AUTORI-
SATION DE SIGNATURE**

Monsieur le Président

Monsieur Pastor, Monsieur Dudieuzère, Monsieur Jaoul, Madame Marion, Madame Lloret, Monsieur Cour ne votent pas. Qui est contre ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

**AFFAIRE N° 84 : VOIRIE, ESPACE PUBLIC - CONVENTIONS DE FONDS DE CONCOURS
ENTRE LA METROPOLE ET LES COMMUNES DE LATTES, COURNONTERRAL, LAVERUNE,
MURVIEL-LES-MONTPELLIER, CASTELNAU-LE-LEZ, CLAPIERS, JACOU, LE CRES ET
PRADES-LE-LEZ - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Monsieur le Président

Sur cette affaire, nous avons un souci avec Castelnau. Nous avons voté les opérations que la mairie de Castelnau nous a fait parvenir. Mais nous avons reçu un courrier de Monsieur Lafforgue qui donne d'autres opérations, qui ne sont pas celles-là. J'ai le courrier.

Madame Catherine DARDE

Nous ne sommes pas d'accord parce que vous avez multiplié les fonds de concours, les uns après les autres alors que nous demandons qu'il y ait un seul fonds de concours globalisé. Pour l'ensemble des opérations. Muriel Sarradin l'a dit à Monsieur Fina.

Monsieur le Président

Ce n'est pas cela. Nous avons des opérations différentes qui sont dans un courrier de Monsieur Lafforgue qui pointe d'autres opérations que celles des services de la mairie. Je ne veux pas de guerre entre Monsieur Grand et Monsieur Laforgue. Je vous propose donc de voter l'opération 84 comme nous l'avons fait. S'il y a une modification apportée, nous le ferons dans une affaire ultérieure. Cela vous convient-il ?

Henri ROUILLEAULT

Ce serait plus simple si le Maire de Castelnau était au Conseil de Métropole...

Monsieur le Président

Cela sera fait sous l'œil vigilant de Monsieur Rouilleault. Je mets aux voix l'affaire 84. Contre ? Abstention ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

**AFFAIRE N° 85 : VOIRIE, ESPACE PUBLIC - CONVENTION AVEC L'ETAT POUR L'ENTRE-
TIEN DES AMENAGEMENTS PAYSAGERS EN SORTIE D'AUTOROUTE SUR LE TERRITOIRE
DE LA COMMUNE BAILLARGUES - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Pierre DUDIEUZERE

Je signale qu'il y a deux sorties pour l'autoroute. Une à Baillargues et une à Vendargues. Nous souhaiterions la même équité pour les deux.

Monsieur le Président

Contre ? Abstention ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 86 : VOIRIE, ESPACE PUBLIC - CESSIION DU CONTRAT DE PARTENARIAT PUBLIC-PRIVE PORTANT SUR L'ECLAIRAGE PUBLIC DE JUVIGNAC DE LA SAS SPIE SUD-OUEST A LA SAS SPIE CITYNETWORKS - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Contre ? Abstention ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 87 : HORS COMMISSION - PRESCRIPTION DE L'ELABORATION DU REGLEMENT LOCAL DE PUBLICITE INTERCOMMUNAL (RLPI) DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Monsieur le Président

Contre ? Abstention ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.

ANNEXE

Le 31 août 2017



Jean-Pierre GRAND

SÉNATEUR
DE L'HÉRAULTMAIRE DE
CASTELNAU-LE-LEZ

Monsieur le Premier Ministre,

du 24/08/17

Le gel du dispositif des contrats aidés crée une inquiétude légitime de nombreux maires de mon département et certainement dans bien d'autres. Afin de nourrir la réflexion du Gouvernement, je tiens à vous apporter le témoignage de l'expérience de ma commune.

Depuis les emplois jeunes créés en 1997 aux actuels contrats uniques d'insertion (CUI), Castelnau-le-Lez a toujours eu recours aux dispositifs d'emplois aidés de l'État en fonction de ses besoins réels. Nous nous sommes fixés comme objectif vertueux leur intégration à terme dans la fonction publique territoriale si cela s'avérait possible et souhaitable par l'intéressé comme pour la collectivité.

Ainsi, entre 2010 et 2016, nous avons signé 46 contrats aidés qui à leurs termes ont débouché pour 22 d'entre eux sur une titularisation. Nous avons actuellement 10 contrats aidés en cours.

Il est à observer que des emplois jeunes recrutés à partir de 1999 faisant toujours partie du personnel de notre collectivité ont pu accéder à des postes de responsabilités et même pour certains de direction.

Ces quelques exemples prouvent que le recours aux contrats aidés dans le secteur non marchand ne constitue pas un effet d'aubaine mais au contraire permet aux communes de répondre à leur mission de service public et de soutenir l'emploi des publics qui en sont le plus éloignés.

Aussi, vous comprendrez que le gel actuel du dispositif des contrats aidés à quelques jours de la rentrée scolaire soit ressenti par les élus locaux comme un nouveau et brutal désengagement de l'État, contradictoire avec les propos du Président de la République lors de la Conférence nationale des territoires, à laquelle j'ai assisté.

La situation de l'emploi – particulièrement préoccupante dans le département de l'Hérault – m'amène à vous demander de réexaminer ces mesures qui, au-delà des graves perturbations qu'elles créent dans nos collectivités et en particulier pour les plus petites communes, vont contribuer à un retour au chômage de nombreux concitoyens.

La situation économique et sociale de l'Hérault justifie que je vous demande un assouplissement de cette mesure pour mon département avec une priorité pour les plus petites communes.

Vous remerciant vivement par avance pour l'intérêt que vous porterez à ce courrier, trouvez-ici, Monsieur le Premier Ministre, toute l'expression de ma haute considération.

*Je vous prie de croire,
Monsieur le Premier Ministre,
à ma haute considération.*

Monsieur Édouard PHILIPPE
Premier Ministre
Hôtel de Matignon
57 rue de Varenne
75007 PARIS

12/09/17

RF/CAB : 17 / 21308